

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

DE LA CONTRIBUTION
AUX
DETTES HÉRÉDITAIRES
EN DROIT FRANÇAIS

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le vendredi 18 janvier 1907, à 1 heure

PAR

P. M. RAFFALLI

Président : M. E. CHÉNON.
Suffragants : { MM. LEFÈBVRE, } *professeurs*
 { PLANIOL, }

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1907

THÈSE
POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

DE LA CONTRIBUTION

AUX

DETTES HÉRÉDITAIRES

EN DROIT FRANÇAIS

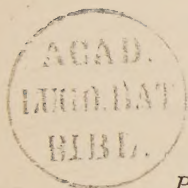
THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

Sera soutenu le vendredi 18 Janvier 1907, à 1 heure.

PAR

P. M. RAFFALLI



Président : M. E. CHÉNON.

Suffragants : { MM. LEFÈBVRE, }
 { PLANIOL, } *professeurs*

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1907



Digitized by the Internet Archive
in 2026

DE LA

CONTRIBUTION AUX DETTES HÉRÉDITAIRES

EN DROIT FRANÇAIS

INTRODUCTION

La succession est la transmission de tout le patrimoine d'une personne décédée. Ce patrimoine ne se compose pas seulement de droits, mais aussi de charges ; à côté de l'actif figure le passif. Par suite, toutes les fois que le défunt laisse plusieurs héritiers, il ne suffit pas de partager entre eux les biens de la succession, il faut aussi régler le sort du passif, décider qui en sera tenu et dans quelle mesure.

Ainsi posé, le problème est complexe. Il y a tout d'abord une série de questions qui n'existent que lorsque le passif excède l'actif ou du moins que cette éventualité est à craindre. Les héritiers sont-ils alors tenus de payer les dettes successorales, même au delà des forces de la succession ? Si oui, peuvent-ils éviter ce résultat, soit en renonçant, ce qui les rendra étrangers à la succession, soit

en acceptant sous certaines conditions, ce qui limitera leur obligation à la mesure de leur émolument ? Sont-ils tenus de prendre tous la même décision, ou bien le sort de l'un est-il indépendant de celui des autres ? Autant de problèmes qui ne se présentent que lorsque la succession est insolvable ou d'une solvabilité douteuse.

Mais même lorsqu'il est manifeste qu'il y aura un excédent d'actif, il importe de distinguer deux points : le premier est celui du droit de poursuite des créanciers ; il s'agit de savoir à qui ils devront s'adresser pour être payés ; le deuxième concerne le règlement définitif du passif entre les cohéritiers. Il se peut, en effet, pour des raisons diverses qu'un héritier ait été contraint de payer plus que sa part contributoire ; tel sera par exemple le cas de l'héritier détenteur d'un immeuble hypothéqué. Bien que la dette garantie par l'hypothèque doive être payée par tous les héritiers, le créancier peut, en vertu de l'indivisibilité de l'hypothèque, en réclamer la totalité au détenteur de l'immeuble, mais celui-ci aura un recours contre ses cohéritiers pour être remboursé de tout ce qu'il a dû payer au delà de sa part définitive. En un mot, il faut distinguer « l'obligation » aux dettes et la « contribution » aux dettes : la première concerne les rapports des héritiers avec les créanciers de la succession, la deuxième est relative aux rapports des cohéritiers entre eux. C'est ce dernier point que nous nous proposons d'étudier. Nous supposerons que la succession est solvable et acceptée purement et simplement, et nous exami-

nerons de quelle manière doit se faire le partage définitif des dettes et charges entre les cohéritiers.

Cette question de la contribution aux dettes présente un intérêt considérable tant au point de vue pratique qu'au point de vue historique. Pratiquement, il est manifeste qu'elle est de nature à se poser dans presque toute succession. Bien rares sont, en effet, celles qui ne renferment pas un certain passif. N'y eut-il que les frais funéraires et de maladie, il faudra se demander comment ils se répartiront entre les successeurs du *de cujus*. Mais, dans bien des cas, si le défunt avait contracté beaucoup de dettes, ou s'il a fait des legs importants, ce sont des sommes considérables qui seraient en jeu si le législateur ne prenait soin de trancher la difficulté.

Aussi trouvons-nous dans le droit romain et dans l'ancien droit français dès ses origines des solutions de ce problème. Mais ces solutions, loin d'avoir été uniformes, ont présenté dans la suite des temps les systèmes les plus variés. C'est là ce qui fait l'intérêt historique de notre sujet. En recherchant les origines de ces divers systèmes, les rapports qu'ils ont pu avoir entre eux, leur transformation progressive, on est amené à constater que la question de la contribution aux dettes met en jeu les principes mêmes qui régissent la propriété et spécialement la propriété immobilière. Ces considérations suffisent à montrer l'importance de notre sujet. Ajoutons que nous y trouverons la preuve de la cohésion que présentent des institutions juridiques très différentes en appa-

rence ; il est peu de matières qui manifestent davantage la relation étroite qui les unit entre elles.

A première vue, cette diversité que nous avons signalée entre des législations successives ou même contemporaines, peut paraître surprenante. Il semble que la solution du problème soit si simple qu'elle s'impose de façon, pour ainsi dire, inéluctable. Dès que l'on a adopté un mode de répartition de l'actif, la plus élémentaire équité et la logique elle-même paraissent devoir conduire à l'application du principe suivant : on partagera le passif de la même manière, on proportionnera les charges à l'émolument. C'est bien en effet, à ce résultat que tendent, au fond, toutes les législations. Seulement nous pourrions d'abord constater que les deux formules que nous venons d'employer et qui semblent équivalentes, ne le sont qu'en apparence et c'est justement le fait que certaines coutumes se sont attachées à la première tandis que d'autres s'appliquaient à réaliser la seconde, qui a été une cause de divergence entre elles. Une nouvelle cause, plus profonde encore, peut-être, que la précédente, a été que la mise en pratique de l'idée de concordance entre le partage des biens et celui des charges a été contrariée par des principes supérieurs devant lesquels elle a dû fléchir.

Avant d'étudier ces divers systèmes, il est nécessaire de déterminer ce qu'il faut entendre par dettes et charges des successions et quelles personnes y contribuent, autrement dit, quels sont l'objet et les sujets de la con-

tribution. Toutefois, nous n'insisterons pas longuement sur ces deux points parce que l'étude approfondie de ces questions générales nous entraînerait à faire une véritable théorie des obligations et des legs, d'une part, et de la dévolution héréditaire, d'autre part. Ils sont d'ailleurs assez simples si l'on s'en tient aux notions essentielles. C'est la base nécessaire de la théorie de la contribution, mais cependant en dehors de cette théorie elle-même. Elle fera l'objet d'un chapitre préliminaire.

Nous entrerons ensuite dans la question même de la contribution aux dettes. Il y avait ici à choisir entre deux méthodes : la méthode analytique et la méthode historique ; diviser le sujet en autant de questions qu'il serait nécessaire et en donner les solutions, sauf à rechercher pour chacune d'elles ses origines dans le passé, ou bien faire une série de tableaux d'ensemble donnant pour chaque période du droit français une notion aussi complète que possible des divers systèmes de contribution qu'il présente. Les deux procédés avaient leurs avantages ; nous avons préféré le second parce qu'il nous a paru mieux montrer la cohésion entre les institutions juridiques et donner une image plus vivante et plus claire du sujet à étudier en permettant d'en saisir d'un seul coup d'œil toutes les parties.

Nous nous placerons d'abord au ^{xiii}e siècle, époque où l'on est pour la première fois en présence d'un ensemble fort important de documents, les « Coutumiers », grâce auxquels il sera possible de déterminer avec certitude,

la première solution du problème dans le droit français et nous rechercherons dans les institutions antérieures ce qui a pu lui donner naissance.

Ce droit du ^{xiii}^e siècle ne reste pas immuable, il se transforme peu à peu, avec une plus ou moins grande rapidité suivant les régions et, par le fait de cette marche inégale, nous sommes, au ^{xvi}^e siècle, en présence d'une grande variété de systèmes. A ce moment, la rédaction des coutumes vient arrêter jusqu'à la fin de l'ancien régime tout nouveau progrès. C'est donc le droit des trois derniers siècles avant la Révolution que nous présentent les coutumes rédigées. Nous aurons à dégager, au milieu de la multiplicité des solutions admises, les traits essentiels des principaux systèmes de contribution. Ici, les documents sont encore plus nombreux que pour la période précédente, presque toutes les coutumes ayant eu leurs commentateurs.

Mais les principes posés par les divers systèmes n'étaient pas sans comporter de nombreuses exceptions dont quelques-unes, telles que le droit d'ainesse, préoccupaient beaucoup les auteurs et soulevaient de nombreuses difficultés. Nous leur ferons donc une place à part en leur consacrant un chapitre spécial.

Avec le droit intermédiaire, survient un brusque changement. Les lois révolutionnaires bouleversent le régime successoral en établissant l'unité avec un système égalitaire à outrance.

Enfin le Code civil consacre dans leurs grands traits

les réformes du droit intermédiaire, débarrassées de ce qu'elles avaient d'excessif. Mais il ne tranche pas toutes les difficultés et la jurisprudence est obligée de combler sur bien des points les lacunes qu'il laisse subsister. L'étude de la contribution aux dettes dans le Code civil et la jurisprudence, nous mettant en face de la législation actuelle, nous retiendra assez longuement. Toutefois, notre tâche se trouvera simplifiée par les recherches historiques que nous aurons faites et nous pourrons constater que bien des solutions de l'ancien droit se retrouvent dans le droit moderne et que celui-ci n'est en somme que la suite naturelle d'une longue évolution.

Nous terminerons en examinant de quelle manière les contribuables parviennent à rétablir entre eux la proportion de charges que leur impose la loi lorsque, par l'effet des règles de l'obligation, l'un d'entre eux a dû payer plus que sa part contributoire.

CHAPITRE PREMIER

LE PASSIF HÉRÉDITAIRE ET LES PERSONNES QUI EN SONT CHARGÉES

L'étude de la contribution aux dettes et charges successorales suppose tout d'abord la connaissance de la composition du passif et des personnes qui sont appelées à le supporter. Ce n'est qu'après avoir fait cette étude préliminaire que l'on peut examiner la manière dont ce passif, ainsi déterminé, se partage entre les héritiers et autres successeurs qui doivent y contribuer. Nous allons donc répondre à cette double question : quel est l'objet de la contribution et quels en sont les sujets passifs ?

I. — Le passif héréditaire.

Dans le passif héréditaire, il faut distinguer deux parties. Il y a tout d'abord des charges qui ont pris naissance en la personne du *de cujus*, des obligations qu'il a contractées pendant sa vie et qu'il transmet à son décès à ses héritiers : ce sont les dettes héréditaires. D'autres n'ont jamais été dues par le défunt ; bien que faisant partie de sa succession elles ne sont nées qu'après sa mort et en la personne des héritiers ; on leur donne plus par-

ticulièrement le nom de charges héréditaires. Passons en revue ces deux groupes.

§ 1. — Les dettes héréditaires.

Parmi les dettes on peut faire de multiples distinctions en se plaçant aux divers points de vue de leurs sources, de leur nature, de la détermination de leur objet, de leur date d'exigibilité, de leur force obligatoire.

Les sources des obligations sont au nombre de cinq : contrats, quasi-contrats, délits, quasi-délits, loi. Mais leur origine n'a aucune influence sur le sort des dettes après le décès de celui qui les a contractées ; toutes passent à ses successeurs. On pourrait soulever une objection en ce qui concerne les obligations délictuelles ; il semble en effet que le principe de la personnalité des peines s'oppose à ce que l'on fasse supporter aux héritiers une peine pécuniaire pour un délit qu'ils n'ont pas personnellement commis. Mais ce principe fait seulement obstacle à ce que l'on prononce une condamnation après la mort du coupable ; il ne s'oppose pas à l'exécution d'une peine déjà prononcée. Les héritiers, si le *de cuius* avait exécuté la condamnation de son vivant, auraient trouvé sa succession diminuée d'autant ; ils ne sont donc pas lésés. Les motifs qui ont fait écarter le droit de prononcer la condamnation après la mort du coupable font défaut quand il ne s'agit plus que d'appliquer le jugement et ceci est vrai, non seulement des dommages-intérêts dus à la victime du délit, mais même de l'amende à

payer à l'Etat. Ainsi la règle est générale : les dettes du *de cujus* s'imposent à ses successeurs, sans distinction d'origine.

En se plaçant au point de vue de leur nature, les dettes sont mobilières ou immobilières. Cette distinction a joué dans l'ancien droit un rôle très important relativement à la contribution au passif héréditaire. Le point de départ avait été la considération de l'objet des dettes : celles qui avaient pour objet un meuble étaient mobilières, les autres étaient immobilières. Naturellement les dettes de somme d'argent devaient toutes rentrer dans la première catégorie ; on fit cependant exception pour certaines d'entre elles, les rentes foncières ou constituées. Cela se conçoit à la rigueur pour les rentes foncières qui, étant attachées à un héritage, participaient à la nature de celui-ci ; les auteurs les considéraient comme faisant partie intégrante du fonds qu'elles diminuaient de plein droit (1). Mais ce raisonnement ne saurait s'appliquer aux rentes constituées, au moins dans le dernier état de l'ancien droit où elles n'étaient plus des droits réels et pouvaient exister sans assignat sur un immeuble. Ce qui les a fait traiter comme immeubles, c'est qu'en raison de l'importance qu'elles avaient prise dans les fortunes, on a voulu leur assurer la même protection qu'à la propriété foncière qui avait été jusque-là presque l'unique source de revenus. Toutefois cette raison n'avait pas paru suffisante dans

(1) Voyez notamment Duplessis, *Coutume de Paris*, sur l'art. 334,

toutes les régions de la France et certaines coutumes refusaient aux rentes constituées le caractère immobilier (1). Mais c'étaient des exceptions et la solution contraire, adoptée par la Coutume de Paris, était considérée comme le droit commun du royaume.

Ainsi, en droit coutumier, si les dettes sont en général mobilières, il en est qui, bien qu'ayant pour objet de l'argent, ont le caractère d'immeubles, et bien souvent elles constituent la plus forte part du passif héréditaire. Aujourd'hui, cette distinction n'a pas cessé d'exister ; le droit actuel connaît encore des dettes immobilières, mais elles sont très rares. Ce sont les obligations de donner lorsque l'objet de la dation est un immeuble. On le voit, on est revenu à la considération de l'objet de l'obligation. Quant aux rentes et autres redevances, elles ont la même nature que les dettes quelconques de sommes d'argent ; elles ont le caractère mobilier. Il y a cependant une exception à cette règle : la redevance en argent due par le concessionnaire d'une mine au propriétaire de la surface est réputée immeuble tant qu'elle reste attachée à la propriété de la surface (2).

La distinction qui nous occupe n'a pas seulement perdu de son importance par la disparition de la principale catégorie de dettes immobilières, les rentes ; elle ne présente plus aujourd'hui aucun intérêt en matière de

(1) Par exemple : Troyes, Reims, Vitry, Blois, Nantes, Senlis, Sedan.

(2) Loi du 21 avril 1810, art. 18.

partage des successions, parce que le Code civil n'en tient aucun compte ; quelle que soit leur nature, les dettes sont confondues et soumises aux mêmes règles de contribution.

L'objet des dettes peut être déterminé individuellement ou seulement quant à son genre, sa quantité et qualité. Dans le premier cas, on dit que c'est un corps certain, dans le second, un genre. Cette distinction est à noter, car ces deux catégories ne sont pas traitées de la même manière au point de vue de la contribution.

La date d'exigibilité des dettes n'exerce aucune influence sur leur transmission aux héritiers. Peu importe que la dette soit déjà exigible au moment du décès ou que ce moment ne doive arriver que plus tard. L'obligation passe aux héritiers avec les modalités qui l'affectent. Il se peut, évidemment que la mort du débiteur rende désormais impossible la réalisation d'une condition. Mais cet effet eût pu être produit par tout autre événement.

Enfin, au point de vue de leur force obligatoire, les dettes sont civiles ou naturelles. Les premières, qui constituent la règle générale, sont sanctionnées par une action; les obligations naturelles ne sont susceptibles que d'une exécution volontaire de la part du débiteur ; elles passent aux héritiers et se divisent entre eux comme les obligations civiles mais elles ne sont, cela va sans dire, pas plus sanctionnées après sa mort que de son vivant.

Le principe d'après lequel les dettes du *de cujus* deviennent, après son décès, dettes de ses héritiers est donc

absolu ; ces derniers sont tenus de tout le passif de leur auteur et de la même manière que lui. La règle est d'origine fort ancienne ; elle n'a pas seulement été de tout temps celle du droit français, on la trouvait déjà en droit romain. Cependant, il n'est pas impossible, en remontant dans le passé, de rencontrer des législations dans lesquelles les obligations étaient considérées comme essentiellement personnelles, et par suite, intransmissibles. C'est le cas de l'ancien droit germanique et de l'ancien droit romain (1).

Si général que soit aujourd'hui le principe, ne doit-on pas cependant y apporter quelques exceptions ? Il se peut d'abord que les parties aient stipulé expressément que la dette s'éteindrait à la mort du débiteur. A la vérité, c'est plutôt la mort du créancier que l'on envisage d'ordinaire ; c'est ce qui a lieu pour les rentes viagères et pensions de retraite. Rien n'empêche cependant les parties d'en décider autrement et de faire reposer sur la tête du débiteur l'existence de l'obligation. De même, le débiteur a pu se réserver un terme et consentir à ce que ses héritiers en fussent privés, et dans ce cas, il y aura, non plus extinction, mais changement dans les modalités de l'obligation.

En second lieu, il est des contrats qui sont dissous par la mort de l'une des parties ; l'entreprise prend fin par la mort de l'entrepreneur (C. civ., art. 1795), la société,

(1) Voyez Planiol, *Traité élémentaire de droit civil*, II, n° 413, et les auteurs qu'il cite.

par celle de l'un des associés (art. 1865), le mandat, par celle du mandataire (art. 2003) Tous ces contrats avaient été faits en considération des qualités du débiteur lui-même ; il ne saurait être remplacé par ses héritiers. Mais ce motif même indique qu'il n'y a pas là de véritable exception au principe que nous avons posé. Il s'agit, en réalité, d'une interprétation de volonté, et de même que les parties peuvent décider que la mort du débiteur mettra fin à l'obligation, de même dans les contrats que nous avons cités, on présume que telle a été leur intention.

§ 2. — Les charges héréditaires.

Les charges de la succession *stricto sensu* sont, nous l'avons dit, des dettes qui naissent en la personne des héritiers. La catégorie la plus importante est constituée par les legs.

Il y a trois sortes de legs : universel, à titre universel, particulier. Le premier est celui qui donne droit, au moins éventuellement, à la totalité de la succession. Nous disons : au moins éventuellement, parce qu'il se peut qu'il y ait, soit un héritier à réserve, soit des légataires, qui, en fait lui en retirent une partie, sans qu'il cesse pour cela d'être légataire universel. Il suffit qu'il ait été institué de telle sorte qu'il soit appelé à recueillir les parts de tous ceux qui viendraient à faire défaut. Si le légataire n'est appelé qu'à une quote-part de la succession : la moitié, le tiers, le dixième, il est légataire à titre universel. Enfin, si le legs ne porte que sur un ou plusieurs

objets déterminés, on est en présence d'un légataire particulier.

En réalité, ces trois catégories de legs peuvent être ramenées à deux par la suppression du legs à titre universel, lequel, sauf qu'il n'a pour objet qu'une part de la succession, est assimilable de tous points au legs universel. Aussi bien les anciens auteurs ne les distinguaient pas l'un de l'autre. Le legs à titre universel est une complication inutile du Code civil, qui a été justement critiquée (1).

Au contraire, il est important à bien des égards de ne pas confondre le legs universel et le legs particulier, et spécialement, quant à la question qui nous occupe, on peut dire que le dernier seul est véritablement une charge de la succession. Quant au legs universel, loin d'être une charge successorale, c'est sur lui que ces charges tomberont, ainsi que nous le verrons par la suite. Comme disait Ferrière, « le legs universel ne s'acquitte pas, mais parce qu'il contient une universalité de biens dont il est permis de disposer par testament, il suffit d'en demander la délivrance » (2).

On peut faire pour les legs, en ce qui concerne leur objet, les mêmes distinctions que pour les dettes; ils sont mobiliers ou immobiliers, de genre ou de corps certain, et chaque espèce a été, en principe, régie quant au partage entre successeurs, par les mêmes règles que les dettes de même nature. Nous rencontrerons cependant

(1) Voyez Planiol, III, n° 2770.

(2) Sur l'art. 334, *Coutume de Paris*, gl. 1, § 4.

des exceptions fondées sur les différences d'origine et de motifs qui existent entre ces deux catégories de charges.

Les autres charges de la succession sont les frais funéraires, les frais d'inventaire, de partage. Tels sont aussi les droits de succession qui varient suivant le degré de parenté du successeur avec le *de cujus* et aussi d'après la valeur de la succession. Sous l'ancien régime, le « relief » dû au seigneur était d'une année de revenus du fief, en nature ou en argent, au choix du seigneur qui préférerait généralement ce dernier mode de paiement. Les héritiers en ligne directe en étaient affranchis dans le dernier état du droit coutumier, en raison du lien étroit unissant le fils à son père ; *pater et filius eadem persona censentur*, disait-on. Un droit de même nature existait pour les censives sous des noms divers : « milod », « remuage », « relevoison ». De plus, deux édits de Louis XIV, rendus en 1703 et 1704, avaient établi le droit de « centième denier » à la charge de tous les « possesseurs à titre successif ». Il portait sur chacun des immeubles de la succession ; pour les héritiers en ligne directe, il était réduit de moitié.

Toutes ces dettes et charges doivent être acquittées par les diverses catégories de successeurs que nous allons déterminer, mais elles ne se divisent pas toutes entre ces successeurs ; il en est qui échappent à la contribution et ne concernent qu'un seul ou quelques-uns d'entre eux sans recours contre les autres. C'est pour-

quoi après les règles de contribution, nous aurons à examiner un certain nombre d'exceptions.

II. — Quelles personnes sont tenues du passif héréditaire.

Le principe général est que le passif est à la charge de tous les successeurs à titre universel, tandis que les successeurs à titre particulier en sont complètement affranchis.

Il en était ainsi, comme on va le voir, aussi bien dans l'ancien droit français que dans le droit actuel.

§ 1. — Ancien droit.

Pothier nous donne la liste des personnes qui étaient tenues du passif héréditaire dans l'ancien droit. Ce sont, dit-il, « les héritiers, tous ceux qui sont à leurs droits, les donataires universels et tous successeurs universels tels qu'ils soient » (1). Examinons chacun des termes de cette énumération.

A. — Les héritiers viennent naturellement en première ligne. De même qu'ils profitent des biens de la succession, il est juste qu'ils en supportent les charges ; continuant la personne du *de cuius*, ils sont liés par ses engagements, de même qu'ils bénéficient de ceux que les tiers avaient contractés envers lui.

(1) *Successions*, chap. v, art. II ; édition Bugnet, 1845.

Contrairement à ce qui avait lieu en droit romain, on était rarement en présence d'héritiers testamentaires dans le droit coutumier, dont la règle était : « Institution d'héritier n'a lieu », ou, comme disait Glanville : *Deus solus heredem facit*. Dans l'application de ce principe, les coutumes étaient plus ou moins rigoureuses. Les unes déclaraient complètement nulle l'institution d'héritier (1) ; d'autres la traitaient comme legs universel (2) ; enfin, quelques rares coutumes, sous l'influence du droit romain, la considéraient comme valable en tant qu'institution d'héritier (3), mais c'étaient des exceptions. Il y avait cependant un cas où toutes les coutumes étaient d'accord pour admettre la validité de l'institution d'héritier comme telle ; c'était lorsqu'elle était faite par contrat de mariage (4). Cette « institution contractuelle » faisait un véritable héritier qui contribuait au paiement du passif.

Les héritiers ne formaient pas, dans l'ancien droit, un groupe homogène de personnes se partageant indistinctement les divers éléments dont se composait le patrimoine du *de cujus* ; il fallait faire entre eux de multiples distinctions basées sur la qualité noble ou roturière des héritiers et des biens qu'ils recueillaient et sur la nature

(1) *Montargis*, chap. XIII, art. 1 ; *Nivernais*, chap. XXIII, art. 10.

(2) *Paris*, art. 299 ; *Reims*, art. 285, et c.

(3) *Berry*, tit. XVIII, art. 20 ; *Bourgogne*, art. 43.

(4) Il en était ainsi, même dans les coutumes les plus hostiles à l'institution d'héritier, telles que *Nivernais*, chap. XXVII, art. 12 ; *Bourbonnais*, art. 249.

et l'origine de ces mêmes biens. On arrivait ainsi à diviser la masse héréditaire en plusieurs successions qui allaient à des héritiers différents. On séparait les biens roturiers des biens nobles, les meubles des immeubles, les acquêts des propres. Étaient nobles les fiefs et les alleux ayant fief ou justice ; au contraire, les autres alleux et les censives étaient roturiers. La distinction en propres et acquêts était spéciale aux immeubles ; les seuls biens propres étaient ceux qui étaient entrés dans le patrimoine du *de cuius* par succession ou donation faite par un ascendant ; tous les autres étaient acquêts. En général, les acquêts suivaient les meubles dans les successions, de sorte qu'en définitive il y avait trois sortes de successions : aux meubles et acquêts, aux propres, et aux biens nobles, chacune suivant ses règles spéciales. Il y avait du reste des divergences nombreuses dans les coutumes, les unes restreignant, les autres étendant le champ d'application de certaines de ces règles. Nous n'insisterons pas davantage sur ce point dont l'étude ne nous entraînerait à rien moins qu'à toute la théorie de la dévolution héréditaire ; mais il était indispensable de poser ces principes car, ainsi que nous le verrons, ils ont eu un rôle capital dans le partage des charges successorales.

Fallait-il ranger parmi les héritiers l'ascendant donateur exerçant son droit de reprendre les biens dont il avait gratifié un de ses descendants ? Ce droit avait pour origine la faculté accordée par le droit romain au père

dont la fille mourait durant le mariage, de reprendre la dot qu'il lui avait donnée, faculté que la Nouvelle 25 de l'Empereur Léon étendit à toutes les donations. Le droit de « retour » fut conservé par les pays du Midi ; on l'accorda à la mère et aux ascendants maternels, mais là il garda son caractère primitif, c'est-à-dire qu'il fut toujours considéré comme une résolution rétroactive de la donation et non pas comme une succession. Il en résultait que l'ascendant qui exerçait son droit de retour, n'étant pas un héritier, n'avait pas à participer au paiement des dettes de son descendant. Au contraire, dans les pays de coutume, où le droit de retour était également admis, il présentait un tout autre caractère : c'était un véritable droit de succession aux propres, ainsi qu'en témoigne l'article 313 de la Coutume de Paris : « Toutefois succèdent es choses par eux données à leurs enfans ou descendants... » Etant héritier, l'ascendant était donc obligé à contribuer aux dettes et charges héréditaires.

B. — Après les héritiers, Pothier cite « ceux qui sont à leurs droits » ; il entend par là toutes les personnes qui, soit par l'effet de la loi, soit par la volonté de l'héritier, sont investies des droits que ce dernier possédait sur la succession. Tel est l'héritier de l'héritier, tel est aussi le cessionnaire de droits successifs. « L'héritier de l'héritier d'un défunt est tenu, dit Pothier, de toutes les dettes et charges de la succession du premier décédé, de la même manière qu'en était tenu l'héritier à qui il a succédé, car, par l'acceptation que l'héritier à qui il a suc-

cédé a faite de la succession du premier décédé, toutes les dettes et charges de la succession de ce premier décédé sont devenues les propres dettes de l'héritier qui lui a succédé, et par conséquent l'héritier de cet héritier en doit être tenu comme de toutes ses autres dettes » (1). Malgré son inélégance, ce langage est trop clair pour avoir besoin de commentaires.

La cession de droits successifs peut être faite soit à titre onéreux, soit à titre gratuit, mais qu'il y ait vente, par exemple, ou bien donation, le cessionnaire doit décharger son cédant du passif de la succession. En concluant la vente ou en acceptant la donation, il fait une opération qui porte, en bloc, sur toute cette succession et comprend les charges comme l'émolument. Quant au risque à courir, il n'y a qu'à en tenir compte, s'il s'agit d'une vente, dans la fixation du prix. C'est même, très souvent, en vue de s'affranchir de ce risque et de s'épargner les ennuis d'une liquidation, qu'un héritier cède ses droits à un tiers qui la prend à sa charge et en assume les aléas dans l'espoir qu'il y aura, au contraire, un bénéfice. Sans doute, il s'agit ici d'un ayant cause à titre particulier qui va se trouver chargé des obligations de son auteur, mais rien ne s'oppose à ce qu'il en soit ainsi dès que les parties sont d'accord sur ce point. Le cessionnaire de droits successifs, prenant la totalité de la succession, doit décharger l'héritier de la totalité du passif dont elle est grevée.

(1) *Successions*, V, II, § 2.

C. — Sont encore tenus des dettes tous les « donataires universels ». Cela comprend deux catégories de personnes : les légataires et les donataires proprement dits.

Nous avons déjà dit ce qu'il fallait entendre par legs à titre universel. Dans l'application, il pouvait y avoir quelque doute sur la nature de certaines dispositions. Pas de difficulté si le testateur a légué tous ses biens ou la moitié de ses biens ou toute autre fraction ; c'est évidemment un legs à titre universel et Pothier fait observer que « quelque petite que soit la quotité dont une personne est donataire ou légataire, fût-ce de la vingtième ou trentième partie, dès que le don ou legs n'est point de choses particulières..., un tel donataire ou légataire est donataire universel, légataire universel » (1). A l'inverse, si un testateur lègue à une personne sa terre ou sa maison, alors même que cela constituerait tout l'avoir du *de cujus*, le légataire ne paiera pas les dettes parce qu'il succédera à titre particulier. Mais on peut hésiter sur le caractère à attribuer à certains legs : legs de tous les meubles, de tous les immeubles, ou de tous les acquêts, du quint des propres, ou encore de tous les bois, de toutes les maisons de ville. Les anciens auteurs distinguaient. Le legs de tous les meubles ou de tous les immeubles, et, bien entendu, également d'une quotité des meubles ou des immeubles, était à titre universel ; il

(1) *Successions*, V, II, § 3.

en était de même du legs de tous les acquêts ou du quint des propres. Au contraire, les prés, les bois ou les maisons de ville ne constituent pas une universalité, et Pothier nous en donne la raison. C'est, dit-il, « qu'on divise les biens en biens meubles et immeubles, acquêts et propres, en propres de telle ou telle ligne, mais jamais on ne s'est avisé de penser que les biens se divisent en prés, en bois, en vignes, en maisons ». Ce ne sont pas là, en effet, des divisions juridiques (1).

Quant aux donataires universels proprement dits, il s'agit ici des donataires de biens à venir et des donataires à cause de mort.

Par donation de biens à venir, il faut entendre celle des biens que le donateur laissera à son décès. En principe, une semblable disposition était prohibée comme péchant à la fois par défaut de tradition et par défaut d'irrévoca-

(1) C'est d'après cette distinction entre les successeurs à titre universel et à titre particulier, que se tranche la question de savoir si la personne qui succède par rappel à succession doit contribuer aux dettes. Il s'agit du cas où, la coutume n'admettant pas la représentation, le *de cujus* y supplée en ordonnant que, si un de ses héritiers présomptifs vient à décéder, ses enfants le représenteront.

Si le rappel est *intra terminos juris*, c'est-à-dire s'il vise les personnes désignées par la Nouvelle 118, il fait un véritable héritier, tenu comme tel de payer les dettes. Si le rappel est *extra terminos juris*, il ne fait qu'un légataire, mais comme ce sera, en général, un légataire à titre universel, il contribuera encore aux dettes. Il n'en serait autrement que s'il était rappelé seulement à une chose déterminée, auquel cas il serait simple légataire particulier, donc étranger au passif.

Quant à la représentation proprement dite, elle fait toujours de véritables héritiers tenus des dettes.

bilité (1). Cependant, la donation de biens à venir était exceptionnellement permise lorsqu'elle était faite par contrat de mariage ; on l'appelait alors « institution contractuelle ». Mais elle était irrévocable ; le donateur ne pouvait disposer à titre gratuit des biens qui en faisaient partie. Elle pouvait porter sur l'universalité des biens de l'instituant, sur une quote-part de ces biens ou sur certains biens déterminés. Dans les deux premiers cas, l'institué, succédant à titre universel (2), était tenu de contribuer aux dettes de son auteur.

La donation à cause de mort ressemblait à la précédente en ce qu'elle se faisait par contrat, tout en produisant à peu près l'effet d'un testament. Mais elle présentait deux caractères qui, la rapprochant encore du testament, la séparaient de la donation de biens à venir : son maintien était subordonné au prédécès du donateur et elle était révocable. Aussi n'était-elle admise que dans les pays de droit écrit et l'ordonnance de 1731, article 3, la supprime complètement. A l'époque et dans les régions où elle était pratiquée, elle obligeait, lorsqu'elle était faite à titre universel, le donataire à participer aux dettes laissées par le donateur.

D. — A la fin de son énumération, Pothier ajoute : « et tous successeurs universels tels qu'ils soient ». Il y en a en effet, qui ne rentrent dans aucune des catégories précédentes ; ce sont les successeurs irréguliers. Il faut

(1) Pothier, *Donations entre vifs*, n° 80.

(2) Nous avons même vu que c'était un véritable héritier.

supposer que le *de cuius* est mort sans laisser d'héritiers ou de successeurs testamentaires, soit parce qu'il n'a aucun parent et qu'il n'a pas disposé de ses biens, soit parce qu'il était incapable de les transmettre ou que ceux qui y seraient normalement appelés sont incapables de les recueillir. Dans toutes ces hypothèses, c'est le fisc qui bénéficiera de la succession.

Les personnes que l'ancien droit déclarait incapables de transmettre étaient les serfs, les aubains ou étrangers, les morts civils et les religieux profès ; à l'origine, il fallait y ajouter les bâtards. Tous incapables de transmettre l'étaient aussi de recueillir. Le seigneur justicier succédait donc par droit de déshérence, de mainmorte, d'aubaine, de bâtardise ou de confiscation ; le monastère recueillait les biens de ses religieux. Le roi chercha à se substituer au seigneur justicier, mais il n'y réussit qu'en partie. Ajoutons que toutes ces incapacités allèrent s'atténuant progressivement jusqu'à la fin de l'ancien régime.

Seigneur, roi ou monastère n'étaient, avons-nous dit, que des successeurs irréguliers ; ils n'étaient pas de véritables héritiers continuateurs de la personne du défunt, mais de simples successeurs aux biens. Toutefois, cette qualité, importante à noter au point de vue de l'étendue de l'obligation, n'empêchait pas les personnes qui en étaient investies d'être tenues du passif. Elles prenaient les biens *cum sua causa*, de sorte que, si le seigneur ou le roi étaient libérés par l'épuisement de l'actif, ils étaient du moins obligés aux charges héréditaires dans cette mesure.

§ 2. — Droit actuel.

Le Code civil a conservé, dans leurs grandes lignes, les dispositions de l'ancien droit sur notre question. Il y a cependant lieu de signaler quelques changements ; de plus, des controverses subsistent sur certains points.

La classe des héritiers s'est trouvée diminuée par le fait que le Code n'a plus considéré le conjoint survivant que comme un successeur irrégulier (1). En revanche, la loi du 25 mars 1896 a fait monter au rang d'héritiers les enfants naturels que l'ancien droit écartait de la succession et que le Code civil avait placés dans la catégorie des successeurs irréguliers.

Une difficulté s'est élevée relativement aux successeurs anomaux : adoptant et ses enfants, ascendant donateur, frères et sœurs légitimes de l'enfant naturel, qui exercent leur droit de retour conformément aux articles 351, 747 et 766 du Code civil. On s'est demandé s'ils étaient tenus de contribuer aux dettes. La raison d'en douter est qu'ils ne succèdent pas à une universalité, mais à certains biens particuliers : ceux que l'ascendant a donnés à son descendant, l'adoptant à l'adopté, les parents à leur enfant naturel. Il est vrai que l'article 351 du Code civil oblige formellement l'adoptant au paiement des dettes de l'adopté, mais Laurent estime que ce texte, constituant une exception à la règle d'après laquelle, seuls les successeurs

(1) Cela résulte de la place donnée à l'article 767 dans le chapitre « Des successions irrégulières ».

universels sont tenus du passif, doit être interprétée strictement et ne pas être étendue aux deux autres cas (1). On peut ajouter que, sous l'ancien droit, dans les pays de droit écrit, l'ascendant donateur qui a été le prototype des successeurs anomaux, les deux autres cas étant des créations du Code, l'ascendant donateur ne payait pas les dettes du donataire.

L'opinion de Laurent est cependant restée à peu près isolée, et en effet, le Code civil a entendu consacrer, non pas le système du Midi, mais celui des coutumes qui, comme nous l'avons vu, considéraient l'ascendant comme héritier et, par conséquent, tenu de participer aux dettes. Ce qui prouve que telle a été l'intention des législateurs du Code civil, c'est d'abord la place même de l'article 747 au titre « Des Successions » et c'est également l'expression employée par le texte de cet article : « les ascendants succèdent... ». On ne peut donc douter que le Code civil ait entendu consacrer la solution coutumière et on s'explique facilement qu'il n'ait pas dit expressément que l'ascendant donateur paierait sa part du passif de la succession ; cela résultait de la nature même de son droit. Il aurait pu y avoir plus de difficulté pour le cas de l'adoptant à l'égard duquel aucune tradition ne pouvait être invoquée ; c'est pourquoi l'article 351 tranche expressément la question en faveur de l'obligation de contribuer aux dettes. Cet article ne constitue

(1) *Principes du droit civil français*, IX, n° 200.

donc pas une exception et la solution qu'il donne doit être étendue au cas de l'article 766 qui est d'ailleurs placé comme l'article 747 au titre « Des Successions ».

Une question plus discutée est celle de savoir si les successeurs anomanx doivent être rangés dans la catégorie des héritiers proprement dits, ou dans celle des successeurs irréguliers. Nous n'examinerons pas cette controverse qui n'a d'intérêt que pour l'obligation *ultra vires*, laquelle est hors de notre sujet. Les successeurs irréguliers doivent, en effet, contribuer comme autrefois aux charges héréditaires. Mais la liste de ces successeurs s'est élargie depuis le Code civil par l'adjonction de plusieurs personnes qui, bien que recueillant la succession en qualité de parentes ou alliées du *de cujus* n'ont pas le titre d'héritier : ce sont les parents naturels et le conjoint. Pour les premiers, le droit actuel constitue un avantage puisque l'ancien droit ne leur accordait rien ; nous avons dit d'ailleurs que certains d'entre eux, les enfants naturels du *de cujus*, avaient été depuis le Code, élevés au rang de véritables héritiers par la loi du 25 mars 1896. Quant au conjoint, il y a eu, au contraire, pour lui, une déchéance, puisque les coutumes le considéraient comme héritier. La catégorie des successeurs irréguliers est donc devenue assez disparate et l'on peut reprocher au Code civil d'avoir ainsi réuni dans un même groupe des parents du *de cujus* et l'Etat qui a remplacé le roi et le seigneur justicier. Cela a été, spécialement en ce qui concerne la charge du passif, une source

de difficultés, mais il est un point certain, c'est que tous doivent y contribuer, au moins dans la limite de leur émolument.

Quant aux légataires, la seule innovation du Code civil a été la création, déjà signalée, d'une catégorie intermédiaire entre les légataires universels et les légataires particuliers, celle des légataires à titre universel. Nous avons vu ce qu'il fallait penser sur son utilité. Au point de vue de la contribution aux dettes, il n'y a pas lieu de distinguer les légataires à titre universel des légataires universels ; tous sont tenus des dettes et charges de la même manière ; la quotité de leur obligation seule, est différente, comme celle de leur émolument, mais les principes à appliquer sont les mêmes. Les légataires particuliers seuls continuent à être affranchis du passif. Est-ce à dire qu'ils n'y contribueront jamais, même indirectement ? Ce serait une erreur ; il est plusieurs cas où ils seront atteints par le paiement des dettes et charges. D'abord, le défunt a pu mettre, par testament, à la charge d'un légataire particulier, telle dette ou tel legs, expressément ou tacitement. Il se peut, de plus, que même sans manifestation quelconque de volonté de la part du *de cujus*, le légataire voie réduire son émolument par l'effet des dettes contractées par le testateur. Si, en effet, les legs dépassent l'actif net, on les réduira, afin de payer les créanciers en vertu de la maxime : *nemo liberalis nisi liberatus*, et la réduction se fera aussi bien pour les legs particuliers que pour les legs universels. Ajoutons enfin

que les droits de mutation et d'enregistrement sont à la charge de chaque légataire, même particulier (1). Ce sont des points sur lesquels nous reviendrons en étudiant les règles de contribution.

La donation de biens à venir, faite par contrat de mariage, ou « institution contractuelle », après avoir été supprimée par la Révolution, a été rétablie par le Code civil (art. 1082) avec son ancien caractère ; l'institué est donc tenu, comme autrefois, de contribuer au passif. Quant à la donation à cause de mort, elle n'a plus été autorisée depuis l'ordonnance de 1731, mais il existe dans le Code civil une espèce de donation qui s'en rapproche singulièrement : c'est la donation de biens à venir faite entre époux. Prohibée par l'ancien droit, elle est permise par le Code civil (art. 947 et 943 cbn.), mais révocable comme toutes les libéralités entre époux (art. 1096). Lorsqu'elle est faite à titre universel, elle oblige le donataire à participer aux dettes de la succession du donateur.

Reste une difficulté : elle concerne toute personne qui succède à l'usufruit d'une universalité ou d'une quote-part de cette universalité. Le bénéficiaire d'une pareille disposition doit-il être considéré comme successeur à titre universel ou à titre particulier ? La question présente un intérêt considérable depuis la loi du 9 mars 1891 qui donne au conjoint survivant l'usufruit d'une quote-part de la succession du prédécédé. Elle se pose égale-

(1) Loi du 15 février 1904, art. 2 ; C. civ., art. 1016.

ment dans le cas de l'article 754 du Code civil et pour tout legs d'usufruit portant sur une universalité. Le plus grand nombre des auteurs pense qu'une disposition en usufruit est toujours à titre particulier, et c'est en ce sens que décident également les Cours d'appel (1). L'opinion contraire, qui nous paraît préférable est soutenue par la jurisprudence de la Cour de cassation et elle réunit d'importants suffrages dans la doctrine (2). Mais la question est dénuée de tout intérêt pratique en ce qui concerne le paiement des dettes, car l'article 612 du Code civil oblige formellement l'usufruitier à y contribuer.

La question s'est posée en pratique, de savoir si le conjoint qui bénéficie des droits conférés par la loi du 14 juillet 1866 sur les œuvres littéraires ou artistiques de son conjoint prédécédé, devait contribuer aux dettes de la succession de ce dernier. Son droit est ici, sans aucun doute, un usufruit à titre particulier, puisqu'il ne porte que sur des biens déterminés, de sorte que l'on peut hésiter, quelle que soit l'opinion que l'on adopte dans la controverse précédente, à le faire participer aux dettes. Un jugement du tribunal civil de la Seine du 28 février

(1) Proudhon, *Usufruit*, II, nos 475 et 476 ; Laurent, XIII, n° 126 ; Demolombe, II, n° 258 ; Aubry et Rau, VII, n° 468. — Pour la jurisprudence : V. Bordeaux, 19 février 1853, D. 54.2.146 ; Riom, 26 juillet 1862, D. 62.2.146. — V. cependant en sens contraire : Besançon, 28 décembre 1904, *Revue du notariat*, 1905, p. 192.

(2) Delvincourt, II, 95 ; Duranton, IV, n° 522 ; Troplong, *Donations et testaments*, n° 1848 ; Zachariæ, III, n° 487 ; Planiol, III, nos 2809 et suiv. — En ce sens : Cass. civ., 7 et 28 août 1827, D. 27.1.461 et 492 ; 2 décembre 1839, D. 40.1.40 ; 31 janvier 1893, D. 93.1.359.

1900, a tranché la question dans le sens de l'affirmative, en s'appuyant sur l'équité et sur l'absence d'un texte contraire (1). M. Boistel, dans une note du *Dalloz* sous ce jugement, critique les motifs invoqués par le tribunal. Il fait observer que, si la raison d'équité est manifeste, il n'en est pas moins vrai que cette décision se heurte, au principe que les successeurs universels seuls sont tenus des dettes et que, par suite, il ne suffit pas de dire qu'il n'y a pas de texte contraire ; à défaut de texte formel en ce sens, il faut, tout au moins, trouver une raison juridique. M. Boistel la tire des articles 351, 747 et 766 du Code civil, relatifs aux successeurs anomaux. De ce que ces derniers contribuent aux dettes, quoique ne succédant qu'à titre particulier, on doit conclure à l'existence d'une règle générale, à savoir, « que dans notre droit actuel, la vocation héréditaire oblige aux dettes du *de cujus*, alors même qu'elle ne porte que sur des objets particuliers ». Le conjoint survivant, jouissant des droits d'auteur à titre d'héritier, doit donc contribuer aux dettes.

En un mot, contribuent aux dettes, dans le droit actuel, tous ceux qui sont appelés à titre d'héritiers, même à des objets particuliers, et tous les successeurs universels ou à titre universel. Il faudrait toutefois, voir une exception à cette règle dans le cas du légataire d'usufruit à titre universel, si l'on estime qu'il n'y a là qu'un legs particulier.

(1) D. 03.2.489.

Nous avons terminé l'examen des deux questions que nous nous étions posées : de quels éléments se compose le passif héréditaire et quelles personnes doivent le supporter. Il nous faut maintenant entrer dans l'étude de la répartition de ce passif entre ceux qui sont appelés à y contribuer. Conformément au plan que nous nous sommes tracé, c'est le droit français primitif que nous allons tout d'abord examiner.

CHAPITRE II

LA CONTRIBUTION AUX DETTES DANS LE DROIT FRANÇAIS PRIMITIF.

Si l'on veut avoir une notion assez précise de ce qu'était la contribution aux dettes dans notre droit primitif, c'est au ^{xiii}^e siècle qu'il convient de se placer. En effet, c'est à cette date seulement que le droit coutumier français est véritablement formé. De plus, le ^{xiii}^e siècle nous présente un ensemble de documents dont plusieurs, tels que les ouvrages de Pierre de Fontaines et de Beaumanoir, rédigés de façon remarquable ; nous y trouvons le droit français exposé dans toute sa pureté, avant les modifications profondes qu'il subit dans la suite, par l'effet de diverses influences et spécialement du droit romain. Nous remonterons cependant dans les siècles antérieurs pour y rechercher les sources des conceptions admises au ^{xiii}^e siècle ; nous nous efforcerons de déterminer quelles ont été, parmi les législations disparates qui se sont trouvées confondues sur notre sol après les invasions, celles dont est sorti le système de contribution du droit primitif français. Nous ferons donc, tout d'abord l'exposé des règles de contribution dans le droit du ^{xiii}^e siècle et nous en rechercherons ensuite les origines.

I. — La contribution aux dettes au XIII^e siècle.

Les auteurs qui écrivaient dans les derniers siècles de la période coutumière sont unanimes à faire observer que le système admis à leur époque est d'origine assez récente et n'est pas celui du droit français primitif, que ce dernier consistait à faire supporter par les meubles toute la charge des dettes. Nous trouvons cette idée dans les « *Institutes Coutumières* » de Loysel (1) au début du xvi^e siècle et elle est reproduite par un grand nombre de jurisconsultes, tels que Pothier (2) et Lebrun (3). Il nous faut donc prouver par l'étude des principaux textes du xiii^e siècle, l'existence de la règle affirmée par les auteurs postérieurs, à savoir, que les héritiers aux meubles supportaient toute la charge des obligations du défunt, ce que l'on exprimait par l'adage : « meubles sont le siège des dettes ». Puis, nous nous demanderons comment s'explique et dans quelle mesure peut se justifier une solution qui, à première vue, paraît peu équitable. Enfin nous verrons si les principes admis en cette matière étaient impératifs ou s'il était possible d'y déroger conventionnellement.

(1) II, 5, 13.

(2) *Successions*, chap. v, art. 2, § 1, édition Bugnet, 1845 ; *Communauté*, n° 233.

(3) *Successions*, liv. IV, chap. 11, sect. II, n° 13.

§ 1. — La contribution aux dettes d'après les coutumiers.

Les sources d'information sont les Coutumiers de la période qui nous occupe. On sait qu'il s'agit là, non de rédactions officielles, mais d'œuvres privées destinées par leur auteur à constater par écrit la coutume d'une région. En l'absence de textes officiels, ils eurent en pratique la plus grande autorité.

L'impression qui ressort de la lecture de ces Coutumiers est que la règle d'après laquelle les meubles sont seuls chargés des dettes était générale au début de notre droit, mais déjà au ^{xiii}^e siècle, on voit se manifester dans une grande partie de la France un changement dans les idées qui permet de prévoir la disparition du système primitif de contribution.

A vrai dire, nous ne trouvons pas, dans les auteurs du ^{xiii}^e siècle, un très grand nombre de textes qui envisagent directement notre sujet, mais il faut observer que le principe d'après lequel les immeubles sont affranchis des dettes successorales n'est qu'un des aspects, qu'une des applications d'un principe plus général, à savoir, que les meubles sont le seul gage des créanciers. Quand on dit : « meubles sont le siège des dettes », cela ne s'entend pas seulement des dettes d'une succession, mais même de celles d'une personne vivante ; le créancier n'a jamais d'action que sur les meubles, les immeubles sont insaisissables. Dès lors, nous pouvons, dans notre recherche

des textes du ^{xiii}^e siècle utiliser pour la solution du problème qui nous occupe les passages relatifs à la saisie des immeubles ou à d'autres questions voisines et dérivant du même principe. Il importe cependant de tenir compte de ce que les transformations ont parfois été plus rapides dans telle application de ce principe que dans telle autre, de sorte qu'il faut se garder de faire des inductions trop hâtives de l'une à l'autre ; il n'y a là que des indices et non une preuve absolue.

Ces réserves faites, prenons tout d'abord les *Etablissements de Saint-Louis*. On sait qu'une partie de cet ouvrage, dont l'auteur est inconnu, est la reproduction presque textuelle d'une ancienne Coutume de l'Anjou et de la Touraine ; que nous disent-ils ? Que si la femme survit à son mari, elle aura la moitié des meubles, mais elle paiera la moitié des dettes, que si au contraire elle veut renoncer aux meubles, elle sera complètement affranchie des dettes (1). Dans le cas où le mari meurt après sa femme, le même Coutumier nous apprend que l'aîné des enfants recueille tous les meubles, mais aussi il paie toutes les dettes (2). C'est donc en conformité avec la coutume de cette région qu'un testateur assigne en août 1273, tous ses meubles à l'exécution de son testament (3).

(1) *Etablissements de Saint-Louis*, édition Viollet, I, 17. — Cf. *Coutume de Touraine-Anjou*, n° 8.

(2) *Etablissements de Saint-Louis*, I, 10. — Cf. *Coutume de Touraine-Anjou*, n° 1.

(3) Port, *Cartulaire de Saint-Jean d'Angers*, p. 145, n° 160, cité par M. Viollet.

Le même principe était en vigueur dans le nord de la France, ainsi qu'en témoigne l'*Ancien Coutumier de Picardie*, d'après lequel la personne qui est gratifiée du quint des héritages ne doit payer nulle portion des dettes (1). Une semblable solution est donnée par la deuxième partie de cet ouvrage qui est une ancienne Coutume de Ponthieu : la femme veuve peut s'en tenir à son douaire et demander la moitié des meubles, mais dans ce cas, elle donnera caution de payer la moitié des dettes (2).

Citons encore la « Très ancienne Coutume de Bretagne » : « Les juveigneurs ne paieront nulles dettes du père et de la mère, et aussi ne prendront-ils rien des meubles sauf à leur en donner » (3).

La concordance de tous ces textes rend indiscutable l'existence dans le Nord et l'Ouest de la France de ce fait que les meubles seuls répondent des dettes d'une façon générale et spécialement dans les successions, que par suite les héritiers aux meubles seuls doivent les supporter.

Dans la région du Centre, nous sommes en présence d'un droit différent. Ici, les immeubles ne sont plus exonérés complètement de la charge des dettes ; mais ils en sont tenus subsidiairement aux meubles. Nous avons sur ce point un passage fort explicite dans les « Coutumes de

(1) *Ancien Coutumier de Picardie*, édition Marnier, p. 162.

(2) Edition Marnier, p. 62.

(3) Titre CCVI, édition Planiol, p. 212.

Beauvoisis » de Philippe de Beaumanoir (1). Nous y voyons que le légataire des meubles, des acquêts et du quint des propres, par conséquent de tout le disponible, doit acquitter les dettes du *de cuius* et Beaumanoir trouve cette solution tout à fait équitable (2). Les dettes seront payées tout d'abord par les meubles, ensuite par les acquêts, et enfin si cela ne suffit pas, par le quint des propres. Le testateur ne pourrait même pas y déroger et décider que ses dettes seront payées sur les quatre autres quints. Si toutefois, après l'épuisement du disponible, il restait encore du passif non payé, on devrait faire vendre même les quatre quints, dût-il ne rien rester aux héritiers « car se li mueble et li aquest ne pueent paier detes et torfès il convient que l'eritage i queure ja soit ce qu'il n'en demeure point as oirs se les detes et li torfet sont si grant ».

La solution admise dans le Beauvoisis l'était aussi dans le Vermandois, comme le prouve un passage de Pierre de Fontaines (3). Ici encore, les dettes sont payées « des meubles avant, et sor l'eritage le remenant ». Il n'y a donc aucun doute pour ces deux régions.

Il est plus difficile de résoudre le problème en ce qui concerne la Champagne. Dans l'« Ancien coutumier de

(1) Edition Salmon, chap. XII, n° 368.

(2) « Car male chose seroit se li droit oir de celi qui les lais fet, qui n'en portent que les IIII pars de l'eritage, estoient encombré de paier detes et torfés. »

(3) *Conseil à un ami*, édition Marnier, p. 386.

Champagne et Brie » on rencontre un texte (1) d'après lequel la femme est, à la mort de son mari, libre de garder les meubles en payant les dettes ou de s'affranchir de ces dernières, en abandonnant les meubles. Mais outre que ce texte n'est pas probant parce qu'il est relatif à une hypothèse spéciale qui reçoit une solution semblable, même dans des régions où cependant les immeubles commencent à répondre des dettes, il semble contredit par un autre passage d'ailleurs fort obscur (2).

On peut en dire autant pour l'Orléanais. L'« Usage d'Orlénois » reproduit par les *Etablissements de Saint-Louis* renferme certains passages qui semblent admettre la vente des immeubles pour le paiement des dettes (3). Mais à côté nous trouvons exprimée l'idée qu'en l'absence de meubles, le créancier doit se contenter du serment du débiteur qu'il ne peut payer, ni en totalité ni en partie, mais qu'il paiera dès qu'il sera revenu à meilleure fortune (4). Il y a là une contradiction évidente. M. Viollet conjecture que le dernier texte est peut-être l'œuvre du rédacteur des *Etablissements* et devrait être supprimé. Cependant, si c'est le premier passage qui donne la solution vraie au temps de la réaction de l'« Usage d'Orlénois », on s'explique difficilement que l'auteur des *Etablissements*

(1) Art. 7, *Coutumier général* de Bourdot de Richebourg, t. III, p. 241.

(2) Art. 12.

(3) *Etablissements*, § 22 ; « Usage d'Orlénois », § 20.

(4) *Etablissements*, § 27 ; « Usage d'Orlénois », § 37.

soit venu en introduire un peu plus loin une autre qui constitue un recul par rapport à la première puisque l'évolution s'est faite, ainsi que nous le verrons, dans le sens d'une moins grande protection des immeubles.

Malgré le doute que laissent subsister ces contradictions, il paraît probable que, dès le ^{xiii}^e siècle, les immeubles commencent dans tout le centre de la France à être tenus subsidiairement aux meubles, des dettes de la succession. Si quelques textes semblent dire le contraire ils peuvent sans doute s'expliquer par des survivances d'une époque encore peu lointaine où l'on en décidait autrement. Et en effet, même dans les régions où les immeubles ont certainement cessé d'être complètement affranchis des dettes, il est facile de s'apercevoir qu'il n'en a pas toujours été ainsi.

Cela apparaît clairement dans Beaumanoir. On peut déjà en voir un indice dans le fait que les immeubles ne sont tenus que subsidiairement aux meubles, des dettes successorales ; on atténue la rigueur primitive de la règle mais on ne le fait que dans la mesure la plus restreinte et en quelque sorte avec hésitation. En second lieu, on voit que les idées nouvelles n'ont pas encore produit toutes leurs conséquences logiques. C'est ainsi que la femme veuve qui veut s'affranchir des dettes n'a qu'à renoncer aux meubles et non pas aux conquêts, comme elle devra le faire par la suite (1). Cette solution que nous avons

(1) Beaumanoir, chap. XIII, n° 440.

déjà signalée pour l'Anjou où elle était conforme au système de contribution, cesse d'être rationnelle ici et ne peut s'expliquer que par une survivance de l'époque où les meubles seuls répondaient des dettes successorales. Enfin nous verrons qu'il était d'usage d'obliger « soi et ses hoirs » (1) afin de permettre aux créanciers successoraux de se faire payer sur les immeubles ; ceci encore n'a plus de raison d'être à l'époque où nous nous plaçons, et ne s'explique que par le maintien d'anciens usages qui avaient survécu à leur cause.

On peut donc conclure que, dans le premier état du droit français, les héritiers aux meubles seuls contribuaient au paiement des dettes, quelle que soit la région où l'on se place ; puis, à un moment qu'il est difficile de préciser, mais qui paraît bien avoir été la première moitié du ^{xiii}e siècle, ainsi qu'en témoignent les contradictions que nous avons relevées dans les coutumiers de l'époque immédiatement postérieure, une réaction a commencé à se manifester dans les régions du Centre et de l'Est de la France, pour atteindre son plein développement dans les coutumes rédigées au ^{xvi}e siècle, ainsi que nous le verrons par la suite.

§ 2. — Comment s'explique le système primitif
de contribution.

Ce principe de notre droit primitif, qui faisait porter

(1) Beaumanoir, chap. xxxv, n° 19.

sur les meubles tout le poids du passif successoral a besoin d'une justification. Ne paraît-il pas évident, en effet, qu'il était injuste à un double point de vue : à l'égard des créanciers de la succession qui ne pouvaient s'adresser qu'à l'héritier des meubles dont la part était fréquemment insuffisante, alors que l'héritier des immeubles gardait ceux-ci francs et quittes, injuste aussi à l'égard des héritiers aux meubles, ou du moins peu conforme à l'égalité, puisque ceux-ci voyaient saisir la plus grande partie, peut-être même la totalité de leur part, alors que la vente d'un seul immeuble eut pu suffire à leur laisser un peu d'actif?

Plusieurs auteurs, parmi lesquels Lebrun (1), se bornent à dire que ce système était « établi sur ce fondement qu'avant l'ordonnance de 1539, article 74, il fallait discuter les meubles avant que d'en venir aux immeubles ». Ce raisonnement ne saurait suffire à justifier une règle aussi contraire au sentiment d'équité. D'abord on peut faire observer que le système avait disparu avant 1539. Mais surtout cette règle de procédure entraînait bien comme conséquence logique, la nécessité pour le créancier de s'adresser d'abord à l'héritier aux meubles et de poursuivre contre celui-ci son paiement intégral, mais cela ne concernait que l'obligation aux dettes et n'aurait pas empêché un recours de l'héritier aux meubles contre l'héritier aux immeubles, pour le règlement de la

(1) *Successions*, liv. IV, ch. II, sect. III, § 40.

contribution. Enfin cette explication ne va pas au fond des choses ; il faudrait encore se demander pourquoi on avait abrogé la règle de procédure en question.

Pothier (1), tout en faisant le même raisonnement que Lebrun, y ajoute une explication moins superficielle : « l'ancien esprit de notre droit coutumier, cet esprit étant de conserver autant qu'il était possible les héritages dans les familles ». C'est bien là, en effet, qu'est la véritable cause de l'ancien principe de contribution, et la règle abrogée par l'ordonnance de 1539 n'était, comme le dit Pothier, qu'une autre conséquence de ce même esprit.

Que telle ait été la tendance du droit primitif, cela ne saurait faire aucun doute. Nous avons déjà eu l'occasion de dire combien était général dans ses applications le principe que les meubles seuls répondent des obligations, que ce n'était pas vrai seulement des dettes successorales, mais aussi de celles d'une personne encore vivante. Le créancier ne pouvait saisir les immeubles de son débiteur, il n'avait d'action que sur les meubles. Sans doute, au XIII^e siècle, cela n'est plus tout à fait exact dans une partie de la France (2), la région du Centre et de l'Est parce qu'il s'est produit sur ce point la même

(1) *Successions*, chap. v, art. 7, § 1.

(2) Beaumanoir, chap. LIV, n° 1593. — « Quant aucuns doit et il convient qu'il soit justiciés pour paier, l'en doit prendre ses meubles avant que l'en li face grief de l'eritage car se li mueble pueent souffire, li eritages doit demourer en pes ; et s'il ne puet souffire adonques le puet ou contraindre qu'il ait vendu de son heritage XL jours. » — C'est toujours le principe de l'obligation subsidiaire des immeubles, en cas d'insuffisance des meubles.

évolution que pour les dettes successorales, et il est curieux de constater la marche parallèle des deux transformations bien qu'elle n'ait rien de surprenant puisqu'il s'agit de conséquences du même principe ; mais de même que nous avons constaté qu'en matière de passif héréditaire, c'était du droit nouveau que nous trouvions dans Beaumanoir, de même aussi il est aisé de prouver qu'aux origines le créancier n'avait aucun droit sur les immeubles. Cela ressort clairement de la procédure employée pour forcer le débiteur à vendre et des ménagements dont on use à son égard. Ainsi, dans Beaumanoir, seul le seigneur souverain peut procéder à la vente, à l'exclusion du seigneur justicier ; on donne d'abord quarante jours au débiteur pour exécuter la vente volontaire, et ce n'est qu'à l'expiration de ce délai qu'on arrive à l'expropriation (1). Le changement a dû se produire à peu près à la même époque que pour les dettes de succession ; en 1259 nous trouvons encore un arrêt qui constate que l'on ne peut forcer le débiteur à vendre ses immeubles (2) ; il admet seulement la saisie des revenus.

Une autre application du même principe se rencontre en matière de confiscation. Celle-ci est encore inconnue au ^{xiii}e siècle dans une grande partie de la France, du

(1) Sur les diverses phases par lesquelles est passé l'ancien droit avant d'arriver à la saisie immobilière, voyez Esmein, *Etudes sur les contrats dans le très ancien droit français*, p. 168 et suiv.

(2) Boutaric, *Actes du Parlement de Paris*, n° 360.

moins en ce qui concerne les biens roturiers et non féodaux (1). Enfin nous avons vu qu'à la dissolution de la communauté, la femme qui veut s'affranchir des dettes n'est tenue que de renoncer aux meubles.

En un mot, cela forme un système bien coordonné et les modifications qu'il pourra subir sur un point entraîneront logiquement, dans un temps plus ou moins rapproché, des changements corrélatifs sur les autres points.

Mais, s'il en est ainsi, le système de contribution du XIII^e siècle ne perd-il pas de son injustice apparente ? Du moment que le créancier sait que les meubles de son débiteur sont le seul gage de sa créance, il ne peut se plaindre de ce que les héritiers aux immeubles sont affranchis de toute obligation. Pourquoi son gage serait-il augmenté par le fait du décès de son débiteur ? Il est vrai que la source de sa créance pouvait ne pas être un contrat, mais dans ce cas, le créancier n'était pas plus à plaindre que ne l'est aujourd'hui toute personne qui devient involontairement créancière d'un insolvable et de même, les héritiers aux meubles, qui se voyaient dépouillés de leur actif, étaient dans la même situation que, de nos jours, l'héritier d'une succession surchargée de passif.

Il n'en reste pas moins vrai que cette situation devait se présenter bien fréquemment et que les créanciers et les héritiers aux meubles devaient être souvent sacrifiés à une époque où presque toute la fortune était immobilière. Et d'ailleurs, il ne suffit pas, pour expliquer le

(1) Voyez sur ce point : Viollet, *Etablissements de Saint-Louis*, t. II, p. 106 et suiv.

système primitif de contribution, de dire qu'il dérivait d'un principe général indiscuté, il faut rechercher la raison d'être de ce principe. Nous la trouvons dans l'importance capitale que présentait la possession de la terre dans la société du moyen âge. C'est là un fait qui a été trop souvent étudié pour qu'il soit nécessaire d'en faire ici un examen approfondi qui sortirait d'ailleurs du cadre de notre sujet. Nous nous bornerons donc à quelques observations essentielles.

A une époque où tant de causes de ruines s'offraient aux familles : guerres, expéditions lointaines, et où d'autre part la fortune mobilière ne trouvait guère d'emplois productifs par suite de l'absence d'industrie, il était nécessaire de protéger autant que possible ce qui était alors la principale et presque l'unique source de revenus : la terre. Il était de l'intérêt du suzerain et de la société féodale tout entière de conserver la fortune de ceux qui étaient les défenseurs de cette société. Les services féodaux et surtout le service de guerre ne pouvaient être rendus qu'à la condition de ne pas laisser s'émietter le patrimoine des familles. C'est pourquoi les fiefs furent d'abord inaliénables, et lorsque la patrimonialité l'emporta et que l'on permit d'aliéner les tenures, l'insaisissabilité subsista encore assez longtemps, obligeant par suite les créanciers d'une succession à se contenter des meubles des héritiers.

Il est vrai que ces considérations ne s'appliquent

qu'aux tenures nobles, mais, comme le dit M. Esmein (1) : « la terre n'a pas seulement une importance politique, elle joue un rôle familial. L'idée antique qui voit en elle la dotation de la famille entière a persisté dans la société féodale ; les termes des concessions féodales lui ont donné une précision nouvelle, les clauses de l'inféodation et de l'accensement attribuent la terre au tenancier actuel et aux « hoirs de son corps ». De cette formule naît, au jour même de la concession, le droit de toutes les générations futures ». Etant donné ce caractère familial de la terre, il était naturel qu'on ait hésité longtemps à la laisser sortir de la famille, du moins sans l'assentiment des membres de cette famille ; et c'est pourquoi aux origines la vente nécessitait le concours de tous, et quant à la vente forcée, à la saisie pour payer les dettes, elle était impossible.

Ainsi, la règle : meubles sont le siège des dettes, et spécialement son application à notre matière, se conçoit aisément ; pour le moyen âge il eût été aussi injuste qu'impolitique de laisser vendre les immeubles. Sans doute, on sacrifiait les intérêts des créanciers et des héritiers aux meubles, mais afin de sauvegarder d'autres intérêts que l'on jugeait plus nécessaire encore de protéger (2).

(1) *Etude sur les contrats*, p. 161.

(2) On peut ajouter que les dettes et charges avaient presque toutes le caractère mobilier, les rentes constituées n'étant pas encore connues ; il paraissait donc logique de les faire supporter par ceux qui recueillaient l'actif mobilier.

§ 3. — Dérogations conventionnelles.

Il nous reste à examiner si, lorsque la coutume refusait aux créanciers successoraux le droit de se faire payer sur les immeubles, il n'y avait pas pour eux un moyen de se réserver par avance, au moment de la formation de l'obligation, une plus large garantie, une action sur les immeubles. On peut affirmer qu'il n'y en avait pas aux origines et que les règles de la coutume sur ce point étaient considérées comme impératives, de droit public. Cela se conçoit aisément puisque nous avons vu que la propriété immobilière avait un véritable caractère social. Mais, par la suite, il parut nécessaire d'enlever à la coutume ce qu'elle avait de trop rigide, en permettant aux parties d'y déroger expressément. Il est évident, en effet, que dans bien des cas, maintenir rigoureusement le principe coutumier, c'eût été enlever tout crédit aux débiteurs qui n'avaient, le plus souvent, à offrir en gage que des biens-fonds, de sorte qu'en les empêchant d'effectuer certaines opérations fructueuses, on eût contribué, sinon à les ruiner, tout au moins à les empêcher d'augmenter leur patrimoine, et par là même, on eût obtenu tout juste l'effet contraire de celui que visait la coutume.

Pour remédier à cet inconvénient entre vifs, on avait imaginé « l'obligation par laquelle le débiteur affectait expressément, dans le contrat, ses immeubles à l'exécution de sa dette (1). Puisque le débiteur y consentait, il

(1) *Ancien Coutumier de Picardie*, édition Marnier, p. 90 et 94.

n'y avait plus de raison d'empêcher la vente de ses immeubles. C'est un procédé analogue que l'on employa relativement aux dettes des successions. Pour que le créancier pût se faire payer sur les immeubles, même après la mort du débiteur, on décida qu'il suffirait que celui-ci eût par avance obligé « lui et ses hoirs ». Beaumanoir, dans ses « Coutumes de Beauvoisis » (1), nous donne la formule employée en pareil cas : « Et à ce tenir fermement ai-je obligié moi et mes hoirs et tout le mien présent et à venir muebles et heritages ». Ce n'était plus d'ailleurs chez lui qu'une survivance d'un usage autrefois nécessaire puisque nous avons dit que les immeubles répondaient des dettes, au moins subsidiairement dans le droit de Beaumanoir.

Quels étaient au juste les effets de cette clause ? Telle qu'elle est donnée par Beaumanoir, elle produit d'abord celui de l'obligation, c'est-à-dire qu'elle donne action au créancier sur les immeubles du débiteur, mais de plus elle oblige les héritiers aux immeubles à contribuer avec les héritiers aux meubles au paiement des dettes héréditaires.

On peut cependant se demander si l'« obligation », à elle seule, ne suffisait pas à entraîner cette conséquence. C'est l'opinion de M. Esmein (2) qui cite à l'appui un passage de la « Pratique » de Masuer (3), et cela paraît

(1) xxxv, p. 19.

(2) *Op. cit.*, p. 181.

(3) Edition Fontanon, tit. XXX, n° 2.

en effet, conforme à la logique ; il n'y a pas de raison, du moment que l'on permet la vente des immeubles, pour que cet effet cesse de se produire après la mort du *de cujus*. Cependant, si l'on admet cette idée, il est difficile d'expliquer la coexistence de ces deux procédés ; la formule qui vise spécialement les héritiers ferait double emploi avec l'obligation. On pourrait peut-être écarter cette difficulté en supposant qu'on n'avait pas fait produire, au début, à l'obligation tous ses effets logiques. A une époque où l'on était si attaché à la protection de la fortune immobilière, on a sans doute exigé tout d'abord que la dérogation aux règles coutumières fût expresse, que les héritiers fussent clairement désignés ; dans le cas contraire la clause était interprétée restrictivement. Nous avons déjà dit que les principes relatifs à la saisie et ceux de la contribution quant aux immeubles successoraux, quoique ayant subi des modifications parallèles, n'avaient pas toujours progressé avec une simultanéité parfaite. Plus tard, les idées sur ce point ayant perdu de leur énergie, on s'est avisé que l'obligation pouvait suffire à produire le double effet recherché, et de là, la constatation de Masuer. Un fait montre bien avec quelle rigueur on interprétait ces dérogations conventionnelles. Les auteurs se demandaient ce que l'on devait décider lorsque le *de cujus* ayant obligé lui et ses hoirs, ces derniers venaient eux-mêmes à décéder avant l'action du créancier ; les héritiers se trouvaient-ils tenus comme leur auteur en vertu de la clause ? Le « Grand Coutumier

de France » répond affirmativement (1) ; mais le seul fait que l'on ait pu se poser une telle question montre combien l'on était exigeant pour l'admission de ces clauses dérogatoires à la coutume.

II. — Origines du système primitif de contribution.

Le système que nous venons d'exposer comme étant celui du droit primitif français, à quelle source faut-il l'attribuer ? Est-il né sur notre sol, ou bien y a-t-il été importé par l'un des envahisseurs successifs de la France ? Pour répondre à cette question nous allons passer en revue les institutions des différents peuples dont la fusion a donné naissance à la nationalité française et rechercher dans chacune d'elles ce qui peut avoir été l'origine du principe que nous avons constaté.

On sait que le droit français résulte du mélange en proportions très inégales des législations celtique, romaine, germanique, féodale et canonique. Ecartons tout de suite la première et la dernière. Le droit celtique est trop peu connu pour que nous puissions en tirer des données certaines relativement à notre problème. Quant au droit canonique, son influence, si grande sur la formation de certaines théories juridiques, a été à peu près nulle sur

(1) Edition Dareste et Laboulaye, p. 217. « Item ja soit que l'en ne oblige expressément que luy et ses hoirs, toutes fois l'action personnelle n'est pas estaincte en l'hoir de l'hoir : *quia heres heredis debet esse heres testatoris.* »

celle des successions et spécialement sur la contribution aux dettes qui n'avait guère de rapports avec les questions concernant la juridiction ecclésiastique. Tout au plus peut-on dire que les idées chrétiennes, en développant les sentiments de justice et d'équité, ont pu contribuer à faire rechercher la solution la plus conforme à ces sentiments.

Restent à examiner les sources romaine, germanique et féodale ; nous les étudierons donc successivement en recherchant dans quelle mesure chacune d'elles a pu exercer son influence dans la formation de notre système primitif de partage des dettes.

§ 1. — Droit romain.

Le Digeste et le Code nous présentent un assez grand nombre de textes sur cette matière. Tous affirment que les dettes des successions se partageaient entre les héritiers proportionnellement à leurs parts héréditaires (1). Par parts héréditaires, il faut entendre ce que l'héritier recueille en cette qualité et rien que cela. Il se peut qu'il bénéficie en outre de legs plus ou moins importants, mais on sait que les legs, à Rome, étaient toujours à titre particulier et que (sauf exception pour le fidéicommissaire et le légataire d'une partie aliquote de l'hérédité), les successeurs à titre particulier ne supportaient rien du passif.

(1) Dig., 28.5. *De hered. instit.*, 35-1 : Cod. 3-36, *fam. ercisc.*, 6 et 23 ; Cod. 4-2, *si cert. pet.*, 1 ; Cod. 4-16, *de action. hered.*, 2.

Soit donc, par exemple, une succession de 40.000 sesterces et trois héritiers institués. Le testateur lègue par préciput 10.000 sesterces à l'un d'entre eux, Primus. Si les dettes s'élèvent à 9.000 sesterces, chacun des héritiers en paiera un tiers, soit 3.000. Bien que Primus reçoive en réalité la moitié de la succession, il ne paiera comme Secundus et Tertius que le tiers des dettes, parce que sa part héréditaire n'est, comme la leur, que d'un tiers. On comprend donc que les héritiers non gratifiés de legs aient cherché à obtenir le partage du passif, non pas d'après les parts héréditaires, mais à proportion de l'émolument ; mais le système contraire était absolument certain, et un rescrit de Sévère et Antonin rejette la prétention d'un héritier au partage à proportion de l'émolument qu'il déclare aussi injuste que contraire à la pratique (1).

La raison d'être du système de contribution du droit romain est évidemment le désir de proportionner les charges de chacun des héritiers avec la part d'actif qu'il recueille. Ce but eût, sans doute, été mieux atteint si l'on avait tenu compte de tout l'émolument et non pas uniquement de la part héréditaire. Mais il ne faut pas oublier que le légataire, n'ayant qu'un titre particulier

(1) Cod. 4-2, *si cert. pet.*, 1 : « Neque æquam neque usitatam rem desideras ut æs alienum patris tui non pro portionibus hereditariis exsolvas tu et frater coheres tuus, sed pro æstimatione rerum prælegatarum, cum sit explorati juris hereditaria onera ad scriptos heredes pro portionibus hereditariis, non pro modo emolumentum pertinere ».

n'est pas le continuateur de la personne du *de cuius*, or ce n'est qu'en cette dernière qualité qu'un successeur doit être chargé des dettes de son auteur. Dès lors, peu importe qu'un légataire soit en même temps héritier ; il faut séparer nettement ses deux titres, et en l'obligeant à contribuer aux dettes en raison du dernier, l'en affranchir en ce qui concerne son legs. Le système romain se justifie donc aisément.

Quant à ses origines, elles sont très anciennes puisqu'il remonte aux XII Tables ainsi que nous l'affirment deux constitutions impériales, l'une de Gordien (1), l'autre de Dioclétien (2). Pour l'époque classique, nous avons le témoignage d'Ulpien (3) qui cite l'opinion conforme de Papinien. Nous sommes donc en droit de conclure que la règle vraie aux origines du droit romain et au Bas-Empire n'a jamais cessé de l'être pendant la période intermédiaire.

Si l'on compare la solution romaine à celle que nous avons constatée dans notre droit primitif, il est évident qu'elles se ressemblent aussi peu que possible. Dans le vieux droit français la base de tout le système, c'est une

(1) Cod., 3, 36, 6 : « Ea quæ in nominibus sunt non recipiunt divisionem, cum ipso jure in portiones hereditarias ex lege duodecim tabularum divisa sunt. »

(2) Cod., 2, 3, 26 : « Ex lege duodecim tabularum æs alienum hereditarium pro portionibus quæsitis singulis ipso jure divisum. »

(3) Dig., 28-5, *de hered. instit.*, 33-1 : « Unde scio, æris alieni onus pro qua parte adgnosci debeat, et refert Papinianus, cujus sententiam ipse quoque probavi, pro hereditariis partibus eos adgnosceræ æs alienum debere... »

distinction entre les meubles et les immeubles, tout le fardeau du passif pesant sur les premiers, tandis que les immeubles jouissent d'une exonération complète. Ici, au contraire, aucune distinction entre ces deux catégories de biens ; les immeubles comme les meubles répondent des dettes aussi bien du vivant de leur propriétaire qu'après sa mort. Cela est si vrai que la procédure de la *bonorum venditio* portait nécessairement sur tout le patrimoine du débiteur sans aucun privilège pour les immeubles. Dans ces conditions il était tout naturel que l'on ne fit pas non plus de distinction après la mort du débiteur.

Les Romains n'attachaient pas, en effet, à la conservation des immeubles l'importance qu'on lui a attribuée au Moyen Age et même dans tout l'ancien droit et qui a laissé des traces profondes jusque dans le Code civil. A l'origine tout au moins, il n'y a eu à Rome aucune mesure de protection spéciale pour les immeubles. Les meubles sont aussi bien protégés qu'eux, soit quant à la revendication, soit quant au possessoire, les interdits fonctionnant même pour les meubles ; dans les successions les deux catégories de biens sont attribuées aux mêmes héritiers ; et nous venons de voir qu'en cas de déconfiture du débiteur, ils se trouvent confondus dans la *bonorum venditio*.

Il est vrai que, par la suite, le droit romain tendit à devenir plus protecteur de la propriété immobilière. La loi Julia s'efforce de sauvegarder le fonds dotal, une autori-

sation du magistrat devient nécessaire pour l'aliénation des immeubles du mineur, et l'on pourrait citer d'autres exemples de cette tendance nouvelle. A mesure que s'effaçait l'ancienne distinction romaine des *res Mancipi* et *nec Mancipi*, celle des meubles et des immeubles prenait, au Bas-Empire, une force nouvelle.

Il n'en reste pas moins vrai que, malgré ces changements, on n'a jamais considéré la propriété immobilière comme tellement importante qu'on dût, pour la défendre, sacrifier d'une façon générale les droits des créanciers ou de certains héritiers. C'est pourquoi, jusqu'à la fin, les immeubles ont pu être saisis comme les meubles et, comme eux aussi, ont continué à répondre des dettes successorales. Tout au plus, l'évolution des idées que nous avons signalée sur ce point, a-t-elle pu contribuer à assurer le triomphe de principes tout différents venus d'une autre source, sur ceux du droit romain.

Ainsi, ce n'est pas dans le droit romain qu'il faut chercher l'origine de la règle : « meubles sont le siège des dettes », ni par suite celle du système primitif de partage des dettes en droit français. Mais nous avons dit que, dès le xiii^e siècle, dans une grande partie de la France, des idées nouvelles commencent à se faire jour et à faire tomber, quoique avec précaution, les barrières protectrices de la propriété immobilière, ainsi que le montrent les Coutumiers de cette époque, notamment les *Etablissements de Saint-Louis* et les « Coutumes de Bauvoisis ». Or il est certain que le droit romain a joué dans cette transformation

un rôle considérable. Il est à remarquer, en effet, qu'elle coïncide avec la première renaissance du droit romain, qui commencée au ^x^e siècle, se continua dans les deux siècles suivants. Dès lors, il s'infiltra peu à peu dans la coutume et y prend une place de plus en plus grande, à tel point qu'il finit par régir complètement, à l'exclusion de la coutume, certaines matières de droit privé. Parmi ces matières, il en est une, celle des obligations, qui est, sous un de ses aspects, celui du gage affecté à la créance, en rapport étroit avec la question qui nous occupe. Dès que l'on admettait le droit pour le créancier de saisir les immeubles de son débiteur, on devait accorder le même droit aux créanciers de la succession ; c'est un point sur lequel nous avons insisté précédemment. Or il nous paraît que c'est là qu'il faut trouver le point de départ des profondes modifications à la règle primitive que nous constaterons par la suite et qui ont déjà commencé à se faire jour au ^{xiii}^e siècle ; la théorie des obligations a réagi sur celle des successions.

Le droit romain n'eut pas la même influence sur le partage de l'actif qui continua à être régi par les principes coutumiers. Cependant, par une pensée d'équité, on chercha à établir une certaine concordance entre les charges et l'émolument et la difficulté de concilier ainsi les règles coutumières avec les idées nouvelles introduites par le droit romain, fut cause des divergences multiples que nous constaterons dans les coutumes rédigées.

Enfin, il ne faut pas oublier que tout le midi de la

France était régi par le droit romain. Les envahisseurs de la Gaule n'avaient pas abrogé la législation romaine pour y substituer la leur; ils avaient laissé à chacune des races qui s'étaient trouvées juxtaposées sur ce territoire, l'usage de leurs anciennes lois ou coutumes. Les Gallo-Romains avaient donc continué à être régis par le droit romain. Mais il était naturel qu'après un certain temps le droit de la race la plus nombreuse dans une région déterminée finit par l'emporter sur les autres; aux lois personnelles se substituèrent les coutumes territoriales et, comme ans le Midi c'était l'élément gallo-romain qui était prépondérant, le droit romain l'emporta sur les coutumes barbares. Après être passé lui-même à l'état de coutume, il redevint la loi vivante après la renaissance de ses études et continua à être appliqué par les juridictions du Midi jusqu'à la fin de l'ancien régime. C'est donc lui qui régissait dès les origines, la matière de la contribution aux dettes dans cette partie de la France. Le passif s'y partageait proportionnellement aux parts héréditaires, sans distinction entre les héritiers aux biens mobiliers ou immobiliers.

§ 2. — Droit germanique.

Si nous passons maintenant aux usages germaniques à l'égard de la propriété foncière, il apparaît immédiatement qu'ils sont conçus dans un esprit tout différent de celui du droit romain. Pour le caractériser il suffirait de

rappeler le vieil adage : « Wer nur noch immobilien hat ist insolvent. » Celui qui n'a plus que des immeubles est insolvable ! On ne saurait exprimer plus énergiquement l'idée que les immeubles sont affranchis de toute action des créanciers. Ceux-ci n'auront à compter que sur les meubles du débiteur pour se faire payer parce que les immeubles ne peuvent être vendus, et la portée de ce principe est double : du vivant du débiteur, on ne pourra saisir sa terre et après sa mort, seuls les héritiers qui succéderont aux meubles pourront être poursuivis pour l'acquittement du passif.

Rapprochons cette formule de celle de l'ancien droit français : « meubles sont le siège des dettes » ; nous constatons entre elles une identité absolue quant aux idées qu'elles expriment.

A vrai dire, nous ne trouvons pas dans les lois barbares d'affirmation explicite et directe de notre règle en ce qui concerne les dettes héréditaires. De nombreux textes sont relatifs à l'étendue de l'obligation des héritiers, mais aucun d'eux ne concerne la contribution. On ne peut cependant douter que tel ait été l'esprit de ces lois, ainsi qu'en témoignent diverses applications du principe à des hypothèses très voisines de la nôtre. Dans la loi salique, par exemple, il est fréquemment question de la saisie des meubles, jamais de celle des immeubles. Ainsi, après la sentence de condamnation prononcée contre le débiteur lorsque celui-ci aura promis en justice d'exécuter la sentence, le comte procédera à la saisie des meubles et non

pas des immeubles (1), il en est de même dans la saisie extrajudiciaire (2). Ainsi que le constate M. Esmein après avoir signalé ces deux passages (3), l'insaisissabilité des immeubles est « une règle absolue, puisqu'elle s'impose à la créance la plus favorable de toutes, celle qui résulte de la condamnation au paiement d'une *compositio* ».

D'ailleurs, il est un fait certain, c'est que la propriété de la *terra* a eu dans les mœurs germaniques un caractère plutôt familial et même social qu'individuel. La terre appartenait à la famille ; étant une propriété collective et non celle d'un seul, elle ne pouvait être aliénée par la volonté ou par le fait d'un seul. La vente volontaire elle-même était impossible. Et lorsque les propriétés privées se substituèrent à la propriété familiale, la vente continua à être considérée comme intéressant la famille tout entière, dont les membres devaient tous prendre part à l'acte. L'évolution se continuant, l'immeuble finit par pouvoir être vendu librement, mais des traces subsistèrent de l'état ancien et notamment la vente forcée de l'immeuble resta impossible, ainsi que nous l'avons dit. Dès lors, peut-on admettre que les héritiers à la *terra* aient pu être tenus des dettes ?

On pourrait à la rigueur, il est vrai, imaginer que les héritiers aux immeubles, quoique ne pouvant être poursuivis sur cette espèce de biens, répondaient sur leurs

(1) L. Salica, l. 2.

(2) L. Salica, l. 1.

(3) *Etudes sur les contrats*, p. 153.

meubles propres des dettes du *de cuius*. Mais rien ne permet de croire à l'existence d'un pareil système ; non seulement on ne trouve aucun texte qui y fasse allusion, mais on ne voit pas pourquoi l'héritier aux immeubles serait obligé aux dettes puisqu'il succède à des biens qui en étaient affranchis. La mort du *de cuius* ne peut pas changer la situation des créanciers, du moment que rien, parmi les biens qui formaient leur gage, ne va aux héritiers aux immeubles. Pour admettre une telle solution, il faudrait des textes précis qui, nous le répétons, n'existent pas.

On comprend, au contraire, aisément le silence des lois barbares sur ce point si l'on adopte le principe, que nous croyons hors de doute, de l'exonération complète des héritiers de la *terra*, relativement aux charges successorales. Dans des textes aussi brefs que le sont les *Leges* sur les matières de droit privé, l'affirmation de la règle de l'insaisissabilité des immeubles a pu paraître suffisante sans qu'il fût nécessaire d'en préciser toutes les conséquences naturelles.

C'est donc bien aux usages germaniques qu'il faut faire remonter le système de contribution aux dettes de l'ancien droit français. Ceux-ci ont prévalu dans le Nord, comme le droit romain dans le Midi, et il en est résulté entre ces deux régions une opposition très tranchée qui a subsisté jusqu'à la Révolution.

§ 3. — Droit féodal.

Si le droit germanique est la source des principes qui régissaient l'ancien droit français sur la matière qui nous occupe, il faut reconnaître que son influence a été singulièrement renforcée par les usages féodaux. On a pu constater, en effet, que faire l'histoire de ces principes, c'est faire, en dernière analyse, celle de la propriété foncière, car si les immeubles ne répondent pas des dettes, c'est parce que l'on veut protéger cette propriété, et si l'on veut la protéger, c'est à cause du caractère social qu'on lui a attribué. Or, ce caractère social que la propriété immobilière avait pu avoir chez les Germains, lorsqu'elle appartenait à la famille tout entière, aurait dû finir par disparaître lorsqu'elle devint privative ; tout au plus certaines de ses conséquences auraient-elles subsisté encore quelque temps par la force des traditions. Aussi bien, les Romains avaient probablement connu, comme les Germains, la propriété collective aux origines de leur droit (1), et nous avons vu cependant qu'ils n'avaient guère protégé les immeubles quoique la fortune mobilière fût bien peu importante chez eux comme chez les Germains ; à l'apparition de la propriété individuelle, la terre avait été soumise aux mêmes lois que les meubles.

La tradition germanique n'a donc pu se maintenir que parce qu'elle a trouvé dans les institutions féodales un

(1) Mommsen, *Droit public*, 6, 1.

terrain favorable. Pour bien se rendre compte de l'influence qu'ont pu avoir ces usages féodaux sur le maintien de la règle : « meubles sont le siège des dettes », il faut se rappeler ce qu'était la propriété foncière à l'époque féodale. Elle avait cessé d'être collective, mais on n'était pas revenu pour cela à la forme de propriété romaine, c'est-à-dire à la propriété pleine et libre. Le franc alleu ne constituait qu'une exception, une véritable anomalie ; la forme générale de la propriété était la tenure. La clef de voûte du système était la concession faite par un homme auquel on donne le nom de seigneur, à un autre homme appelé de noms différents suivant la nature de la concession : vassal, censitaire, etc. Il y avait là un véritable contrat synallagmatique, entraînant, à la charge des deux parties, des obligations réciproques.

Des conséquences de ce contrat, il en est une qui nous intéresse directement et sur laquelle il faut, par suite, arrêter notre attention ; c'est l'impossibilité, pour le tenancier, de disposer de la tenure. Elle ne concernait d'ailleurs pas le concessionnaire seul, elle s'imposait aussi au concédant, mais nous ne nous occuperons que du premier parce que c'était lui qui avait le « domaine utile », c'est-à-dire qui jouissait des revenus que produisait la terre.

L'inaliénabilité des tenures s'explique aisément. Le seigneur a concédé la terre à un vassal, en considération de sa personne, parce qu'il l'a jugé apte à remplir les services féodaux que doit tout vassal à son suzerain et

qui, par leur nature (service de guerre, de conseil), exigent des capacités toutes personnelles ; il est naturel qu'on ne puisse imposer au suzerain un autre vassal qui, peut-être, n'aurait pas les mêmes qualités que son prédécesseur. Il est vrai que ce motif disparaît en ce qui concerne les tenures roturières, qui n'entraînaient, pour le tenancier, que l'obligation de payer un « census » (en prenant pour exemple la censive), en argent ou en nature ; mais, par imitation des règles de concession du fief, elles étaient également inaliénables. De cette inaliénabilité résulte nécessairement l'insaisissabilité de la terre par les créanciers du concessionnaire, puisque la saisie aboutit à une aliénation et la terre ne pouvant être saisie entre les mains du tenancier, elle ne peut l'être davantage entre celles de ses héritiers.

Si ce premier état de la propriété avait subsisté, si les tenures étaient restées inaliénables, cela eut constitué un obstacle absolu à la participation des immeubles aux dettes héréditaires. Mais, par suite des besoins du commerce et de la tendance naturelle qu'a la propriété foncière à devenir pleine et libre, les tenures ne tardèrent pas à pouvoir être aliénées ; c'était le droit commun au ^{xiii}^e siècle. Dès lors la saisie devait, en bonne logique, pouvoir être pratiquée par les créanciers, et c'est ce qui arriva, en effet, dans la plus grande partie de la France. On y parvint d'abord par le moyen conventionnel de l'*obligatio immobilium*, laquelle finit par n'être plus nécessaire, si ce n'est pour conférer au créancier une

hypothèque. Il n'y avait plus alors aucun empêchement à ce que les immeubles répondissent des dettes successorales, et c'est pourquoi nous avons constaté dès le ^{xiii}^e siècle une transformation sur ce point. La coïncidence de ces deux faits : aliénabilité des tenures et participation des immeubles aux dettes, montre combien les usages féodaux eurent d'influence sur notre question.

Il est vrai que, dans certaines régions, le Nord et l'Ouest, l'aliénabilité n'entraîna pas les mêmes conséquences ; les immeubles y restèrent à peu près affranchis des dettes, mais cela s'explique par des considérations nobiliaires, beaucoup plus profondes dans ces régions que dans le reste de la France et qui s'opposèrent à ce qu'on laissât sortir les immeubles du patrimoine des familles qui les possédaient. C'est un point sur lequel nous reviendrons plus loin.

Ajoutons enfin que l'influence du droit féodal n'a pas cessé de se faire sentir sur la théorie de la contribution aux dettes jusqu'à la fin de l'ancien régime. C'est à lui, en effet, qu'il faut faire remonter le droit d'aînesse qui entraînait des modifications profondes dans les règles de contribution.

En un mot, les usages germaniques de copropriété familiale ont été l'origine du principe « meubles sont le siège des dettes », et de son application aux charges successorales. Mais si ce principe a persisté lorsque la propriété est devenue individuelle, c'est parce que le régime féodal, en décomposant cette propriété par le système

des concessions, est venu limiter le droit de disposition du possesseur de la terre.

III. — Etat de la question de contribution aux dettes aux XIV^e et XV^e siècles.

Nous avons vu que, dès le xiii^e siècle, on pouvait constater, dans certaines régions, le germe d'une transformation dans le sens d'une moins grande protection des immeubles, qui commencent à répondre des dettes. Pendant le cours des deux siècles suivants, cette tendance est favorisée par diverses causes : c'est l'époque où le droit romain s'infiltré de plus en plus dans la coutume et vient battre en brèche les théories d'origine germanique. C'est aussi le moment où les constitutions de rentes deviennent très fréquentes, multipliant ainsi les dettes immobilières. Elle ont alors le caractère de droits réels, diminuent la valeur du fonds sur lequel elles sont assignées nécessairement et s'imposent par conséquent à l'héritier qui recueille ce fonds. Plus tard, lorsqu'elles cesseront d'être des droits réels, l'équité imposera l'obligation de les faire supporter au moins en partie par les héritiers aux immeubles.

Ainsi se prépare la transformation que nous constaterons au xvi^e siècle dans les coutumes rédigées et qui est peut-être accomplie dès la fin du xv^e. En tout cas, c'est encore le système primitif qui est en vigueur dans la Coutume d'Anjou de 1411, puisque la femme qui veut

s'affranchir des dettes de la communauté, n'est tenue de renoncer qu'aux meubles (1). Les Coutumes du Centre et de l'Est gardent donc une avance sur les autres régions, de sorte que la rédaction des coutumes consacrera entre le Nord et l'Ouest d'une part, et le reste de la France, d'autre part, des différences essentielles qui subsisteront jusqu'à la fin de l'ancien régime.

(1) Beautemps-Beaupré, t. I, p. 430.

CHAPITRE III

LA CONTRIBUTION AUX DETTES DANS LES COUTUMES RÉDIGÉES

Le ^{xiv}e et le ^{xv}e siècles sont, avons-nous dit, pour notre question comme pour beaucoup d'autres, une période de transformation. Les influences les plus diverses viennent modifier aisément un droit encore à l'état de coutume flottante et presque partout sans texte officiel. Au ^{xvi}e siècle, au contraire, ce droit se fixe et se précise à la suite d'un événement de la plus haute importance : les rédactions officielles de coutumes après l'ordonnance de Montil-les-Tours, rendues par Charles VII en 1453. Ce qui fait l'intérêt considérable de ces rédactions, ce ne sont pas les innovations que les auteurs introduisirent dans la coutume, car elles furent peu nombreuses ; mais, d'une part on fut désormais en présence d'un texte précis et officiel, et d'autre part le droit français acquit plus de stabilité, de sorte que les principes constatés par la rédaction demeurèrent à peu près immuables jusqu'à la fin de l'ancien régime.

Que décidaient donc ces coutumes rédigées, à l'égard des dettes successorales ? On ne peut résoudre le problème qu'en faisant, suivant les régions, de multiples

distinctions. Une grande variété de systèmes est le résultat des influences que nous signalions plus haut et que nous aurons à préciser, parce qu'elles n'ont pas eu partout la même force et que, par suite, la brèche qu'elles ont faite dans le système originaire a été plus ou moins grande. Si toutefois l'on fait abstraction des divergences secondaires, il n'est pas impossible d'opérer parmi les coutumes une certaine classification et de les ramener ainsi à trois groupes :

Le premier est celui des coutumes du Nord et de l'Ouest. Eminemment conservatrices, ces coutumes n'ont fait que peu de place aux idées nouvelles sur le partage des dettes et, comme dans la période primitive du droit français, leur système repose sur une distinction entre les meubles et les immeubles. Le type en est la Coutume d'Anjou ; nous lui donnerons le nom de « Système angevin ».

La deuxième catégorie est celle de la plupart des coutumes du Centre et de l'Est. A l'inverse des précédentes elles ont été, quant à la théorie de la contribution aux dettes, profondément transformées. Tous les héritiers, à quelques biens qu'ils succèdent, y sont confondus en une seule masse pour le partage du passif. C'est le système de la Coutume de Paris ; nous l'appellerons « Système parisien ».

Enfin quelques coutumes du Centre prennent pour point de départ l'origine des dettes, la ligne dont elles proviennent. La plus importante de ces coutumes est

celle d'Auvergne ; par suite, nous désignerons ce dernier système du nom de « Système auvergnat ».

Toutes les coutumes ne tranchent pas explicitement notre question ; il en est de muettes et elles sont assez nombreuses. Il s'a git dnc de rechercher quelle solution on leur appliquait, autrement dit quel était le système que l'on considérait comme formant le droit commun du royaume. A cette hypothèse d'absence de solution de la part de la coutume il faut ajouter le cas inverse, où plusieurs coutumes admettant des systèmes différents sont susceptibles d'être appliquées à une même succession, soit par suite de la situation des biens, soit en raison du domicile du *de cuius*. A laquelle faudra-t-il donner la préférence dans ce conflit ? Ce sont les questions que nous examinerons après avoir fait l'exposé des trois systèmes que nous avons indiqués.

I. — Système angevin.

§ 1. — Notion générale et origines.

Le système angevin a pour base, avons-nous dit, une distinction entre les meubles et les immeubles. Soumises à des règles successorales différentes, ces deux catégories de biens n'étaient pas toujours attribuées aux mêmes héritiers. Tandis que les meubles et les acquêts allaient au parent le plus proche, les biens propres lui étaient souvent enlevés par l'application des règles : « propres ne remontent » et *paterna paternis*. La Coutume d'Anjou et

celles qui adoptent le même principe de répartition du passif, décident que les dettes mobilières seront supportées par les seuls héritiers aux meubles ; quant aux dettes immobilières, elles se partagent entre tous les héritiers au prorata de leur émolument.

Toutes les coutumes qui admettent ce système sont situées à l'Ouest ou au Nord de la France : Anjou (art. 237) ; Maine (art. 254) ; Touraine (art. 268) ; Blois (art. 242) ; Poitou (art. 291) ; Loudunois (tit. XXVII, art. 14) ; Saintonge (tit. IX, art. 82) ; Bretagne (art. 552) ; Senlis (art. 141) ; Clermont-en-Argonne (tit. VIII, art. 13) ; Ponthieu (tit. II, art. 56) ; Amiens (art. 80) ; Artois (art. 187) ; Boulenois (art. 122). Il ne faudrait pas croire cependant que le système angevin ait été universel dans la région du Nord et de l'Ouest. Au milieu des coutumes que nous avons citées, on en rencontrait qui admettaient d'autres principes de partage des dettes, par exemple : Douai (chap. 1^{er}, art. 14). Mais c'étaient des exceptions et de plus, elles étaient de droit récent. Ainsi la coutume du bailliage et de la châtellenie de Douai (tit. II, art. 21) admet encore le système angevin ; c'est seulement en 1627, dans la coutume de la ville et échevinage de Douai qu'il se trouve écarté.

L'origine de ce système est aisée à découvrir : ce n'est qu'une atténuation de celui du droit primitif. Les meubles continuent à être le siège principal des dettes, mais cependant les immeubles n'en sont plus complètement affranchis ; ils supportent celles qui sont de la même

nature qu'eux : les dettes immobilières. Pourquoi ce changement est-il survenu ? C'est certainement un sentiment d'équité qui s'est fait jour. Il a paru injuste que l'héritier aux meubles soit privé peut-être de tout actif, alors que l'héritier aux immeubles gardait sa part libre de toute charge. Nous avons dit (1) pourquoi ce sentiment ne pouvait se trouver froissé dans la période primitive. Mais depuis le XIII^e siècle, les choses avaient changé, les dettes immobilières étaient devenues très fréquentes par suite de l'apparition des rentes constituées que l'on considérait comme ayant ce caractère. Les causes qui ont amené le développement du contrat de constitution de rente ont été signalées par de nombreux auteurs : prohibition du prêt à intérêt qui obligeait à employer ce détour, difficulté d'effectuer le placement des capitaux mobiliers par suite de l'absence d'industries, de sorte qu'au lieu de stipuler (comme prix de vente, par exemple) une somme à payer une fois, on se faisait promettre une rente. Cette cause de transformation du système primitif de contribution est constatée par Pothier : « Cet ancien droit de faire porter au mobilier les dettes du défunt a été restreint aux dettes mobilières ; on n'en connaissait guère autrefois d'autres, les rentes constituées étant, comme chacun sait, d'invention moderne » (2).

Ainsi, le système angevin n'est autre chose que le

(1) V. *suprà*, p. 47 et suiv.

(2) *Successions*, chap. V, art. II, § 1.

système primitif à peine modifié, mis au courant des progrès de la pratique. Une espèce nouvelle de dettes ayant pris une importance imprévue, on se préoccupa du sort à leur faire dans les successions, et l'on conclut que pour être équitable, il fallait établir une corrélation entre le partage de l'actif et celui du passif. Les héritiers aux meubles supportaient le passif mobilier, les héritiers aux immeubles avaient été affranchis de tout passif immobilier parce que les dettes immobilières étaient à peu près nulles ; celles-ci ayant acquis une grande importance, il était juste que les héritiers aux immeubles en payassent au moins une partie. Logiquement même, ils auraient dû les payer toutes puisque les successeurs aux meubles payaient toutes les dettes mobilières, mais on n'osa pas aller jusque-là ; cela eût semblé sacrifier la propriété foncière. On se contenta donc de les faire contribuer tous à proportion de leur émolument.

Il y a loin de là à la transformation profonde que nous constaterons dans d'autres coutumes. Aussi bien, sommes-nous en présence des régions les plus attachées aux vieilles traditions nationales. Nous avons déjà pu constater au ^{xiii}^e siècle que la saisie des immeubles y était impossible tandis qu'ailleurs elle était admise ; nous trouvons ici un nouvel exemple de cet esprit de conservation particulier à ces provinces.

Dans la faible mesure où il y eut innovation, elle n'est pas l'œuvre des rédacteurs des coutumes ; ils n'ont fait que la constater. En effet, sans qu'il soit possible de

préciser exactement la date du changement qui ne fut pas d'ailleurs la même dans toutes les régions où s'appliqua le système angevin, on peut cependant affirmer qu'il se produisit vers la fin du xv^e siècle. Au commencement de ce siècle la règle primitive paraît encore en vigueur ainsi qu'en témoigne, comme nous l'avons vu, la Coutume d'Anjou de 1411 qui décide que, pour s'affranchir des dettes de la communauté, la femme n'a qu'à renoncer aux meubles. L'obligation de renoncer même aux conquêts existait, au contraire, dans la région de Paris dès la fin du xiii^e siècle d'après un arrêt du Parlement de Paris de 1291 (1). Au début du xvi^e siècle, le système angevin est en vigueur, ainsi que nous le verrons, dans presque toute l'étendue de la France. Au milieu du même siècle, il disparaît dans l'Est et le Centre et ne subsiste que dans les coutumes du Nord et de l'Ouest. Il est permis de supposer qu'il n'est pas originaire de ces dernières régions, mais qu'il y a été importé après avoir pris naissance dans les provinces du Centre plus progressives, qui l'écartèrent d'ailleurs les premières au profit d'un système plus égalitaire.

Quoi qu'il en soit, le système angevin est un produit de la pratique ; les coutumes innovèrent si peu qu'elles reproduisirent les expressions usitées depuis les origines. Beaucoup obligent l'héritier aux meubles à payer « toutes les dettes » sans distinction. Cependant il n'y

(1) Boutaric, *Actes du Parlement de Paris*, n° 567.

avait aucun doute ; pour tous les commentateurs, il s'agit uniquement des dettes mobilières.

§ 2. — Application du principe.

Le principe du système angevin ne laissait pas de soulever de nombreuses difficultés. Les coutumes, en effet, sont très brèves sur la question ; souvent même leur rédaction se ressent du droit antérieur dont elles ont gardé, comme nous venons de le voir, la terminologie. Aussi les commentateurs et la jurisprudence ont-ils eu à dégager les conséquences du nouveau principe qu'elles constataient.

Ces difficultés peuvent se ramener à trois ordres d'idées : *a)* partage des dettes entre les héritiers aux meubles et les héritiers aux immeubles ; *b)* partage entre les deux lignes paternelle et maternelle et entre héritiers de même ligne ; *c)* partage des charges proprement dites.

a) Entre les héritiers aux meubles et les héritiers aux immeubles, nous savons quel est le mode de répartition, puisqu'il est la base même du système. Après avoir déterminé la part d'actif revenant à chacun, on sépare les dettes en deux groupes : les dettes mobilières qui sont mises à la charge des seuls héritiers aux meubles, et les dettes immobilières qui sont réparties entre ces derniers et les héritiers aux immeubles proportionnellement aux parts héréditaires. Il est à remarquer, en effet que, bien qu'ils supportent toutes les dettes mobilières, les héritiers aux meubles ne sont pas pour cela affranchis de

leur part de dettes immobilières. C'est ce que dit très nettement Pothier : « Quoique dans ces coutumes l'héritier au mobilier soit seul tenu des dettes mobilières, il ne laisse pas d'être tenu des rentes de la succession » (1).

Mais comment calculer la part qui revient aux héritiers aux meubles ? S'agit-il de tout l'actif qu'ils recueillent ou seulement de ce qui reste après paiement des dettes mobilières ? La première solution eût abouti à une inégalité choquante ; elle se fût, sans doute, rapprochée beaucoup de celle qui était admise dans l'ancien droit, mais elle n'eût pas donné une satisfaction suffisante aux motifs qui avaient fait modifier le vieux système de répartition ; elle fut donc rejetée et l'on adopta la deuxième, beaucoup plus équitable (2). Soit, par exemple, une succession dont l'actif se compose de 100.000 livres de biens immeubles et de 50.000 livres en argent ou objets mobiliers ; il y a 25.000 livres de dettes mobilières et une rente évaluée à 20.000 livres. Les héritiers aux meubles devront payer d'abord la totalité des 25.000 livres de dettes mobilières, de sorte qu'il ne leur restera que 25.000 livres d'actif. Les héritiers aux immeubles recueillant 100.000 livres, c'est-à-dire quatre fois plus, auront à leur charge les $\frac{4}{5}$ de la rente et l'héritier aux meubles, $\frac{1}{5}$ seulement.

(1) *Successions*, chap. v, art. 2, § 4.

(2) Pothier, *Successions*, *loc. cit.* « L'héritier au mobilier ne laisse pas d'être tenu des rentes de la succession à proportion de ce qu'il amende en la succession, c'est-à-dire de ce qu'il lui reste de mobilier, déduction faite des dettes mobilières et de tout ce qui doit s'acquitter sur le mobilier. »

Il peut se faire que les dettes mobilières soient suffisantes à elles seules pour absorber tout l'actif mobilier, et même qu'elles lui soient supérieures. On doit alors se demander si les héritiers aux meubles devront payer le surplus sur leurs biens personnels ou si l'on pourra s'adresser aux héritiers aux immeubles. Sur ce point, il y avait controverse. Certains auteurs soutenaient, ainsi qu'en témoignent Ferrière et Pothier (1), que les héritiers aux meubles étaient tenus *ultra vires*. En ce sens on pouvait invoquer la tradition, le droit français primitif affranchissant complètement des dettes les héritiers aux immeubles, et aussi « la disposition indéfinie et sans restriction de la coutume » (2). Enfin, cela était plus logique étant donnée l'opinion de nombreux auteurs qui voyaient dans la succession aux meubles et la succession aux immeubles, non pas deux parties d'une même succession, mais deux successions différentes, étrangères l'une à l'autre (3).

Cependant la majorité des auteurs rejetait cette solution ; ils s'appuyaient sur des arguments de bon sens et d'équité. Pothier est particulièrement énergique dans sa réfutation : « J'aurais de la peine à être de ce sentiment qui me paraît contraire aux premières notions naturelles ; suivant ces notions, les biens, de quelque espèce

(1) Ferrière, *Coutume de Paris*, art. 334, glose 2 ; Pothier, *Successions*, V, II, 4.

(2) Auroux des Pommiers, *Coutume de Bou bonnais*, art. 316.

(3) Voyez par exemple Lebrun, *Successions*, IV, II, 3, 4.

qu'ils soient, les biens propres comme les biens nobles, doivent être tenus des dettes, *bona non intelliguntur nisi deducto ære alieno*. Ils en doivent être tenus au moins subsidiairement les uns aux autres..., il serait absurde qu'ils n'en fussent pas au moins tenus de cette manière et que les dettes d'un défunt fussent payées en partie sur le propre bien d'un de ses héritiers pendant qu'il y aurait dans les biens de sa succession de quoi les payer. » C'était la solution des principaux commentateurs (1).

Il suffit de citer un exemple pour montrer combien Pothier a raison de qualifier d'absurde l'obligation *ultra vires mobilium*. Une personne laisse 100.000 livres d'immeubles propres, 10.000 livres de meubles et 20.000 livres de dettes, toutes mobilières. Il y a deux héritiers succédant l'un aux meubles, l'autre aux propres. Si l'on admet l'obligation *ultra vires mobilium*, le premier, non seulement ne gardera rien de la succession, mais perdra 10.000 livres sur ses propres biens tandis que le second recueillera ses 100.000 livres d'immeubles francs et quittes. Une telle conséquence eût pu paraître satisfaisante aux origines ; au xvi^e siècle et dans la suite, elle heurtait trop le sentiment d'équité pour pouvoir se maintenir.

(1) Chopin, *Coutume d'Anjou*, liv. III, p. 287, n° 3 ; Pocquet de Livonnière, *Coutume d'Anjou*, art. 268 ; Dufresne, *Coutume d'Amiens*, *Coutumier de Picardie*, p. 150. — Cependant Auroux des Pomiers, sur la *Coutume de Bourbonnais* (art. 316) fait observer qu'il serait prudent, pour éviter toute difficulté, que l'héritier aux meubles acceptât bénéficiairement.

Il ne semble pas toutefois qu'il y ait eu là un avantage bien appréciable pour l'héritier aux meubles. En effet, pour pouvoir limiter son obligation à son émolument, il devait faire inventaire du mobilier (1), faute de quoi, ne pouvant en prouver la consistance, on aurait présumé cet actif mobilier suffisant pour acquitter les dettes mobilières et l'héritier se serait vu contraint à les payer toutes. Il était donc seulement dispensé de demander au roi les lettres patentes requises pour l'acceptation bénéficiaire.

b) Pour le partage entre la ligne paternelle et la ligne maternelle, il faut distinguer plusieurs hypothèses.

Supposons, tout d'abord, que la succession renferme des acquêts et que les deux lignes sont représentées par des héritiers à égal degré, un dans chaque ligne, par exemple. Le partage des meubles et acquêts va se faire par moitié entre les deux lignes ; il en sera de même des dettes mobilières. Quant aux propres, chaque ligne recueillera ceux qui proviennent d'elle-même, quelque inégales que soient les parts ainsi obtenues. Les dettes immobilières se diviseront par moitié entre les deux lignes, sans avoir égard à la quantité de propres qui reviennent à chacune d'elles, ni à l'origine de ces dettes (2). Ce partage par moitié aura lieu quel que soit le nombre des héritiers, fût-il beaucoup plus élevé dans

(1) Dufresne, *loc. cit.*

(2) Pocquet de Livonnière, *Coutume d'Anjou*, art. 268 ; Lebrun, *Successions*, IV, II, 3, 10.

une ligne que dans l'autre. Ainsi, le *de cujus* laisse pour héritiers deux neveux, l'un du côté paternel, l'autre du côté maternel. La succession comprend 10.000 livres de meubles et 50.000 d'acquêts, plus 20.000 livres de propres paternels et seulement 5.000 de propres maternels. Il y a 5.000 livres de dettes mobilières et une rente évaluée à 20.000 livres. Le neveu paternel recueillera la moitié des meubles, soit 5.000 livres, la moitié des acquêts, soit 25.000 livres et la totalité des 20.000 livres de propres de sa ligne. Le neveu maternel aura 5.000 livres de meubles, 25.000 d'acquêts et 5.000 de propres puisqu'il n'y en a que pour cette valeur dans sa ligne. Néanmoins chacun d'eux aura à sa charge la même part du passif, c'est-à-dire la moitié des dettes mobilières, 2.500 livres et la moitié de la rente. Il y a donc inégalité entre les lignes et c'est pourquoi Lebrun nous dit préférer le système de Paris. Même dans le pays de système angevin, cette solution n'était pas universellement admise, certains auteurs y substituaient le partage à proportion de l'émolument (1). Ceux qui soutenaient la division par moitié ne la justifiaient guère ; Pocquet de Livonnière se borne à dire qu'elle avait été « reçue par usage ».

Ce dernier commentateur envisage ensuite l'hypothèse où il y a des acquêts, mais où « les héritiers aux acquêts et propres naissants ne succèdent pas aux propres anciens

(1) Sauvageau, *Coutume de Bretagne*, art. 352 ; L. de Malicot, *Coutume du Maine*, art. 286.

parce que ceux-ci sont recueillis par des parents plus éloignés, mais représentant ceux qui les ont mis dans la famille ». Les héritiers sont donc ici à degré inégal.

Dans ce cas, Pocquet estime que tous les héritiers aux biens immeubles, acquêts ou propres doivent contribuer aux dettes immobilières « *pro modo emolumenti*, suivant la disposition de l'article 334 de la Coutume de Paris, puisqu'il n'y a rien en notre coutume qui résiste à cette proportion quant aux divers héritiers des propres anciens, des propres naissants et des acquêts pour le payement des dettes immobilières que nous appelons réelles ». Il est naturel, en effet, d'appliquer la Coutume de Paris, qui, comme nous le verrons, constituait le droit commun du royaume, toutes les fois qu'une autre coutume ne renferme rien de contraire. La décision de cette coutume est rationnelle puisque, comme le dit Pocquet lui-même, « quelle que soit l'origine des dettes, le défunt en a fait confusion en sa personne », et en même temps, c'est la plus équitable. Elle est seulement peu en harmonie avec la solution donnée dans l'hypothèse précédente où l'on pourrait cependant raisonner de même.

Enfin, il se peut que le *de cujus* ne laisse pas d'acquêts et que les meubles aient été épuisés par le paiement des dettes mobilières. Pocquet de Livonnière voudrait alors faire une distinction. Si les dettes immobilières ont été contractées par le défunt lui-même, le partage se ferait par moitié entre les héritiers paternels des propres et les héritiers maternels, quelle que soit la valeur de l'actif

recueilli par chaque ligne. Si, au contraire, elles avaient été contractées par les prédécesseurs du *de cujus*, chaque ligne devrait supporter celles qui viennent de son côté, les autres parents en étant complètement affranchis. Il en donne comme raison « qu'il n'y a que les acquêts du défunt qui puissent rendre telles dettes et charges communicables entre les héritiers des deux diverses lignes et, cessant cette espèce de communauté, en chacune des lignes il n'y a de biens pour les héritiers qu'après les charges faites déduites et acquittées ». Ce serait l'application aux dettes de la règle *paterna paternis, materna maternis*. Ce n'était pas la solution admise en pratique ; on ne faisait aucune distinction et, quelle que fût l'origine des dettes immobilières, elles se divisaient par moitié entre les deux lignes. Malgré les critiques que lui adresse Lebrun (1) au nom de l'équité, il faut reconnaître que ce mode de partage est plus conforme que celui de Pocquet à l'esprit de la Coutume d'Anjou qui ne distingue pas d'après l'origine des dettes. Le plus équitable eût été le partage à proportion de l'émolument qu'il n'eût pas été impossible de soutenir juridiquement en disant, ici encore, que, quelle que soit l'origine des dettes, le *de cujus* en a fait confusion en sa personne. On peut donc reprocher à Pocquet de Livonnière le manque de cohésion entre les diverses solutions qu'il défend.

(1) *Successions*, loc. cit., § 10.

Entre héritiers de même ligne, la contribution aux dettes de toute nature avait lieu proportionnellement aux parts héréditaires, sous réserve, bien entendu, de la règle générale que les meubles supportaient les dettes mobilières et les immeubles les dettes immobilières. Il en était de même entre plusieurs seigneurs justiciers succédant chacun aux propres situés dans sa justice.

D'après l'article 235 de la Coutume d'Anjou, seul l'héritier « propriétaire » contribuait aux dettes ; les usufruitiers en étaient donc exempts (1).

Quant à la contribution entre héritiers réservataires et légataires à titre universel, il existait deux opinions. Les uns voulaient que celui qui recueillait les meubles, les acquêts et le tiers des propres, par conséquent tout le disponible, acquittât toutes les dettes, même immobilières, parce que la réserve ne devait pas pouvoir être entamée. Au contraire, la plupart des auteurs, parmi lesquels Pocquet de Livonnière, préféraient décider que le réservataire contribuerait à proportion de son émolument, en vertu de la règle *bona non dicuntur nisi deducto ære alieno*. Leur sentiment était le plus juridique, car la réserve avait pour but de protéger ceux qui en bénéficiaient contre les libéralités testamentaires et non contre les dettes du *de cuius*.

(1) « Pour tant que chacun est héritier propriétaire en ladite succession. » « Et sic excluditur usufructuarius qui ad talia debita personalia non tenetur. » Fr. Mignon, *Commentaria in consuet. duc. andegav.*, art. 235.

c) Les coutumes qui adoptent le système angevin mettent à la charge de l'héritier aux meubles les frais funéraires et les frais d'exécution du testament. Pour le paiement des legs, d'Argentré estime qu'on ne doit pas appliquer la même règle de répartition que pour les dettes. Il fait observer que la coutume n'a statué qu'au regard des dettes, qu'en ce qui concerne les legs qui n'ont jamais été dettes du *de cuius* mais prennent naissance en la personne des héritiers, il faut interpréter la volonté du défunt. Sans doute, celui-ci aurait pu mettre expressément les legs mobiliers à la charge de l'héritier aux meubles, mais s'il n'en a rien fait, on doit présumer qu'ayant une égale affection pour tous ses héritiers, il n'a pas voulu en favoriser un au détriment des autres, et que, par conséquent, chacun d'eux, qu'il succède aux meubles ou aux immeubles, doit payer les legs en proportion de l'émolument. Même dans le cas où les héritiers sont de différentes lignes, le partage des legs se fera entre elles comme entre héritiers de même ligne, à proportion de l'émolument et non pas par moitié, ce qui serait injuste, ainsi qu'il le démontre par un exemple. Supposons que le père, successeur aux meubles, recueille 4, le frère, héritier aux immeubles 8, et que les legs s'élèvent à 8. Si nous admettons que les héritiers sont tenus également, le père paiera 4, de sorte que toute sa part sera absorbée, et le frère paiera également 4, donc la moitié seulement de sa part héréditaire. Si, au contraire, ils partagent les charges à proportion de l'émolument, le

frère paiera les deux tiers et le père un tiers seulement, de sorte qu'il ne perdra pas tout son actif (1).

L'opinion de d'Argentré était repoussée par la plus grande partie des auteurs. D'après eux, la coutume ne faisant pas de distinction, il fallait s'en tenir à la règle adoptée pour les dettes. Par conséquent l'héritier aux meubles devait payer tous les legs mobiliers, sa part entière dût-elle ainsi être absorbée par les légataires (2).

§ 3. — Critique du système angevin.

Par les diverses solutions que donnait le système angevin dans les hypothèses variées que nous avons examinées, on voit que, dans l'ensemble, il diffère peu de celui des origines dont nous avons constaté la survivance, encore au ^{xiii}^e siècle, dans les régions du Nord et de l'Ouest. Les changements ont porté sur deux points. D'abord on a admis que les immeubles seraient chargés des dettes de même nature ; ensuite qu'ils seraient même tenus subsidiairement des dettes et charges mobilières après épuisement de l'actif mobilier. Mais si l'on songe que les dettes immobilières étaient très rares aux origines puisque les rentes constituées n'existaient pas encore, on peut dire que c'est le système primitif mis au courant de la pratique nouvelle. C'est un mode semblable de contribution qui fonctionnait, nous l'avons vu, dès le ^{xiii}^e siècle dans le Centre et l'Est de la France où les immeubles

(1) D'Argentré, *Coutume de Bretagne*, art. 219, glose 8.

(2) Pocquet de Livonnière, *Coutume d'Anjou*, art. 262.

répondaient des dettes subsidiairement aux meubles, on y a seulement ajouté, par suite de l'apparition des rentes constituées, la règle que les immeubles supporteraient les dettes immobilières concurremment avec les meubles. Mais tandis que, dans l'Ouest et le Nord, on s'en tenait là, dans le reste de la France, on fit un pas de plus vers l'égalité de contribution des meubles et des immeubles.

Il n'est pas difficile de découvrir où est l'imperfection du système angevin. L'égalité qu'il semble établir entre les héritiers aux meubles et les héritiers aux immeubles n'est qu'apparente. Il était loin d'y avoir, en fait, égalité de proportion entre les meubles et les dettes mobilières d'une part, les immeubles et les dettes immobilières d'autre part (1). L'actif mobilier était presque toujours très faible, les fortunes consistant surtout en immeubles, tandis que les dettes mobilières pouvaient être considérables. Suivant la composition du patrimoine du *de cuius*, les uns ou les autres des héritiers se trouvaient sacrifiés.

Malgré cet inconvénient, le système angevin n'était pas sans avantages. Il était simple parce qu'il permettait de connaître aisément, sans aucune ventilation (2), ce que chaque successeur devait supporter des charges. Mais

(1) C'est d'une vue aussi superficielle qu'est parti le Code civil lorsqu'il a cru établir la proportionnalité entre l'actif et le passif de la communauté en y faisant entrer les dettes mobilières en même temps que les biens meubles (art. 1409-1^o).

(2) Sauf entre héritiers aux mêmes biens qui contribuaient à proportion de l'émolument.

surtout il avait l'utilité de conserver dans la plus large mesure les terres dans les familles, ce qui était vu avec faveur malgré la décadence de la féodalité, en raison des idées nobiliaires qui n'avaient fait que croître. Aussi avait-il ses partisans convaincus, non seulement dans les régions où il était en vigueur, mais dans toute la France, et Lamoignon l'avait adopté dans ses « Arrestés » (1).

§ 4. — Système voisin de celui d'Anjou.

On peut rattacher au système angevin celui de certaines coutumes qui font supporter les dettes mobilières par les meubles et acquêts et non par les meubles seuls. Il était en vigueur dans les Coutumes de Melun (art. 268). Bourbonnais (art. 316), Valois (tit. VII, art. 79). C'est un système transactionnel en quelque sorte, entre le précédent et celui de la Coutume de Paris, puisqu'il applique aux propres le système angevin, aux acquêts, celui de Paris. Mais par son principe qui est une distinction basée sur la nature des biens, il se rattache plutôt au premier.

Il semblerait même qu'il se confonde avec lui puisque, les meubles et acquêts étant généralement attribués aux mêmes héritiers, ce sont toujours les mêmes personnes qui auront à payer les dettes mobilières. Cependant, même en laissant de côté les coutumes qui appliquent aux acquêts les règles des propres, il y a entre ce système et celui d'Anjou des différences importantes. Ainsi, sup-

(1) Titre XLV.

posons d'abord qu'il y a un légataire universel des acquêts. Dans la Coutume d'Anjou il ne contribuera pas aux dettes mobilières, puisqu'il ne succède qu'à des immeubles ; au contraire, dans celle de Bourbonnais, il en sera tenu proportionnellement à son émolument, avec l'héritier aux meubles. La même différence se retrouvera toutes les fois que les acquêts seront séparés des meubles dans la dévolution de la succession.

Si le paiement des dettes mobilières absorbe tous les biens meubles, le surplus sera acquitté, dans la Coutume d'Anjou, par l'ensemble des immeubles, de sorte que les héritiers aux propres y contribueront avec ceux des meubles et acquêts, tandis que dans celle de Bourbonnais, les propres ne seront atteints qu'après épuisement complet des meubles et acquêts.

Ainsi, tandis que la Coutume d'Anjou vise à la protection des immeubles en général, celle de Bourbonnais et les autres semblables cherchent surtout à défendre les propres, les biens patrimoniaux. Elles obtiennent ainsi, dans une certaine mesure, à l'égard des dettes, le même effet que la réserve à l'égard des libéralités.

II. — Système parisien.

La majorité des coutumes rédigées n'admettaient pas le système angevin. C'était le cas de la Coutume de Paris, du moins après sa réformation en 1580 (art. 332 et 334). Rejetant toute distinction basée soit sur

l'origine des dettes, soit sur leur nature, elles décidaient que les dettes se partageraient entre les héritiers proportionnellement à leur émolument. Cela n'avait pas été admis sans difficultés et le système angevin avait eu longtemps ses partisans, même après les premières rédactions. Comment fut-il définitivement écarté dans la plus grande partie de la France ? C'est ce qu'il faut d'abord rechercher. Nous examinerons ensuite les principales difficultés d'application que soulevait le système parisien. Enfin nous en ferons l'examen critique en le comparant au système angevin.

§ 1. — Le principe du système parisien et ses origines.

Le principe du système parisien c'est, avons-nous dit, que tous les héritiers contribuent aux dettes « à proportion de leur émolument ». Cette expression employée couramment par les auteurs demande une explication. Si on la prenait à la lettre elle semblerait dire que tout l'actif recueilli à quelque titre que ce soit, par un héritier, doit entrer en ligne de compte pour le calcul de sa part de dettes. Rien ne serait plus inexact. Supposons qu'un héritier ou un légataire universel soit en même temps bénéficiaire d'un legs particulier. Ce dernier avantage fait partie de son émolument et cependant il est hors de doute qu'il ne doit pas contribuer aux dettes. Nous avons vu, en effet, que les successeurs universels seuls étaient tenus des dettes et qu'il en était tout autrement des successeurs à titre particulier. Ce point est hors de doute et

ne soulevait aucune difficulté. Si les auteurs emploient cette expression inexacte, c'est qu'ils ont voulu éviter de se servir de celle de « parts héréditaires », qui était celle du droit romain, parce que l'on ne peut s'exprimer ainsi qu'à l'égard de cohéritiers à la même succession, tandis qu'en droit coutumier il y a deux successions : l'une aux meubles et acquêts et l'autre aux propres (1). Pour eux, le partage d'après les parts héréditaires eût entraîné la division du passif par moitié entre les héritiers aux meubles et acquêts et les héritiers aux propres (2). C'est dans le même sens qu'il faut entendre les termes de l'article 334 de la Coutume de Paris : « Et quand ils succèdent, les uns aux meubles, acquêts et conquests, les autres aux propres, ou qu'ils sont donataires ou légataires universels, ils sont tenus entre eux contribuer au paiement des debtes chacun pour telle part et portion qu'ils en amendent » ; il faut sous-entendre : à titre d'héritier ou de successeur universel.

Ce qui est essentiel dans le système parisien et qui le différencie nettement de tous les autres systèmes de contribution, c'est qu'il ne fait aucune distinction entre les héritiers, quelle que soit la nature des biens auxquels ils succèdent, quelle que soit aussi la ligne dont ils proviennent ; tous contribuent à toutes les dettes. Soit une succession renfermant 200.000 livres d'immeubles propres et 50.000 livres en argent ou en biens meubles. Comme

(1) Lebrun, *Successions*, liv. IV, ch. II, sect. III, § 1.

(2) Ferrière, *Coutume de Paris*, art. 334, glose 2.

passif, il y a seulement une dette mobilière de 20.000 livres. Les héritiers aux propres recevant les $\frac{4}{5}$ de l'actif paieront aussi les $\frac{4}{5}$ du passif, c'est-à-dire 16.000 livres, et les héritiers aux meubles succédant à $\frac{1}{5}$ devront acquitter $\frac{1}{5}$ des dettes, soit 4.000 livres seulement. Le privilège accordé aux immeubles par le droit primitif, déjà atténué par le système angevin, disparaît complètement dans le système parisien qui établit l'égalité absolue entre tous les héritiers.

Le système angevin tenant ainsi le milieu entre le très ancien droit et celui de la Nouvelle Coutume de Paris, il n'est pas étonnant que nous constatons qu'il a été la phase intermédiaire par laquelle sont passées les coutumes qui devaient adopter le système parisien et c'est ce que nous disent, en effet, de nombreux auteurs (1). Mais tandis que, comme nous l'avons vu, les Coutumes du Nord et de l'Ouest s'en tenaient là jusqu'à la Révolution, celles du Centre et de l'Est, animées d'un esprit plus progressif, allaient jusqu'au bout dans la voie nouvelle où elles s'étaient engagées, c'est-à-dire jusqu'à la suppression de toute distinction entre les héritiers.

A quelle époque se produisit le changement ? Pour la Coutume de Paris, on peut s'en rendre compte exactement en rapprochant le texte de l'article 150 de l'ancienne coutume de celui des articles 332 et 334 de la nouvelle. L'article 150 de l'ancienne coutume rédigée en 1510 était

(1) Gui Coquille, *Coutumes de Nivernais*, tit. XXXIX, art. 4 ; Ferrière, *Coutume de Paris*, art. 332, etc.

ainsi conçu : « Les héritiers d'aucun défunt en pareil degré, tant en meubles que immeubles, sont tenus personnellement de payer et acquitter les debtes de celui dont ils sont héritiers, chacun pour telle part et portion qu'ils sont héritiers d'iceluy défunt. » La jurisprudence considérait cet article comme ne visant que l'obligation aux dettes, les rapports des héritiers avec les créanciers et c'est bien en effet ce qui semblait résulter des mots « sont tenus personnellement de payer.. ». La question des rapports des cohéritiers entre eux restait donc douteuse. Elle fut tranchée définitivement, nous dit Gui Coquille, par un arrêt du Parlement de Paris du 17 mars 1550. Jusque-là on avait hésité entre le système angevin et le partage à proportion de l'émolument. Lors de la réformation de la coutume en 1580, on ajouta à l'article 332 qui réglait la question de l'obligation à peu près dans les mêmes termes que l'ancien article 150, une disposition nouvelle, celle de l'article 334, dont les termes précis : « ils sont tenus entre eux contribuer au payement des dettes... » supprimaient toute controverse.

Mais plusieurs coutumes avaient déjà consacré cette solution lors de leur première rédaction ; c'est donc au début du xvi^e siècle et même à la fin du xv^e que remonte le système parisien, bien que la Coutume de Paris ne l'ait définitivement adopté que dans sa deuxième rédaction.

Il était d'application générale dans le Centre et l'Est de la France, ainsi dans les coutumes d'Auxerre (art. 246),

Berry (tit. IX, art. 32) ; Bourgogne (chap. VII, art. 12) ; Châlons (tit. XII, art. 90) ; Châteauneuf-en-Thimerais (art. 129) ; Chaumont-en-Bassigny (tit. I^{er}, art. 8) ; Chaulny (tit. XI, art. 63) ; Dourdan (art. 58) ; Etampes (art. 123) ; Laon (tit. VIII, art. 83) ; Orléans (art. 360) ; Reims (art. 301) ; Troyes (art. 111). Il faut y ajouter quelques coutumes du Nord telles que Douai (ville et échevinage, tit. I^{er}, art. 14).

Quant aux influences auxquelles il faut attribuer l'évolution de ces coutumes, elles sont multiples ; mais les principales sont la nécessité d'harmoniser la contribution aux dettes avec des institutions voisines, des considération d'équité et la tendance à se conformer au droit romain.

Tout d'abord, l'égalité de traitement entre les divers héritiers s'imposait comme corollaire de l'égalité établie entre les meubles et les immeubles relativement à la saisie. Nous avons vu le rapport étroit qui existait entre la théorie de la saisie et celle de la contribution aux dettes. Dès que l'on cesse de protéger les immeubles entre les mains du débiteur, on doit, logiquement, leur retirer la même protection entre celles de ses héritiers. La mort du *de cujus* ne doit pas avoir pour effet de restreindre le gage de ses créanciers. Il est vrai que l'on avait maintenu longtemps encore après la disparition de l'insaisissabilité des immeubles, un privilège qui consistait en ce qu'ils ne pouvaient être saisis qu'après l'épuisement du mobilier, et c'est pourquoi le système angevin ne faisait con-

tribuer aux dettes mobilières les héritiers aux immeubles que subsidiairement aux héritiers aux meubles. Mais, depuis 1539, ce privilège n'existait plus et c'est ce qui triompha des dernières résistances que rencontrait le système nouveau. Nous avons dit cependant que beaucoup de coutumes l'avaient adopté plusieurs années avant l'ordonnance de 1539 ; là, par conséquent, la théorie de la contribution était en avance sur celle de la saisie. Mais, ici, interviennent les deux autres influences que nous avons signalées.

Les considérations d'équité auraient pu suffire à elles seules pour justifier le système parisien. Le système angevin constituait déjà sur ce point une amélioration sensible par rapport à celui du droit primitif, lequel ne s'expliquait que par un état social maintenant disparu. Mais les inégalités entre héritiers, bien qu'atténuées subsistaient encore dans une large mesure. Tout dépendait de la composition du patrimoine du *de cujus*. Lorsqu'il existait une proportion à peu près égale entre l'actif et le passif mobiliers d'une part, l'actif et le passif immobiliers d'autre part, nul n'était en droit de se plaindre ; mais, bien souvent, l'équilibre était rompu. Si la balance penchait du côté de l'héritier aux meubles, si l'actif mobilier était considérable et le passif de même nature, minime, cet héritier n'en tirait guère avantage lorsque les dettes immobilières étaient nombreuses car, sa part d'actif étant élevée, la part de passif immobilier qu'il avait à supporter se trouvait grossie en proportion. Était-ce

l'hypothèse inverse, beaucoup de passif mobilier et peu ou pas de dettes immobilières ; l'héritier aux propres ne venait pas décharger son cohéritier d'une partie quelconque du passif mobilier à moins qu'il n'excédât l'actif, et il gardait cependant ses immeubles à peu près exempts de toute obligation. Des cas de ce genre devaient se présenter fréquemment, d'autant plus choquants que l'héritier aux meubles était bien souvent plus proche parent du *de cujus* que le lignager éloigné qui recueillait les propres. Si la justice proprement dite n'était pas violée, l'égalité que l'homme confond presque toujours avec l'équité et à laquelle il attache plus de prix qu'à la stricte justice, l'était évidemment. Respectueuses des traditions, les populations du Nord et de l'Ouest s'accommodaient de ces inégalités, mais elles devaient paraître intolérables aux Français du Centre et c'est pourquoi le nouveau système s'y développa aisément.

D'ailleurs, si les traditions germaniques et féodales étaient écartées, il en était une autre qui venait prêter son appui aux solutions égalitaires, c'était la tradition romaine. Le droit romain présentait, nous l'avons vu, un principe de contribution beaucoup plus équitable que celui du système angevin, c'était le partage en proportion des parts héréditaires. Or l'influence du droit romain n'avait pas cessé de se faire sentir sur le droit coutumier depuis sa première renaissance. Si la France ne possédait plus d'école originale de romanistes, les écrits des auteurs italiens étaient constamment cités dans les

écoles et les tribunaux. Spécialement les Parlements de Paris et de Dijon dont le ressort contenait des pays de droit écrit, avaient fréquemment l'occasion de faire l'application du droit romain et de mettre en parallèle son système de contribution avec le système coutumier. Le premier répondait trop bien aux tendances nouvelles pour ne pas s'imposer, et c'est pourquoi nous avons constaté que beaucoup de coutumes l'avaient adopté dès leur première rédaction. Vint ensuite la deuxième renaissance du droit romain qui triompha des résistances et des hésitations dans un certain nombre de coutumes et qui contribua à donner au système parisien son rang prépondérant parmi les systèmes de répartition du passif. Pour les auteurs des derniers siècles de l'ancien régime, ce sera une préoccupation constante que de faire concorder de tous points la solution nouvelle avec le droit romain, et les difficultés qu'ils auront pour cela seront plus apparentes que réelles car c'est, au fond, le droit romain que l'on applique dans le système parisien. Ainsi, ils n'auront pas de peine à démontrer que le partage à proportion de l'émolument qui est celui de la Coutume de Paris, ne diffère pas beaucoup du partage d'après les parts héréditaires qui est celui du droit romain ; la différence est surtout dans les mots et elle provient du partage de l'actif qui continue à être régi par les anciennes règles coutumières.

Le système parisien est donc bien le résultat d'une triple influence, celle de la procédure de saisie, des sentiments d'égalité et du droit romain. Si une partie

de la France coutumière lui resta réfractaire, c'est parce qu'il se heurta à l'esprit de tradition et que d'ailleurs le droit coutumier s'y trouvait moins en contact avec le droit romain.

§ 2. — Application du système parisien.

Les coutumes qui avaient adopté le système parisien, et notamment la Coutume de Paris ne faisant, comme celles de système angevin, que poser le principe, les jurisconsultes et les tribunaux eurent à trancher toutes les questions d'application et il en résulta de nombreuses controverses.

Les difficultés que nous avons examinées à propos du système angevin : obligation *ultra vires mobiliaum*, partage entre les lignes, ne se présentaient pas ici puisque la coutume ne faisait aucune distinction entre les héritiers quant au partage des dettes ; peu importait si l'héritier recueillait des immeubles ou des meubles ou s'il était de la ligne paternelle ou maternelle. Mais il y avait d'autres difficultés, d'abord celles qui se présentent nécessairement dans tout système de contribution, ensuite celles qui résultaient de ce que les règles de répartition des dettes ne correspondaient pas à celles du partage de l'actif, ces dernières étant basées sur la distinction entre les propres et les meubles et acquêts. Nous parlerons en premier lieu des dettes, et ensuite des charges proprement dites.

A. — Tout d'abord, les auteurs se demandaient com-

ment on pouvait concilier ce système de contribution avec la règle *paterna paternis, materna maternis*, d'après laquelle les biens provenant de la ligne paternelle retournaient aux parents du *de cujus* du côté de cette ligne et réciproquement, les biens provenant de la ligne maternelle étaient recueillis par les parents maternels. Elle était spéciale aux immeubles propres, mais n'aurait-elle pas dû s'appliquer aussi aux dettes immobilières qui étaient susceptibles de prestations répétées pendant une longue durée puisqu'il s'agissait surtout de rentes ? La coutume ne faisant aucune distinction entre les dettes, on donnait la solution négative que l'on justifiait en disant que, quoique venue du père ou de la mère, la dette avait été contractée par le fils en acceptant la succession (1).

De cette différence entre le partage de l'actif et la contribution aux dettes résultaient les conséquences suivantes : 1° si une personne laisse un immeuble qu'elle a acheté, mais dont elle n'a pas payé le prix, il sera attribué à l'héritier aux meubles et acquêts, et néanmoins, l'héritier aux propres devra contribuer à l'acquittement du prix proportionnellement à son émolument. « Il suffit que le défunt ait laissé cette dette dans sa succession pour que tous ses héritiers en soient tenus » (2) ; 2° à l'inverse, si des dépenses non encore soldées ont été

(1) Lebrun, *Successions*, IV, II, 3, §§ 30 et suiv. ; Bourjon, *Droit commun de la France*, tit. XVII, 4^e partie, chap. ix.

(2) Pothier, *Successions*, V, 1, § 1 ; Ferrière, *Coutume de Paris*, art. 334, glose 1.

faites par le *de cujus* sur un propre, l'héritier aux meubles et acquêts devra y contribuer, bien qu'il n'ait aucune part dans ce propre. La règle *impensæ sunt onera fructuum* ne saurait s'appliquer ici, dit Pothier, parce que « c'est la même personne qui a recueilli les fruits et qui en a fait faire les façons, car l'héritier qui les a recueillis est censé la même personne que le défunt qui les a fait faire ».

Comment connaître, en fait, la part de dettes que doivent supporter les héritiers aux meubles et acquêts et les héritiers aux propres ? Dans le système angevin la question ne se posait que pour les dettes immobilières, puisque c'étaient les seules qu'il y eût à répartir entre tous les héritiers. Ici, au contraire, elle se pose nécessairement dans tous les cas. Certaines coutumes prévoient expressément cette question ; elles décident que l'on fera une ventilation de la part qui revient à chacun (1) ; il suffira ensuite de la comparer à la valeur totale de la succession. Dans les coutumes muettes, on employait le même procédé qui était, en effet, inévitable.

Si le principe est que tous les héritiers contribuent aux dettes quelle qu'en soit l'origine, encore faut-il qu'il n'y ait pas eu fraude. Ainsi, dans le cas où le *de cujus* aurait, au dernier moment, contracté une forte dette dans le but d'avantager ses héritiers aux meubles, la preuve de cette

(1) Berry, Auxerre.

fraude étant faite, ces derniers seuls supporteraient cette dette (1).

Dans le cas où, parmi les héritiers il y en avait qui succédaient par représentation, ils contribuaient aux dettes pour la même part qu'eût supportée le représenté et la répartition de cette part se faisait entre eux conformément au principe général, à proportion de leur émolument (2).

Le privilège de masculinité soulevait la question de savoir dans quelle mesure devait contribuer aux dettes l'héritier mâle qui en bénéficiait. On sait en quoi consistait ce privilège : les femmes qui, originairement, étaient complètement exclues de la succession aux biens nobles, y étaient depuis longtemps appelées, à l'époque de la rédaction des coutumes, mais, en ligne collatérale, à degré égal, l'homme l'emportait sur la femme. Il s'agissait donc de savoir si l'héritier mâle ainsi préféré contribuerait aux dettes seulement en proportion de sa part dans les biens roturiers, ou bien en proportion de tout ce qu'il recueillait, y compris les biens nobles. Dumoulin avait admis la première solution, et on aurait pu la soutenir encore au xvi^e siècle, en raisonnant comme dans une question voisine, celle du droit d'aînesse. La coutume de Paris (art. 335) résout le problème en sens contraire ; chacun paie en proportion de son émolument (3). Lebrun, tout en constatant que la Coutume de

(1) Ferrière, *loc. cit.*

(2) Ferrière, *Coutume de Paris*, art. 332.

(3) *Coutume de Paris*, art. 335 : « En succession collatérale,

Paris semble ainsi faire de la succession aux fiefs une universalité, alors qu'elle considère le legs de tous les fiefs comme un legs particulier, dit qu'elle a voulu ainsi « récompenser la femme de cette exclusion par cette manière de partager les dettes passives » (1).

Lorsqu'un héritier ne recueille qu'une part en usufruit, comment se règle sa contribution aux dettes ? La question était controversée. Certains auteurs, partant de l'idée que le capital de la dette incombe au nu propriétaire et les revenus à l'usufruitier, voulaient que ce dernier fit l'avance de la somme représentée par les dettes, sauf l'obligation pour le nu propriétaire d'en effectuer le remboursement aux héritiers de l'usufruitier à la cessation de l'usufruit ; ou bien encore, ce qui conduisait au même résultat, le propriétaire paierait seul les dettes, mais l'usufruitier lui servirait les intérêts de ce qu'il aurait déboursé pendant toute la durée de l'usufruit. Ce mode de contribution ne ralliait pas, du moins à la fin de l'ancien droit, la majorité des auteurs ; ils préféreraient régler une fois pour toutes, dès le début de l'usufruit, la part contributoire de chacun. Seulement, dans l'application de cette idée, il y avait encore des divergences. Quelques-uns fixaient uniformément la part de l'usufruitier à un tiers du passif, estimant que c'était la moyenne approximative du rapport entre l'usufruit et la nue propriété. La

quand il y a mâles et femelles succédans en fief et roture, chacun paye pour portion de l'émolument. »

(1) Lebrun, *Successions*, IV, II, 3, § 2.

plupart, écartant cette proportion fixe préféraient faire une estimation variable suivant les cas, de la valeur de l'usufruit (1). Pour faire cette estimation, Lebrun distinguait suivant l'âge de l'usufruitier ; s'il avait moins de 30 ans, la valeur de l'usufruit était présumée égale à la moitié de celle de la pleine propriété ; si l'usufruitier avait dépassé 30 ans, son usufruit n'était plus estimé qu'à un quart de la valeur totale de la chose.

Ces règles relatives à la contribution de l'usufruitier souffraient dans certains cas des modifications ; il en était ainsi pour le douaire de la femme ou des enfants et pour la garde noble ou bourgeoise. Le douaire nous met en présence d'un usufruitier exonéré en principe de toute charge ; nous le retrouverons au chapitre suivant. Dans la garde, au contraire, il y a un accroissement des charges qui incombent normalement à un usufruitier. La garde était un droit appartenant au survivant des père et mère (2) sur les biens d'un enfant mineur, moyennant certaines obligations, principalement l'éducation de l'enfant. Ce droit variait suivant les coutumes ; il y en avait qui donnaient au gardien la propriété des meubles du mineur ; d'autres ne lui accordaient que la jouissance des immeubles. Quelle aurait dû être sa part contributoire dans les charges de la succession qui avait donné ouver-

(1) Lebrun, I, V, 3, § 22 ; Pothier, *Successions*, chap. II, sect. 1, art. 3 ; Ferrière, *Coutume de Paris*, art. 334, glose 1, n° 10.

(2) Certaines coutumes l'étendaient aux ascendants et même aux collatéraux.

ture au droit de garde? Evidemment une part proportionnelle à la valeur des meubles ou de l'usufruit des immeubles. Or les coutumes décident que le gardien paiera toutes les dettes mobilières (1). Cela s'explique, au moins dans celles qui lui accordent la propriété des meubles, par une survivance de l'ancien droit qui mettait les dettes mobilières à la charge du successeur aux meubles (2). Aussi cette obligation avait-elle à certains égards, beaucoup plus d'étendue dans ces coutumes que dans celles qui ne donnent au gardien que la jouissance des immeubles (3).

B. — Il nous reste maintenant à examiner comment se faisait dans le système parisien la contribution aux charges proprement dites. Le principe est que les charges et spécialement les legs se répartissent entre les héritiers et autres successeurs universels, de la même manière que les dettes, donc, à proportion de l'émolument. Il y avait cependant quelques différences : « Tel est tenu aux charges qui ne l'est pas aux dettes, et tel est tenu aux dettes qui ne l'est pas aux charges », disait Lebrun.

Les frais funéraires suivent les mêmes règles de contribution que les dettes. Pour les frais d'inventaire, certains auteurs les imposaient aux seuls successeurs aux meubles ; ils estimaient cependant que les héritiers aux propres devraient contribuer aux frais de la partie de

(1) *Coutume de Paris*, art. 267.

(2) Pothier, *Garde noble et bourgeoise*, sect. III, art. 2, § 5.

(3) Pothier, *loc. cit.*

l'inventaire qui contiendrait la description des titres de leurs propres (1). Au contraire, Pothier dit que tous doivent contribuer à l'inventaire, bien qu'il ne porte que sur les meubles, parce qu'il sert à régler la contribution aux dettes qui est à faire entre tous les héritiers (2). Les frais de scellés ayant pour objet la conservation des titres aussi bien que des meubles, tous les héritiers doivent y contribuer à proportion de l'émolument. Il en est de même des frais de partage.

Les frais de procès faits par le *de cujus* sont des dettes de sa succession et les héritiers y contribuent par conséquent, conformément aux règles ordinaires. Quant à ceux qui seraient faits postérieurement à l'ouverture de la succession, les héritiers les supportent à proportion de l'émolument s'ils se sont défendus en commun ; dans le cas contraire, les frais ainsi que les condamnations qui peuvent résulter du procès, sont une charge personnelle à celui qui les a faits ou encourus (3).

Pour le paiement des legs il y a d'abord une différence essentielle avec celui des dettes, c'est que certains héritiers, bénéficiant de la réserve ou de la légitime, n'y contribueront que dans les limites de la quotité disponible. Si donc un héritier réservataire se trouve en présence d'un légataire de tout le disponible, le premier, réduit à sa réserve, sera complètement affranchi des legs. C'est en

(1) Espiard, sur Lebrun, IV, II, 3, § 1.

(2) *Successions*, V, II, § 1.

(3) Poullain du Parc, *Principes du droit français*, III, I, §.

effet, le but de la réserve, que de protéger les héritiers contre les libéralités testamentaires. Mais si tout le disponible n'a pas été légué à titre universel, comment se fera la contribution aux legs particuliers entre l'héritier et le légataire à titre universel d'une quote-part du disponible ; le premier les paiera-t-il à proportion de tout le disponible, ou seulement de ce qu'il garde au delà de sa réserve ? Empruntons un exemple à Lebrun (1). « Je suppose, dit-il, qu'un testateur, laissant pour 200.000 livres de propres paternels et pour 100.000 livres de propres maternels, ensemble pour 10.000 livres de meubles et acquêts, n'ait fait de legs particuliers que jusqu'à la valeur de 10.000 livres et ait fait un légataire universel de la moitié des meubles et acquêts et de la dixième partie de ses propres. Et je demande si les héritiers de ces propres contribueront au paiement de ces legs avec ce légataire universel pour tout ce qu'ils ont à titre de succession *ab intestat*, même pour leurs quatre quints, auquel cas, comme il y a beaucoup de propres en cette espèce, le légataire universel des meubles et acquêts contribuera de peu de chose au paiement de ces legs particuliers, ou s'ils contribueront seulement pour les biens libres, c'est-à-dire la moitié des meubles et acquêts et le dixième des propres qui leur seront restés, auquel cas il en coûtera beaucoup plus à ce légataire universel et il contribuera pour une bien plus grande somme. »

(1) *Successions*, IV, II, 4.

Les auteurs ne sont pas d'accord sur la solution de ce problème. Lebrun est d'avis que, pourvu que la réserve ne soit pas entamée, l'héritier doit payer les legs à proportion de tout son émolument, y compris la réserve. Il a donc le choix entre deux partis : s'en tenir à sa réserve et s'affranchir ainsi des legs, ou bien garder toute sa part héréditaire, en contribuant alors aux legs de la même manière qu'aux dettes. Il pense qu'il n'y a pas, en effet, de différence à établir sur ce point entre les legs et les dettes ; que si l'on objecte que le testateur ne peut disposer que de ses meubles et acquêts et du quint de ses propres, il répond que cette règle n'est établie que pour le cas où les héritiers se contentent de leurs quatre quints, sinon ils ne peuvent se prévaloir d'une faculté dont ils n'usent pas. Il ajoute qu'il en serait d'ailleurs ainsi pour toute autre charge, tel qu'un droit d'amortissement pour un legs d'immeubles fait par le testateur à l'Eglise, ou un préciput en argent dû au survivant des conjoints : « or la charge de payer les legs ne diffère point de ces autres charges, sinon dans le cas que les héritiers s'en tiennent à leurs quatre quints, ce qui n'arrive pas en l'espèce dont il s'agit. »

Pothier pense, au contraire, que « l'héritier aux propres ne doit contribuer aux legs qu'à proportion des seuls biens disponibles qu'il retient », la partie des propres qui constitue la réserve ne devant pas figurer dans le calcul de son émolument. Il justifie son opinion en disant que « les legs ne sont pas, comme les dettes, une

charge de tous les biens, mais une charge des biens disponibles seulement ». Cela résulterait des termes de l'article 292 de la Coutume de Paris et de plusieurs autres coutumes, d'après lesquelles toutes personnes peuvent tester de leurs biens meubles et acquêts et de la cinquième partie de tous les propres et non plus avant (1).

Si, au contraire, la valeur des legs dépasse celle du disponible, et il en est ainsi toutes les fois qu'il y a un légataire universel, il y aura lieu de réduire ces libéralités. Il faut alors distinguer deux hypothèses : 1^o si les legs particuliers n'absorbent pas à eux seuls, le disponible, c'est le légataire universel qui subira la réduction de son legs car il devra acquitter intégralement les legs particuliers, dût-il ne rien conserver pour lui. L'ancien droit français n'avait pas maintenu la quarte Falcidie qui, en droit romain, permettait à l'héritier institué, de garder le quart de l'actif net. Par exemple, la succession s'élève à 100.000 livres, dont 60.000 pour la réserve et 40.000 pour le disponible. Le *de cujus* a institué un légataire universel et a fait, de plus, des legs particuliers s'élevant à 30.000 livres. Les légataires particuliers recevront la totalité des biens dont ils sont gratifiés, tandis que le légataire universel sera réduit à 10.000 livres. Si les legs particuliers atteignaient 40.000 livres, le legs universel serait réduit à zéro.

2^o C'est seulement dans le cas où les legs particuliers

(1) *Successions*, V, III, § 6.

excéderaient le disponible qu'ils seraient, à leur tour, atteints par la réduction, laquelle se ferait entre eux au marc le franc (1). Il y avait cependant doute pour les legs de corps certains. Quelques auteurs pensaient qu'ils devaient être réduits comme les legs de sommes d'argent, parce que c'était la solution du droit romain pour la quarte Falcidie et, en même temps, conforme à la volonté du testateur. Mais Pothier estimait au contraire, que la propriété des corps certains légués se trouvant dès le décès du *de cujus*, transférée au légataire, celui-ci avait le droit de se faire livrer la totalité des choses qui lui appartenaient. Quant aux règles relatives à la Falcidie, elles ne sauraient s'appliquer à la réserve qui ne vise que les quatre quints des propres (2).

Les legs de corps certains soulevaient une autre difficulté. Il arrivait parfois que le testateur léguait une chose qui ne lui appartenait pas ; à qui incombait alors la charge d'acquitter ce legs de la chose d'autrui ? On faisait une distinction : 1° le testateur savait que la chose appartenait à autrui. Dans ce cas on présume qu'il a voulu obliger ses héritiers à l'acheter. Par suite, cela se résout pour eux en un legs de somme d'argent, et tous y contribueront à proportion de leur émolument ; — 2° le testateur croyait être propriétaire de l'objet légué. En principe, le legs sera alors nul. Dans les cas où il est va-

(1) Pothier, *Donations testamentaires*, n° 197.

(2) *Donations testamentaires*, nos 199 et 200.

lable (1), on présume que le testateur a eu l'intention de ne le mettre qu'à la charge de celui ou de ceux de ses héritiers qui recueillent les biens de même espèce ; ils seront donc seuls à y contribuer. Dans ce cas comme dans le précédent, on interprète la volonté du *de cujus*.

§ 3. — Critique du système parisien.

Chacun des deux systèmes de contribution que nous avons exposés et qui se partageaient presque toute la France coutumière, avait ses détracteurs et ses partisans.

Les détracteurs du système parisien faisaient remarquer qu'il entraînait la nécessité de procéder à une ventilation de l'actif de chaque héritier, ventilation souvent fort délicate, susceptible de mécontenter certains héritiers et qui, de plus, occasionnait des frais inutiles. On ajoutait que ce procédé de répartition des dettes rendait possibles les fraudes pour les personnes désireuses d'avantager un héritier au détriment des autres ; qu'il suffisait, pour obtenir ce résultat, de contracter *in extremis* un emprunt considérable, pour diminuer la part d'actif qui devait revenir aux héritiers aux propres, chose impossible avec le système angevin. Enfin et surtout, on reprochait au système parisien de ne pas protéger les familles contre la ruine

(1) Il en est ainsi lorsque la chose léguée est celle de l'héritier ou du légataire, ou « lorsqu'il y a lieu de présumer que le testateur aurait fait un autre legs équipollent au légataire, s'il ne lui avait pas légué cette chose » (Pothier, *Donations testamentaires*, V, I, § 2).

puisqu'il n'assurait pas la conservation des immeubles.

Les partisans du système répondaient qu'en ce qui concerne la fraude résultant d'un emprunt contracté au dernier moment, c'était une crainte chimérique. « On trouve, disait Ferrière (1), peu de gens qui empruntent des sommes considérables et qui les laissent dans leurs coffres pour l'avantage des héritiers des meubles, il y a d'autres moyens plus faciles et sans perte ; l'inconvénient ne serait-il pas beaucoup plus grand que les plus proches héritiers ne tirassent rien ou peu de chose de la succession du défunt ? » C'est bien là, en effet, l'argument décisif et qui fut cause des progrès du système parisien ; il n'était pas juste que les héritiers aux meubles, qui étaient les plus proches parents, fussent privés de la plus grande partie du patrimoine du *de cujus* au profit de parents beaucoup plus éloignés. Il fallait éviter ce résultat, fût-ce au prix d'une ventilation qui, d'ailleurs, était souvent nécessaire même dans le système angevin.

On le voit, les deux systèmes présentaient des avantages et des inconvénients inverses ; il n'était guère possible de les concilier. Si aucun d'eux ne put absorber l'autre, c'est qu'en réalité, aucun d'eux ne présentait une supériorité incontestable. Chacun convenait mieux aux mœurs des régions où il s'appliquait ; c'est à ce point de vue purement subjectif qu'il convient de les juger. Aux provinces du Nord, et surtout de l'Ouest, il fallait un sys-

(1) *Coutume de Paris*, sur l'art 332.

tème ne heurtant pas les traditions anciennes, ne faisant aux changements sociaux que les concessions indispensables et maintenant le rang des anciennes familles ; ce sont les traits caractéristiques du système angevin. Les populations du Centre et de l'Est, au contraire, plus éprises de progrès et d'égalité, que d'ordre et de conservation, trouvèrent dans le système parisien un principe de contribution plus conforme à cet esprit et c'est pourquoi elles rejetèrent le système angevin. C'est cette antinomie, que nous avons déjà eu l'occasion de signaler, qui explique la coexistence des deux principes jusqu'à la fin de l'ancien régime,

III.— Système auvergnat.

Les systèmes parisien et angevin se partageaient presque toute la France coutumière. Il y avait cependant une région qui présentait un système spécial ; c'était le territoire régi par les Coutumes d'Auvergne et de la Marche. La question de la contribution aux dettes est traitée dans l'une et l'autre avec plus de détails que dans la généralité des coutumes, et cela s'explique aisément, puisqu'étant donnée l'originalité de leur système, il n'était guère possible d'en combler les lacunes par des emprunts aux coutumes voisines. La Coutume d'Auvergne consacre cinq articles consécutifs, les articles 17 à 21 du titre XII à la réglementation de cette matière.

Pour l'étude de ce système, nous procéderons à peu

près comme nous l'avons fait pour les précédents. Après avoir indiqué le principe sur lequel il repose et en avoir recherché les origines, nous commenterons les articles 17 et suivants de la Coutume d'Auvergne que celle de la Marche reproduit à peu près exactement ; enfin nous verrons quels étaient les avantages et les défauts du système.

§ 1. — Le principe et ses origines.

Tandis que le système parisien ne fait aucune distinction entre les dettes et que le système angevin sépare les dettes en deux parties d'après leur nature mobilière ou immobilière, la Coutume d'Auvergne s'attache à l'origine des dettes : elle met à la charge des héritiers paternels les dettes provenant du côté paternel et à celle des héritiers maternels les dettes provenant du côté maternel. Tel est le principe.

Quant à son origine, Ferrière l'attribue au droit romain (1) ; il aurait été tiré d'un passage de Julien (2) d'après lequel, si une personne institue deux héritiers, l'un pour son pécule *castrense*, l'autre pour le reste de ses biens, on doit voir là deux successions différentes ; l'héritier du pécule *castrense* paiera seul les dettes contractées à l'armée et l'héritier du reste du patrimoine sera seul tenu des autres dettes. Il n'est cependant guère probable que ce soit le droit romain qui ait

(1) *Coutume de Paris*, art. 334, glose 2.

(2) Dig., 29, 1, *De test. mil.*, 17, 1.

conduit à l'adoption du système auvergnat. Les rédacteurs de la Coutume d'Auvergne n'ignoraient pas, surtout dans un pays régi en partie par le droit écrit, que les Romains ne faisaient parmi les dettes aucune distinction. Le texte reproduit par Ferrière vise un cas exceptionnel et non la règle générale ; il a seulement servi de justification du système auvergnat aux commentateurs désireux de concilier la coutume avec le droit romain.

En réalité, le système auvergnat s'explique par d'autres considérations. Il n'est pas nécessaire de l'étudier longuement pour se rendre compte qu'il n'est autre chose que l'extension aux dettes de la règle *paterna paternis, materna maternis*. Nous avons déjà dit ce que signifie cette règle et nous avons ajouté que, de droit commun, elle ne s'applique qu'aux biens propres et ne vise ni les meubles, ni les acquêts, lesquels sont déférés à l'héritier le plus proche, sans distinction de ligne. Or les deux coutumes qui nous intéressent, Marche et Auvergne, font exception en ce sens qu'elles étendent la règle aux acquêts (1), par conséquent à tous les immeubles. Nous venons de constater qu'elles décidaient de même pour les dettes. De cette double dérogation au droit commun, dans le sens d'une plus large application de la règle *paterna paternis*, nous sommes en droit de conclure que nos coutumes la voient avec faveur, qu'elles lui

(1) Les acquêts étaient réputés « biens paternels et provenans du côté paternel » (*Coutume d'Auvergne*, tit. XII, art. 6 ; Marche, art. 232).

attachent la plus grande importance. Par suite, ce sont les raisons d'être de cette règle qui sont en même temps celles du système de contribution de la Coutume d'Auvergne ; comme elles paraissaient très puissantes, on a voulu étendre autant que possible le champ d'application de la règle qui en résultait ; c'est ce que l'on a fait pour les acquêts et même pour les dettes.

Quelles sont donc les origines de la *paterna paternis* ? Sur ce point des controverses très anciennes se sont élevées et elles ne sont pas encore tranchées. Dumoulin la fait dériver du droit germanique et il est suivi dans cette opinion par des auteurs modernes (1) ; d'autres l'attribuent au droit celtique. Il paraît plus probable qu'elle a sa source dans le droit féodal. Les formules d'inféodation exigeaient, en effet, pour que l'on pût succéder au fief, que l'on fût le lignager du vassal et non pas seulement son parent. Etablie pour les fiefs et les censives, la règle s'étendit ensuite aux alleux. En revanche elle se restreignit aux propres, mais nous avons vu qu'il n'en fut pas de même en Auvergne et en Marche.

A vrai dire, cette explication de la règle *paterna paternis* par les termes des formules d'inféodation n'a plus de portée dès qu'il s'agit de dettes. Si on a pu l'étendre jusqu'à elles, c'est que son caractère a subi par la suite une transformation ; de féodale, elle est devenue familiale. On lui a reconnu l'utilité de conserver les immeubles

(1) Glasson, *Histoire du droit et des institutions de la France*, t. III, pp. 160 et 161.

dans les familles et, par là, de maintenir le rang de ces dernières (1). Avec ce nouveau caractère, elle était applicable aux dettes. En effet, attribuer les biens provenant d'une ligne à l'autre ligne, ou faire supporter à l'une les dettes de l'autre, cela conduisait au même résultat ; à des inconvénients semblables, on appliqua le même remède.

A cet avantage de sauvegarder la richesse des familles, il se trouva que le système auvergnat en joignait ou du moins en paraissait joindre un autre, celui d'être équitable. Il sembla qu'il faisait la balance entre les profits et les pertes de chaque ligne car, de même que chaque ligne ne bénéficiait pas de l'actif provenant de l'autre, elle ne supportait aucune part de son passif. Cette raison venant se joindre à la précédente, le système auvergnat parut très satisfaisant ; il ne restait qu'à lui donner l'appui d'un texte romain, on le trouva dans le passage du Digeste que nous avons cité.

§ 2. — Commentaire de la Coutume d'Auvergne.

Examinons maintenant de plus près le fonctionnement du système tel qu'il résulte des articles 17 et suivants du titre XII de la Coutume d'Auvergne. Ces articles distinguent dans le passif trois parties : *a*) les dettes qui proviennent de successions recueillies par le défunt ; *b*) les dettes contractées par le défunt ; *c*) les charges et spécialement les legs.

(1) Ce qui le prouve bien, c'est qu'à défaut de lignager on appelait les autres parents du défunt et non pas le seigneur.

a) Le sort des premières est réglé par les articles 17 et 18 : article 17. — « Ceux qui succèdent du costé paternel payeront les debtes provenues du dit costé paternel » ; article 18. — « Ceux qui succèdent du costé maternel payeront les debtes provenant dudit costé maternel ». Empruntons un exemple à l'un des commentateurs de cette coutume, Chabrol : « Celui qui prend un propre ayant appartenu à l'aïeule du défunt doit payer une obligation ou un billet fait par cette aïeule, qui reste encore à acquitter » (1). On remarquera que la dette prise comme exemple est une dette mobilière ; or nous savons que la règle *paterna paternis*, dans son application aux biens, ne vise que les immeubles ; elle est donc plus large en ce qui concerne les dettes qu'à l'égard de l'actif. Le résultat produit par l'existence de dettes dans une ligne, est le même que s'il y avait eu moins de propres dans cette ligne. Chabrol dit que les dettes doivent être considérées « comme une rente foncière » attachée aux immeubles de chaque ligne.

Cette répartition des dettes paraissait très équitable car, disait-on, si les dettes avaient été payées par celui qui les a faites, il y aurait eu moins de biens dans sa succession ; l'héritier doit donc les acquitter si elles subsistent encore.

b) Quel sera le sort des dettes contractées par le *de cujus* lui-même ? Ici, il faut distinguer suivant qu'il y a

(1) Sur les art. 17 et 18 du chap. xii de la Coutume d'Auvergne.

ou qu'il n'y a pas de meubles et acquêts. Le premier cas est prévu par les articles 19 et 20. Article 19. — « Et si le deffunct a fait des debtes de son estoc (1) et qu'il délaisse aucun meuble et acquests, les parens du costé paternel qui succèdent esdits meubles et acquests, seront tenus payer les debtes faictes par ledit deffunct. » Nous trouvons ici une disposition analogue à celles des coutumes qui admettent le système angevin : l'héritier aux meubles paie les dettes. Elle en diffère toutefois à deux points de vue. Tout d'abord, il ne s'agit ici que des dettes contractées par le défunt et non pas, comme dans le système angevin, de toutes les dettes de la succession, quelle qu'en soit l'origine ; en revanche, la disposition de la Coutume d'Auvergne vise les dettes immobilières comme les dettes mobilières, tandis que celle d'Anjou ne met à la charge de l'héritier aux meubles que les dettes mobilières.

Il se peut que le *de cujus* ait légué ses meubles et acquêts à une autre personne ; c'est alors cette dernière qui paiera toutes les dettes contractées par le *de cujus*. Si le legs ne porte que sur une partie des meubles et acquêts, le légataire contribuera aux dettes avec les parents paternels à proportion de l'émolument. La contribution se fera de la même manière entre plusieurs légataires à titre universel ou plusieurs parents paternels.

L'article 20 ajoute : « Si lesdits parents du costé pa-

(1) Chabrol critique justement cette expression ; on ne saurait parler de « l'estoc » du *de cujus*.

ternel ne veulent prendre et accepter lesdits meubles et acquêts, ils seront partis et divisez entre les héritiers, tant paternels que maternels ; et chacun desdits héritiers payera les debtes par moitié ». Cet article suppose que les meubles et acquêts sont insuffisants pour le paiement des dettes du défunt. Les parents paternels, que l'article précédent appelle à les recueillir, y renoncent afin de s'affranchir des dettes nées du fait du *de cujus*, que la coutume met à leur charge. Dans ce cas, on divisera les meubles et les acquêts entre les héritiers des deux lignes ; le texte ne dit pas si ce sera par lignes ou par têtes, si on se bornera à les partager par moitié pour en donner une à chaque ligne ou si on les divisera en autant de parts qu'il y a d'héritiers, mais il ajoute que « chacun desdits héritiers payera les debtes par moitié », ce qui semble indiquer que c'est suivant le même principe que se fera le partage des meubles et acquêts. En tout cas, pour les dettes, la coutume paraît très nette ; chaque ligne supportera la moitié du passif contracté par le *de cujus*.

Ce n'est cependant pas ainsi que l'entendaient les commentateurs. Chabrol fait remarquer que cette solution serait injuste, car « s'il y avait 100.000 livres de propres paternels et seulement 10.000 livres de propres maternels, les héritiers maternels qui n'ont que le dixième des héritiers paternels payeraient autant de dettes qu'eux, ce qui choque la raison ». Selon lui, il faut écarter la lettre de l'article 20, pour s'en tenir à son esprit qui doit

être le partage à proportion de l'émolument. A l'appui de son opinion, il invoque la Coutume de la Marche qui, en conformité sur tant de points avec la Coutume d'Auvergne, s'en écarte sur cette question. Son article 237 dit, en effet, qu'en cas d'insuffisance des meubles, « les héritiers patrimoniaux payeront le *reliqua pro rata* ». Enfin Chabrol ajoute que, si on interprétait littéralement l'article 20 de la Coutume d'Auvergne, il serait en contradiction avec l'article 21.

Ce dernier article vise le cas où il n'y a pas de meubles ni d'acquêts. « Et s'il n'y avait meubles, n'acquies dudit défunt, icelles debtes se payeront par commun par lesdits héritiers, tant paternels que maternels, *pro rata bonorum*. » Ici, c'est donc la contribution à proportion de l'émolument ; et cependant, fait observer le commentateur, « si les meubles et acquies sont insuffisants pour le payement des dettes, c'est la même chose que s'il n'y en avait pas ; il faut donc dire que dans l'un comme dans l'autre cas, les dettes personnelles doivent se payer par les héritiers des deux estocs à proportion de l'émolument ».

c) Les dispositions qui précèdent ne s'appliquent pas à tout le passif ; elles ne visent que les dettes proprement dites. L'article 24 de la Coutume d'Auvergne dit, en effet : « Les légats délaissés par ledict défunt seront payés sur les héritiers tant paternels que maternels *pro rata bonorum*. » On applique aux legs le même principe qu'aux dettes contractées par le *de cujus* et ce sont bien

là en effet des obligations nées de son chef quoiqu'elles n'existent qu'en la personne de l'héritier.

Toutefois Chabrol fait remarquer que cela n'est vrai que du legs d'une quote-part des biens et non de celui d'un objet particulier. Ce dernier est à la charge de celui-là seul qui succède à l'objet légué.

§ 3. — Critique du système auvergnat.

On peut constater que le système des Coutumes d'Auvergne et de Marche se rapproche à bien des égards de celui d'Anjou. Comme lui il vise à conserver le rang des familles et, bien que ne faisant pas entre les dettes la même distinction, ils arrivent au même résultat. C'est à peu près le principe de contribution angevin que le système auvergnat applique aux dettes du *de cujus* ; elles sont à la charge de l'héritier aux meubles et, subsidiairement de l'héritier aux propres. En fait, la règle *paterna paternis* s'applique donc uniquement aux dettes immobilières car ce sont les seules qui soient susceptibles de se transmettre à plusieurs générations ; dans les deux systèmes les dettes immobilières vont aux héritiers aux immeubles. C'est seulement dans le partage de ces dettes entre les deux lignes que se manifestent des différences, puisque le système angevin ne tient pas compte de l'origine des dettes.

Tous deux présentent donc à peu près les mêmes avantages et méritent les mêmes critiques. Comme le système angevin, celui de l'Auvergne protège la propriété foncière

et, mieux que lui, il empêche les biens de sortir d'une ligne et par suite, d'une famille, pour aller enrichir l'autre. Son principal défaut est de ne pas satisfaire suffisamment le sentiment d'équité, car il traite trop inégalement les héritiers ; suivant la composition du patrimoine, les uns peuvent garder presque tout l'actif et les autres tout le passif.

Le système auvergnat n'a pas joué dans l'ancien droit le rôle important des deux autres ; il a toujours été limité aux deux Coutumes de Marche et d'Auvergne. La lutte pour le rang de système de droit commun fut, comme nous allons le voir, entre les systèmes angevin et parisien.

IV. — Coutumes muettes et conflits de coutumes.

Il pouvait arriver fréquemment qu'il y ait doute sur le point de savoir lequel des systèmes que nous avons étudiés s'appliquerait à une succession. Cela se produisait dans deux séries d'hypothèses : ou bien il s'agissait de décider lequel d'entre eux s'étendrait à une coutume qui n'avait pas prévu la question de la contribution aux dettes, ou bien, au contraire, une succession se trouvant soumise à des titres divers à des coutumes de système différent, il fallait décider lequel l'emporterait sur l'autre. Il nous faut donc examiner successivement deux points .

1° quel était le système de droit commun ; 2° comment se résolvait le conflit des coutumes.

§ 1. — Système de droit commun.

Les coutumes muettes sur les règles de contribution étaient très nombreuses ; les unes se trouvaient situées au milieu de coutumes qui admettaient le système angevin, d'autres, au contraire, dans des régions où dominait le système parisien. Peut-être, si la rédaction des coutumes eût été plus tardive, auraient-elles fini par adopter les principes de celles qui les entouraient et qui correspondaient mieux à leur esprit, mais comme, au moment des rédactions, les principes n'étaient pas encore bien fixés, il y eut des hésitations et ce fut un système unique qui l'emporta, devenant ainsi le droit commun, applicable toutes les fois que la coutume ne l'écartait pas expressément.

On pouvait hésiter entre plusieurs systèmes : ceux du droit primitif, de la Coutume d'Anjou, de la Coutume de Paris, de la Coutume d'Auvergne, et enfin du droit romain. Mais le principe auvergnat était trop localisé pour exercer une bien grande influence. Le très ancien droit paraissait trop rigoureux et n'avait plus de partisans mais ses principes essentiels étaient passés dans le système angevin. La Coutume de Paris ne faisant, en réalité, que reproduire le droit romain, on voit que la lutte se limitait en pratique à la Coutume d'Anjou, représentant les vieux principes germaniques et féodaux d'une

part, et à celle de Paris, représentant les principes romains, d'autre part.

Les divers arguments que nous avons signalés en faisant l'examen critique de chacun de ces systèmes, étaient naturellement mis en avant pour l'adoption comme système de droit commun de l'un ou de l'autre. Mais on s'appuyait aussi sur des considérations historiques ; ainsi, on disait que le système angevin devait s'appliquer dans les coutumes muettes parce qu'il était plus conforme au droit primitif. En revanche, on faisait remarquer que le système de la Coutume de Paris était plus conforme au droit romain.

Le système angevin faillit l'emporter au xvii^e siècle en devenant, non plus seulement le droit commun applicable dans les coutumes muettes, mais le système unique des pays de coutume. On sait, en effet, que le président de Lamoignon essaya d'uniformiser la législation dans le ressort de son Parlement, par la rédaction d'une sorte de Code, et comment il échoua dans cette entreprise. Dans le titre XLV de ses *Arrestés*, consacré au paiement des dettes, il adoptait le système angevin, en y apportant toutefois un correctif destiné à égaliser davantage la condition des héritiers aux meubles et des héritiers aux immeubles. Accentuant la séparation entre ces deux catégories de successeurs, il décidait que les premiers contribueraient seuls aux dettes mobilières, et les autres aux dettes immobilières. Toutefois, en cas d'insuffisance de l'une des deux masses pour le payement des dettes qui lui

incombaient, l'autre serait tenue subsidiairement (1). Lamoignon appliquait ainsi, plus rigoureusement que la Coutume d'Anjou, le principe que les dettes suivent les biens de même nature qu'elles, puisqu'il ne faisait contribuer l'héritier aux meubles au paiement des dettes immobilières que dans le cas d'insuffisance d'actif immobilier. Cela conciliait, en somme, assez bien les deux tendances rivales : la protection de la propriété immobilière et l'égalité entre les héritiers. Nul doute que ce système, englobant les pays de système angevin et la plupart de ceux de système parisien ne se fût généralisé sinon à tout le royaume, au moins à toute la France coutumière.

Le projet de Lamoignon n'ayant pas abouti, la question du système applicable dans les coutumes muettes fut définitivement tranchée en faveur de la Coutume de Paris. Les raisons qui parurent décisives furent les suivantes : d'abord l'influence de plus en plus grande qu'exerçait le droit romain, dont la Coutume de Paris était beaucoup plus voisine que celle d'Anjou. Ensuite et surtout, cette coutume paraissait plus équitable ; c'est

(1) *Arrêtés*, tit. XLV : ART. 1^{er}. — « L'héritier des meubles et celui des immeubles sont tenus envers les créanciers de toutes les dettes, tant mobilières qu'immobilières de la succession ; mais entre les héritiers, celui des meubles payera toutes les dettes mobilières, les legs des choses mobilières ; et celui des immeubles, les dettes immobilières et les legs des immeubles. »

ART. 5. — « Si les meubles de la succession ne sont suffisants pour payer toutes les dettes mobilières, le surplus sera pris sur les immeubles, et si les immeubles ne sont suffisants pour payer les dettes immobilières, le surplus sera pris sur les meubles. »

là le motif le plus fréquemment invoqué par les auteurs pour justifier la préférence donnée à la Coutume de Paris (1). Pothier essaye d'en donner une raison juridique : « Cette disposition, dit-il, est beaucoup plus conforme que l'autre aux principes de droit : tous les héritiers représentent la personne du défunt, succèdent à sa personne, sont *juris successores* et par conséquent ils doivent succéder à toutes ses obligations personnelles pour leur part en la succession » (2). On disait aussi que la Coutume de Paris devait constituer le droit commun parce que son système était celui qui réunissait le plus grand nombre de coutumes. Toutes ces raisons sont plus que suffisantes pour expliquer l'extension du système de Paris aux coutumes muettes, mais une grande part dans ce résultat doit être attribuée au prestige dont jouissait la Coutume de Paris, tant parce qu'elle régissait la capitale du royaume que par le mérite et la réputation de ses commentateurs.

La Coutume de Paris étant donc devenue le droit commun, recevait son application, non seulement lorsqu'une succession s'ouvrait dans une coutume complètement muette sur la contribution aux dettes, mais aussi sur tous les points secondaires que la coutume, tout en ayant posé le principe, ne tranchait pas expressément ou tacitement. Nous entendons du moins par là qu'on appliquait les

(1) Lebrun, *Successions*, IV, II, 3, § 19 ; Ferrière, *Coutume de Paris*, art. 334, glose 2.

(2) *Successions*, V, II, § 1.

décisions admises par la jurisprudence et les commentateurs quant à l'interprétation de la Coutume de Paris, car le texte même ne faisait également que donner le principe essentiel dans l'article 334.

§ 2. — Conflit de coutumes.

Il y a conflit de coutumes proprement dit, lorsque plusieurs coutumes de système différent ont des titres à s'appliquer à une même succession. Nous disons des coutumes de système différent, il est bien évident, en effet, que si ces coutumes admettent en tout le même mode de contribution, les choses se passeront comme si la succession tout entière était régie par la même coutume.

Le conflit de coutumes peut se produire dans deux cas : soit lorsque les biens de la succession sont situés dans des coutumes différentes, soit lorsque le *de cujus* laisse des biens dans des coutumes autres que celle de son domicile. Le *de cujus* avait des biens à Tours et à Orléans ; il y aura conflit entre les deux coutumes de la situation des biens, celle de Tours étant de système angevin et celle d'Orléans de système parisien. Ou bien le *de cujus*, domicilié à Tours, laisse des biens à Orléans ; le conflit se posera alors entre la coutume du domicile et celle de la situation des biens. On pourrait compliquer les hypothèses en supposant qu'il y a en outre des biens dans la Coutume d'Auvergne ou dans des pays de droit écrit.

De toutes ces coutumes ayant des titres divers à régir

la succession, laquelle l'emportera ? Le principe fondamental de l'ancien droit sur les conflits de coutumes est que la succession tout entière est de statut réel, c'est-à-dire que c'est à la loi de la situation des biens et non pas à la loi du domicile de la personne de leur propriétaire qu'il faut s'attacher. Mais, cette règle étant posée, son application ne pouvait pas se faire de la même manière aux meubles et aux immeubles. En effet, pour ces derniers, il n'est pas difficile de déterminer exactement leur situation ; ils ont une assiette fixe. Les meubles au contraire, se transportant aisément, n'ont pas dans la réalité, de situation précise ; il fallut donc leur attribuer du moins une situation juridique et l'on fut d'accord pour admettre que ce ne pouvait être que le domicile du *de cuius*. C'est là, en effet, que sont matériellement situés la plupart des meubles ; on y rattachait fictivement les autres (1).

Ainsi donc, c'est toujours la coutume de la situation des biens qui s'appliquera, les meubles étant réputés situés au domicile du *de cuius*. Mais il n'en est pas moins vrai que, toutes les fois que le *de cuius* laissera des meubles à son domicile et des immeubles dans des coutumes de système différent, il y aura conflit entre elles. Pour le résoudre, la plupart des auteurs veulent que l'on

(1) Ce raisonnement était celui de Dumoulin. Pour d'Argentré, si les meubles sont régis par la loi du domicile de leur propriétaire, c'est en vertu du principe *mobilia personarum sequuntur* ; la succession aux meubles serait donc de statut personnel ; mais ce fut l'avis contraire, celui de Dumoulin, qui l'emporta.

donne la préférence à la coutume du domicile (1). Soit par exemple, une personne domiciliée à Angers et qui laisse des immeubles à Angers et à Paris. La Coutume d'Anjou veut que l'héritier aux meubles paie toutes les dettes mobilières ; celle de Paris décide que les immeubles doivent y contribuer à proportion de leur valeur par rapport à la totalité de la succession. Ce sera la première qui s'appliquera dans notre exemple et l'héritier aux immeubles ne contribuera nullement aux dettes mobilières, même pour ceux qui sont situés à Paris dont la coutume les assujettit cependant à y prendre part. Renversons l'hypothèse et supposons que le domicile du *de cuius* soit situé à Paris ; alors l'héritier aux immeubles paiera une part des dettes mobilières proportionnelle à la valeur des immeubles situés à Paris ; la Coutume d'Anjou ne s'appliquera qu'à l'égard des immeubles d'Angers qui seront affranchis des dettes mobilières.

Cette prépondérance accordée à la coutume du domicile, les auteurs l'expliquent en disant que « la diversité des biens ne change pas la cause de la dette qui est personnelle et se doit régler par la coutume du lieu de ceux qui ont contracté » (2). Mais c'est contraire au principe de Dumoulin que la loi du domicile s'applique aux meubles, parce que c'est au domicile qu'ils sont réputés se trouver et non pas parce qu'ils suivent la personne.

(1) Ferrière, *Coutume de Paris*, art. 332 ; Ricard, *Donations*, 3^e partie, n° 1510 ; Lebrun, *Successions*, IV, II, 3, § 18.

(2) Ferrière, *loc. cit.*

Aussi Pothier préfère-t-il une autre solution. Reprenons l'exemple que nous avons cité : le *de cujus* a son domicile à Angers et laisse des immeubles à Angers et à Paris. Il faut, dit Pothier (1), que l'une et l'autre coutume ait son exécution. Pour cela, l'héritier aux propres paiera une part des dettes mobilières proportionnelle à la valeur de ceux qui sont situés à Paris. Les deux coutumes seront ainsi respectées, celle d'Anjou le sera puisque, conformément à son système, les immeubles d'Angers seront affranchis des dettes mobilières, et celle de Paris le sera aussi puisque les immeubles situés dans son ressort y contribueront d'après son principe. En somme, ce procédé établit entre les deux coutumes une balance assez satisfaisante.

Nous avons supposé un conflit entre les Coutumes d'Anjou et de Paris ; il pouvait également s'élever entre le système auvergnat et chacun des deux autres. Chabrol suppose qu'il y a, dans une succession, deux immeubles d'estocs différents situés l'un à Paris, l'autre en Coutume d'Auvergne, et une dette unique provenant du même estoc que la terre d'Auvergne. Il estime qu'il serait injuste que la terre d'Auvergne payât toute la dette conformément à la coutume de ce pays ; qu'il faut donc faire une ventilation des biens des deux coutumes de sorte que chacun des deux immeubles supporte des dettes en proportion de sa valeur (2). En réalité, quoi qu'en dise Cha-

(1) *Successions, loc. cit.*

(2) *Coutume d'Auvergne*, I, p. 348.

brol, la Coutume d'Auvergne se trouve ainsi écartée au profit de celle de Paris. Pour expliquer sa solution il dit, que « la Coutume d'Auvergne n'est censée rejeter sur une terre d'estoc une dette de cet estoc que parce que, dans son district, il n'y a pas d'autres biens qui doivent contribuer à la payer ; mais si d'autres coutumes ont affecté des biens qu'elles régissent au paiement de partie de cette dette, celle d'Auvergne ne l'a pas défendu et n'y met pas obstacle ». Cela revient à effacer complètement la Coutume d'Auvergne en cas de conflit avec une autre coutume.

En pratique d'ailleurs, la Coutume d'Auvergne était bien plus souvent en conflit avec le droit romain qu'avec les autres coutumes, car on sait que l'Auvergne était en partie pays de coutume et en partie pays de droit écrit. Chabrol admet ici une solution semblable à celle du cas précédent ; — on estimera tous les biens, meubles et immeubles, quelle que soit leur situation, et on répartira les dettes mobilières entre les deux masses proportionnellement à leur valeur, sans tenir compte du domicile du *de cujus*. Ainsi, une personne domiciliée à Riom, pays de coutume, a fait des acquisitions à Clermont, pays de droit écrit, et meurt sans héritiers directs. Ses meubles vont, conformément à la Coutume d'Auvergne à ses parents paternels, tandis que ses acquêts de Clermont vont au plus proche parent, à quelque ligne qu'il appartienne. Il serait injuste, dit Chabrol, que les parents paternels qui sont tenus des dettes du *de cujus*, parce qu'ils

recueillent les meubles et acquêts, soient obligés de les payer toutes même dans notre hypothèse où cependant, en fait, il se peut qu'ils ne recueillent pas les acquêts. Chacun des héritiers paiera donc à proportion de son émolument.

Nous n'avons parlé jusqu'ici que des dettes mobilières. Les dettes immobilières soulevaient moins de difficultés. En effet, le système angevin, comme celui de Paris, les mettait à la charge de tous les héritiers à proportion de leur émolument. Entre la Coutume d'Auvergne qui leur appliquait la règle *paterna paternis*, et les autres systèmes, le conflit pouvait s'élever ; mais nous avons vu que, d'après les commentateurs, cette coutume ne s'appliquait que lorsqu'il n'y avait pas dans d'autres coutumes de biens chargés de supporter une partie du passif. Ceci était vrai aussi bien des dettes immobilières que des dettes mobilières ; on les partageait donc entre les biens des diverses coutumes à proportion de la valeur de ces biens. C'est ce qui explique que les auteurs ne parlent guère des dettes immobilières.

Nous avons terminé l'étude des systèmes de contribution et de la manière dont se tranchaient les difficultés résultant de leurs contradictions ; il nous reste à examiner diverses exceptions aux principes que nous venons d'exposer.

CHAPITRE IV

LES EXCEPTIONS AUX PRINCIPES DE CONTRIBUTION DANS LE DROIT COUTUMIER

Les règles de la contribution aux dettes et charges, que nous venons d'exposer, telles qu'elles résultaient des différents systèmes qui coexistaient dans le droit coutumier français, sont les règles normales. En principe, elles s'appliquent à toutes les charges héréditaires et entre toutes les personnes qui font partie des catégories de successeurs assujettis au paiement du passif, telles que nous les avons déterminées au chapitre premier. Mais elles ne sont pas absolues ; elles comportent diverses exceptions qui se divisent en deux groupes. Les unes résultent de dispositions des coutumes qui apportent elles-mêmes des dérogations aux principes généraux qu'elles établissent ; les autres émanent de la volonté du *de cujus* ou de ses héritiers qui écartent la coutume sur les points où ses décisions ne sont pas impératives. Parmi les premières, il faut faire une subdivision. Il en est qui consistent à écarter de la contribution certaines charges pour les attribuer seulement à un ou plusieurs des successeurs qui devraient les supporter tous en principe ; il y en a d'autres qui font bénéficier certains successeurs d'un

traitement de faveur en les exonérant plus ou moins complètement de la part de passif que leur imposerait le droit commun.

Nous avons donc à examiner successivement trois catégories d'exceptions : 1^o celles qui dérivent de la nature des charges ; 2^o celles qui sont relatives à la qualité des héritiers ; 3^o celles qui résultent de la volonté du *de cujus* ou de ses héritiers.

I. — Exceptions dérivant de la nature des charges.

Ce premier groupe comprend les dettes indivisibles, les dettes et legs de corps certains, et les charges foncières.

§ 1. — Dettes indivisibles

Par leur définition même, les dettes indivisibles échappent à la division entre les héritiers. Ce sont, en effet, des dettes qu'il est impossible au débiteur d'exécuter pour partie. Le créancier pourra donc s'adresser pour le tout à l'un des héritiers. Mais cet effet de l'indivisibilité sur les rapports du créancier et des héritiers du débiteur réagit-il sur les rapports entre cohéritiers ? Autrement dit, celui des héritiers qui aura payé la dette n'aura-t-il aucun recours contre les autres ? Pour répondre à cette question il faut distinguer suivant la nature de l'indivisibilité.

Dumoulin déclare qu'il n'y a qu'une sorte d'indivisi-

bilité : *prouit unicam habet definitionem* (1). Si cependant on se place au point de vue de ses causes, force est bien de distinguer l'indivisibilité réelle, tenant à la nature des choses, et l'indivisibilité conventionnelle, provenant de la volonté des parties. De cette dernière, nous n'avons pas à nous occuper ; elle permettra bien au créancier de s'adresser à l'un des héritiers pour le total de la dette, et c'est précisément là le but que se sont proposé les parties en stipulant l'indivisibilité, mais la dette ne restera pas définitivement à la charge de celui qui l'aura exécutée ; l'indivisibilité conventionnelle n'influe nullement sur les rapports entre cohéritiers. Si les parties avaient décidé que, même à l'égard de la contribution, la dette serait indivisible, il y aurait là une clause dépassant la portée véritable de l'indivisibilité. Cela reviendrait à dire que l'on met la dette à la charge exclusive de l'un des cohéritiers, au choix du créancier, et nous verrons à propos des exceptions conventionnelles, le sort que les coutumes faisaient à ces sortes de clauses.

L'indivisibilité réelle peut, elle-même, comme le disait Dumoulin, être absolue ou relative. Elle est absolue lorsque son objet est indivisible sous quelque aspect qu'on l'envisage. Dumoulin donne comme exemple l'obligation de constituer une servitude prédiale ; on ne peut, en effet, avoir pour un tiers ou pour un quart le droit de passer sur le fonds d'autrui ; on l'a complètement

(1) *Extricatio labyrinthi dividui et individui*, II, 210.

ou on ne l'a pas. L'indivisibilité est, au contraire, relative, lorsqu'elle provient uniquement de ce qu'on envisage l'objet de l'obligation comme un tout, mais que l'on pourrait la diviser si on considérait cet objet dans ses parties et non dans son ensemble. Dans cette catégorie rentre l'obligation de construire une maison ; elle est indivisible si on lui donne comme objet la maison prise dans son ensemble ; elle cesserait de l'être si on décomposait la maison en ses diverses parties : maçonnerie, charpente, serrurerie, etc.

Absolue ou relative, l'indivisibilité réelle produit, quant à l'exécution de l'obligation par les héritiers, les mêmes conséquences. Il y a, en effet, dans les deux cas, une impossibilité de fait à ce qu'elle soit exécutée partiellement. Non seulement, le créancier pourra s'adresser pour le tout à l'un des héritiers, mais celui-ci n'aura aucun recours contre les autres. Cette conséquence peut paraître rigoureuse. D'abord il semble qu'il dépendra, dans bien des cas, du créancier, de faire tomber la charge d'une telle dette sur un des héritiers, à son choix, et de favoriser ainsi les autres à son détriment. Ce sera le cas toutes les fois que l'obligation est de nature à pouvoir être acquittée par l'un quelconque des héritiers, et il en est ainsi de toutes les obligations de faire (1). De plus,

(1) Sauf, bien entendu, celles qui nécessitent une capacité toute spéciale et personnelle au débiteur, par exemple l'obligation de peindre un tableau ; mais nous savons qu'une telle obligation ne se transmet pas aux héritiers.

même lorsqu'un seul des héritiers est en mesure d'exécuter la dette parce qu'il détient la chose sur laquelle doit porter l'obligation, par exemple l'immeuble sur lequel doit être établie la servitude, cet héritier n'est-il pas sacrifié sans raison et par le seul fait qu'on a mis la chose dans son lot ? Il en sera ainsi quelquefois, mais il faut faire une double remarque qui atténue singulièrement la portée de la règle peu équitable que nous venons de constater.

En premier lieu, il arrive très souvent que l'obligation indivisible se convertit, lorsqu'elle n'est pas exécutée, en une dette de dommages-intérêts, lesquels, consistant en argent, sont éminemment divisibles, de sorte que l'héritier condamné à les payer aura son recours contre les autres (1). Or c'est le cas d'un très grand nombre d'obligations, de toutes les obligations de faire et, par suite, de presque toutes les obligations dont l'indivisibilité n'est que relative, et l'indivisibilité absolue est excessivement rare.

De plus, même pour cette dernière, l'impossibilité d'exercer un recours contre les cohéritiers n'existe qu'entre successeurs de catégories différentes, entre héritiers aux meubles et héritiers aux propres, ou entre héritiers et légataires universels des meubles et acquêts. En effet, dans tous les cas d'indivisibilité absolue, il s'agit d'une obligation qu'un seul des héritiers peut exécuter parce

(1) Pothier, *Successions*, chap. v, art. 3, § 5.

qu'on a mis dans son lot la chose sur laquelle elle porte. Mais alors, à moins qu'il n'ait été chargé expressément par ses cohéritiers à la même espèce de biens d'acquitter seul cette dette, auquel cas il aura été dédommagé d'une autre manière, il pourra recourir contre eux en indemnité ; car le partage doit se faire conformément à l'égalité (1).

Ces atténuations réduisent à peu de chose le principe que l'héritier qui acquitte l'obligation indivisible n'a aucun recours contre ses cohéritiers. Pour qu'il en soit ainsi il faut : 1° qu'elle soit susceptible d'exécution forcée ; 2° qu'on envisage les rapports entre successeurs à des espèces de biens différentes. Par exemple, le *de cujus* laisse un héritier aux propres et un héritier aux meubles et acquêts ; il a contracté l'obligation de constituer une servitude sur un de ses propres ; dans ce cas l'héritier aux propres n'aura aucun recours contre son cohéritier, parce que ce dernier recueille des biens de nature différente et que ce n'est pas par l'effet du partage que le propre qui doit devenir le fonds servant a été mis dans son lot, mais par l'effet des règles de la dévolution héréditaire.

Pothier fait observer (2) que la chose due peut parfois, tout en n'étant pas susceptible de division réelle, se diviser tout au moins en parties intellectuelles ; « si on peut la posséder, en être propriétaire par portions indi-

(1) Pothier, *Obligations*, n° 332.

(2) *Successions*, chap. v, art. 3, § 5.

vises, la dette d'une telle chose n'est pas indivisible et les héritiers n'en sont pas tenus solidairement, mais pour leur part et portion ». A plus forte raison en sera-t-il de même pour la contribution.

On voit que la dérogation qu'apportent aux règles normales de contribution les dettes indivisibles est le résultat de l'impossibilité matérielle de diviser certaines obligations. Elle est cependant critiquable car, si la dette ne peut se diviser, cela ne saurait empêcher un recours en indemnité contre les autres héritiers, même succédant à des biens différents, au moins dans le système de Paris qui ne fait pas de distinction entre les dettes. La solution admise est une application de l'idée que les héritiers aux meubles et acquêts et les héritiers aux propres ne sont pas cohéritiers. Etant basée sur la distinction entre les biens dans la dévolution héréditaire, cette exception au droit commun disparaîtra avec elle.

L'indivisibilité se rapproche à certains égards de la solidarité. Toutes deux ont pour effet de permettre au créancier de se faire payer par un des débiteurs la totalité de la dette. Mais la solidarité ne s'oppose pas à la division de l'obligation entre les héritiers du débiteur, même dans leurs rapports avec le créancier. A plus forte raison reste-t-elle étrangère à la contribution entre cohéritiers.

Il faut également écarter l'hypothèque. De ce que l'hypothèque est indivisible, il résulte seulement que chacun des héritiers qui détiennent en tout ou en partie l'immeu-

ble hypothéqué, pourra être contraint d'acquitter toute la dette ; sa part d'immeuble ne sera affranchie que lorsque le créancier aura été intégralement payé. Mais cela n'empêche pas la dette garantie par l'hypothèque de se diviser entre les héritiers, de sorte que celui qui aurait payé plus que sa part pourrait recourir contre les autres, même succédant à des biens de nature différente, pour être dédommagé de tout ce qu'il aura payé pour autrui, sous réserve, bien entendu, des systèmes de contribution qui distinguent suivant la nature ou l'origine des dettes.

§ 2. — Dettes et legs de corps certain.

Ce cas n'est pas une simple application du précédent. Très souvent, l'objet de la dette de corps certain sera indivisible, par exemple la livraison d'un cheval, mais il peut aussi être parfaitement divisible, comme s'il s'agit du blé renfermé dans un grenier ou, pour emprunter un exemple à Pothier, la coupe d'une futaie située sur un des immeubles du *de cujus*. Les legs, comme les dettes pouvaient avoir pour objet un corps certain ; les règles que nous allons déterminer pour les dettes leur sont également applicables.

Le principe est que les dettes de corps certain, comme les dettes indivisibles échappent à la contribution. Sont seuls tenus de les acquitter celui ou ceux des héritiers qui succèdent à ce corps certain. S'il est échu à plusieurs, chacun en est tenu en proportion de la part qu'il y prend et

non pas de son émolument dans la succession entière.

Pour justifier cette solution, on invoquait trois arguments : 1° les héritiers qui reçoivent dans leur lot ce corps certain sont les seuls qui puissent acquitter l'obligation dont il est l'objet ; 2° on ajoutait que si le défunt s'était, de son vivant, libéré de cette obligation, celui qui recueillait la chose n'aurait pas pu l'obtenir puisqu'elle n'aurait plus fait partie de la succession ; 3° enfin, disait-on, quand on a cessé de posséder sans dol un corps certain, on est libéré ; or n'est-ce pas le cas des autres héritiers ? ils ne possèdent pas l'objet qui a été attribué à leur cohéritier et il n'y a aucun dol de leur part, c'est l'effet du partage (1).

Le premier de ces arguments n'a de valeur qu'à l'égard du droit de poursuite des créanciers. Il est évident que celui qui ne possède pas la chose ne peut pas la livrer, mais celui qui la détient doit-il être pour cela dépourvu de tout recours ? Rien ne s'y oppose, en fait, et dès qu'il est possible en fait, l'équité voudrait qu'il le fût également en droit. — De même il est vrai que le *de cujus*, en exécutant son obligation, aurait fait sortir le corps certain de l'actif de sa succession, mais en même temps sa dette eût cessé de figurer au passif. En faisant supporter cette dette à un seul des héritiers, on rompt l'équilibre entre les biens et les dettes. Soit, par exemple un héritier aux meubles et un aux immeubles ; l'actif

(1) Pothier, *Obligations*, n° 301.

s'élève à 100 dont 50 vont au premier héritier et 50 à l'autre. Le passif est également de 50 ; chacun en supportera 25. Mais supposons que, parmi les 50 d'actif de l'héritier aux propres, il y ait un corps certain valant 20, sa part d'actif se trouve en réalité réduite à 30. De cela, il n'a pas à se plaindre, puisque le partage de l'actif se fait, non pas également, mais d'après la nature des biens. Seulement, en lui refusant tout recours contre son cohéritier, on laisse à sa charge 25 de passif, c'est-à-dire la moitié, tandis qu'en réalité son actif n'étant que des 30/100 de la succession, il ne devrait payer que les 30/100 du passif et c'est bien ce qui se serait produit si le *de cujus* avait acquitté la dette de son vivant. Il y a donc un véritable sophisme à affirmer que les choses se passent comme si le *de cujus* avait lui-même exécuté son obligation. Enfin, quant à dire qu'il n'y a pas eu faute des cohéritiers et que, par suite, ils sont libérés de la dette du corps certain qu'ils ne possèdent pas, cet argument, comme le premier, est bon à l'égard du créancier, mais est-ce une raison pour qu'ils ne contribuent pas à la dette ?

Il faut toutefois répéter ici ce que nous avons dit relativement aux dettes indivisibles, à savoir, qu'il n'y a de dérogation aux principes ordinaires de contribution que dans les rapports entre héritiers succédant à des biens de nature différente. Entre cohéritiers à la même espèce de biens, il y aura un recours possible de la part de celui qui, ayant reçu dans son lot le corps certain, aura

été obligé d'acquitter toute la dette. « Les autres, dit Pothier, ne sont pas pour cela déchargés de cette dette, quand même ils auraient chargé celui d'entre eux au lot duquel ce corps certain est échu d'acquitter la dette lorsqu'elle deviendrait exigible ; car ayant été une fois tenus de cette dette, ils n'ont pu par leur fait, en comprenant ce corps certain dans la masse des biens qu'ils ont partagés entre eux, se décharger de l'obligation de la délivrer au créancier (1). »

Entre cohéritiers aux mêmes biens, il y aura donc un recours de l'héritier qui aura exécuté la dette du corps certain. En pratique, on pouvait éviter ce résultat au moment du partage, soit en donnant à cet héritier comme compensation une part plus forte dans d'autres biens, soit en réduisant sa contribution à d'autres dettes. On pouvait encore laisser le bien indivis entre tous les héritiers. Il n'eût pas été impossible par l'emploi du second de ces procédés, de supprimer toute exception aux règles de contribution, même entre héritiers à des biens différents. Sans doute, on ne pouvait pas toujours obtenir ce résultat dans les systèmes d'Anjou et d'Auvergne qui s'opposaient à ce que l'héritier aux immeubles contribuât aux dettes mobilières ou à ce qu'un héritier paternel fût tenu d'une dette maternelle, mais aucun obstacle de ce genre n'existait dans le système parisien qui ne fait pas de distinction entre les dettes. Il y a donc là une exception injustifiée aux principes de contribution.

(1) Pothier, *Obligations*, n° 301.

Nous avons vu que, si le testateur avait légué la chose d'autrui, sachant qu'il n'en était pas propriétaire, on présumait que son intention avait été d'obliger ses héritiers à se la procurer ; le legs cessait donc d'avoir pour objet un corps certain, il se transformait en legs de somme d'argent et, par suite, il se divisait entre les héritiers conformément aux règles ordinaires. De même, lorsque le créancier ou le légataire venait à être évincé du corps certain, l'obligation de garantie existait pour tous les héritiers et se divisait entre eux (1). Il est vrai qu'en elle-même, l'obligation de garantie est indivisible, mais, se convertissant par son inexécution en une obligation de dommages-intérêts, c'est-à-dire d'une somme d'argent, elle devient divisible.

§ 3. — Charges foncières.

Une troisième exception aux règles normales de contribution résultait des charges foncières. Comme leur nom l'indique, c'étaient des charges attachées à un fonds, et qui devaient toujours être acquittées par le propriétaire de ce fonds. Elles étaient de natures très diverses ; il faut en distinguer trois sortes : 1^o les servitudes ; 2^o les rentes foncières ; 3^o certains droits seigneuriaux.

1^o *Servitudes*. — L'obligation de laisser jouir d'une servitude ne se divise pas entre les héritiers. Cela résulte nécessairement du caractère des servitudes qui sont des

(1) Lebrun, *Successions*, IV, II, 4, § 7.

droits réels, des démembrements de la propriété; certains attributs du droit de propriété en sont détachés et cessent d'appartenir au propriétaire, pour être conférés à une autre personne, soit dans son intérêt personnel, soit dans celui d'un fonds qui lui appartient. Il est impossible de concevoir qu'elles puissent être supportées par d'autres héritiers que par celui qui succède au fonds servant. Et cela est vrai, aussi bien de l'usufruit et des autres servitudes personnelles que des servitudes prédiales, telles qu'un droit de passage ou de vue. On disait, avec exactitude, que c'étaient des charges d'un héritage et non des charges de la succession.

Mais par le fait même qu'elles étaient attachées inséparablement au fonds servant, elles en réduisaient la valeur. Il fallait donc les déduire, dans le partage, de l'estimation de l'immeuble grevé et ne faire figurer celui-ci à l'actif que pour une valeur diminuée de celle de la servitude. De l'existence de la servitude résulte pour le fonds une dépréciation, comme il pourrait en résulter une d'un voisinage incommode ou de l'insalubrité des lieux. La cause de cette dépréciation est l'existence d'un droit au profit d'autrui et non un simple fait, mais la conséquence est la même.

Les servitudes n'apportent donc pas, à la vérité, une exception aux règles de contribution. Celles-ci sont faites pour les obligations et non pour les droits réels.

2^o *Rentes foncières*. — La rente foncière consiste en une redevance annuelle qui constitue le prix d'un immeuble.

Dans l'ancien droit où les placements de sommes d'argent étaient presque impossibles, par suite de l'absence d'industrie importante et de la prohibition du prêt à intérêt, le plus sage, lorsqu'on voulait, pour un motif quelconque, se défaire d'un immeuble, était de stipuler comme prix, au lieu d'une somme unique, une rente annuelle. On obtenait ce résultat par le moyen d'un contrat particulier, le bail à rente. Nous avons déjà parlé d'une autre catégorie de rentes, les rentes constituées, qui résultaient de l'aliénation d'un capital mobilier et nous avons dit que, bien qu'ayant pour objet des sommes d'argent, elles étaient considérées comme dettes immobilières, ce qui entraînait dans certaines coutumes des conséquences importantes au point de vue de leur paiement par les héritiers du débi-rentier.

Les rentes foncières avaient, comme les rentes constituées, le caractère immobilier, mais à d'autres égards elles en différaient profondément et ces différences provenaient de ce que les rentes foncières n'étaient pas seulement des dettes immobilières, mais de véritables droits réels. A ce titre, elles se rapprochent bien plus des servitudes que des rentes constituées et ceci est particulièrement remarquable en ce qui concerne la question de la contribution aux dettes. Dans le système parisien, la rente constituée se divise entre tous les héritiers proportionnellement à leur émolument ; dans le système angevin, elle incombe aux héritiers aux immeubles. Pour la rente foncière, il n'y a aucune distinction à faire entre

les systèmes ; elle est toujours à la charge de l'immeuble dont elle est le prix (1), elle le suit entre toutes les mains par lesquelles il passe, comme c'est le propre de tous les droits réels.

Aussi les auteurs raisonnent-ils à son sujet comme à l'égard des servitudes. Ce sont, disent-ils, « des charges particulières des héritages qui en sont chargés, plutôt que des charges de la succession » (2). Elles constituent une « délibération » de cet héritage dont elles diminuent la valeur de plein droit (3), comme les servitudes. Il en résulte qu'ici encore, il n'y a pas de véritable exception aux principes de contribution ; nous sommes en dehors de leur domaine qui ne concerne pas les droits réels, mais seulement les obligations. D'ailleurs, celui qui succède à l'immeuble grevé de la rente, ne recueillant qu'une part d'actif moins forte que celle qu'il eût obtenue si la rente n'avait pas existé, verra sa contribution aux autres dettes réduite en proportion. Seulement si l'immeuble est attribué à un légataire particulier ou à un héritier affranchi par disposition testamentaire de toute contribution aux dettes, ce légataire ou cet héritier n'en seront pas moins tenus du service de la rente. Dans le cas où l'immeuble est divisé entre plusieurs héritiers, cha-

(1) Bourjon, *Droit commun de la France*, t. I, tit. XVII, 2^e partie, chap. XII, sect. II ; Duplessis, *Coutume de Paris*, art. 334 ; Aurox des Pommiers, *Coutume de Bourbonnais*, art. 316, etc.

(2) Pothier, *Successions*, V. 1.

(3) Poullain du Parc, *Principes du droit français*, III, I, 5.

cun est tenu de la rente pour une part proportionnelle à celle qu'il prend dans l'immeuble.

Ces règles concernent la rente proprement dite, le droit aux arrérages futurs ; quant aux arrérages déjà échus avant l'ouverture de la succession, ils ne constituent qu'une dette mobilière, laquelle est à la charge de toute la succession et se divise entre les héritiers conformément aux règles ordinaires. Les arrérages s'acquérant jour par jour, c'est donc exactement le jour du décès du *de cujus* qui forme la séparation entre ce qui est dû par tous et ce qui ne l'est que par celui qui recueille l'immeuble.

De même, il ne faut pas confondre avec les rentes foncières « les rentes qui sont à prendre par assignat spécial sur un certain héritage » . Il n'y a là que de simples rentes constituées dont on prendra « pour la commodité de la perception de la rente », les arrérages sur les revenus de l'immeuble (1). L'héritier qui recueillera l'immeuble sur lequel est assigné la rente pourra être contraint de payer les arrérages, mais il aura un recours contre ses cohéritiers pour tout ce qui excède sa part contributive. Pour éviter ces recours répétés, il devait intervenir fréquemment dans les partages des arrangements entre les héritiers de façon à laisser la dette de la rente à celui qui obtenait l'immeuble, moyennant une compensation quelconque.

(1) Pothier, *Successions*, V, II, § 1.

3° *Droits et profils fiscaux.* — Ces droits sont soumis aux mêmes règles que les servitudes et les rentes; ils ont, comme elles, le caractère de droits réels (1), et par conséquent le fait qu'ils échappent à la contribution s'explique de la même manière. Tels étaient les droits de « relief » ou « relevoison » et, au XVIII^e siècle, le droit de « centième denier » établi en 1703, auquel étaient assujettis tous les héritiers ou légataires à l'exception de l'héritier contractuel. Ces divers droits étaient dus par chaque immeuble, de sorte que les héritiers les payaient pour les immeubles qui leur étaient attribués, sans recours possible contre les autres. Comme les servitudes et les rentes foncières, ils étaient inséparables de l'immeuble.

Toutes ces charges foncières ne dérogeaient pas seulement aux principes de contribution en ce qu'elles ne se divisaient pas entre les héritiers; nous verrons qu'elles s'imposaient même à certains successeurs à qui les coutumes font un traitement de faveur : la veuve pour son douaire et l'aîné pour son préciput.

II. — Exceptions relatives à certains héritiers.

Après les dettes et charges qui échappent par leur nature même à la contribution, il nous faut étudier celles qui y échappent en raison de la qualité du successeur

(1) Auroux des Pommiers, *Coutume de Bourbonnais*, art. 316 ; Duplessis, *Coutume de Paris*, art. 334.

appelé à les recueillir, ce sont le douaire et le préciput d'aînesse.

§ 1. — Douaire.

Le douaire était un droit de jouissance accordé à la veuve survivante sur une partie des propres du mari (1). Certaines coutumes admettaient aussi le douaire des enfants. C'était l'attribution aux enfants, en pleine propriété, des biens sur lesquels portait le droit de jouissance de leur mère ; les enfants le recueillaient après la mort de celle-ci.

Le douaire de la femme eût dû, d'après le droit commun, contribuer aux dettes comme tout usufruit, c'est-à-dire, soit pour un tiers de la valeur totale des biens sur lesquels il portait, soit pour la moitié ou le quart, suivant que la veuve n'avait pas ou avait dépassé trente ans, les deux solutions ayant, comme nous l'avons vu, leurs partisans. Il n'en était rien ; le douaire était, en principe, affranchi de toute contribution aux dettes héréditaires. Cette règle est très ancienne, elle remonte aux origines du droit français ; nous la trouvons exprimée dans les Coutumiers des XIII^e et XIV^e siècles (2).

Les raisons d'être de cette exception sont celles du douaire lui-même, c'est-à-dire, originairement, l'idée de prévoyance, de protection de la femme, moins apte que

(1) La moitié, dans la Coutume de Paris (art. 248).

(2) Beaumanoir, XIII, 440 ; *Coutumier de Picardie*, 2^e partie, I, p. 110 ; *Coutumes de Champagne et Brie*, art. 12.

son mari à gagner sa vie et dont il faut par suite assurer l'existence après la mort de celui-ci (1) ; puis, plus tard, des considérations nobiliaires et successorales : les femmes ayant de moindres droits successoraux que les hommes, il fallait leur permettre de soutenir leur rang. Pour éviter que ce but ne fût manqué par le fait des dettes héréditaires, on en affranchissait les biens soumis au douaire.

Il y avait cependant certaines dettes qui s'imposaient à la douairière, c'étaient les charges foncières antérieures au mariage, servitudes et rentes. Nous avons dit que ces charges, considérées plutôt comme une diminution du fonds que comme de véritables dettes, étaient inséparables de ce fonds ; la veuve devait donc laisser jouir des servitudes et payer les arrérages des rentes pendant toute la durée de son usufruit. Elle était toutefois exonérée, bien que ce fussent des charges foncières, des devoirs de fief (foi et hommage) et des profits féodaux, reliefs, milods, etc. La raison est que la foi et l'hommage s'imposent au propriétaire d'un fonds et non à l'usufruitier ; les droits de relief, ou autres semblables, ne concernent pas, non plus, l'usufruitier, puisqu'ils ne sont pas autre chose que le prix de l'investiture accordée au propriétaire.

Les charges foncières étaient, à l'origine, les seules qu'eût à acquitter la douairière. Dans la dernière période

(1) *Livre de Jostice et de Plet*, p. 249.

de l'ancien droit, elle contribuait aussi aux dettes immobilières, rentes constituées perpétuelles ou viagères antérieures au mariage. Sa part contributoire dans ces dettes s'élevait, dans la Coutume de Paris où le douaire était de la moitié des propres du mari, à la moitié en principal ; la douairière en acquittait les arrérages pendant la durée de son usufruit (1). Quant aux arrérages échus avant le début de sa jouissance, c'étaient des dettes mobilières dont la douairière était complètement affranchie. Elle l'était également des dettes, même immobilières, postérieures au mariage.

La raison de cette dernière distinction, d'après l'époque où les rentes avaient été constituées, nous est donnée par Pothier : « l'homme ayant, par le mariage, contracté l'obligation de conserver le douaire dans son intégrité, il n'a pas pu, par son fait, en contractant des dettes, y porter atteinte ». Quant à la différence établie entre les dettes mobilières et les dettes immobilières, les auteurs ne l'expliquent pas. Il est à remarquer qu'elle existe même dans les coutumes qui, comme celle de Paris, ne font, en principe, aucune distinction entre les dettes, suivant leur nature, pour la contribution. C'est une application du système angevin qui ne peut s'expliquer que par une survivance de l'époque où ce système était général en France.

Le douaire des enfants était considéré comme « une

(1) Pothier, *Douaire*, 2^e partie, I, 5.

espèce de légitime ». Cependant, cette idée ne doit pas être prise à la lettre ; le douaire différait de la légitime à beaucoup d'égards et notamment quant au paiement des dettes. En effet, la légitime n'existait que les dettes étant payées ; elle protégeait les héritiers qui en bénéficiaient contre les libéralités du *de cuius*, mais non contre ses dettes. Au contraire, le douaire des enfants était presque complètement exonéré des dettes. C'était nécessaire pour atteindre sûrement le but que se proposait le douaire. En effet, les enfants, étant héritiers de leur père, n'avaient pas, comme la veuve, besoin du douaire pour être appelés à recueillir ces biens, mais, par l'institution du douaire, on voulait les garantir contre toute aliénation. Cette protection eût été inutile si on avait pu saisir les immeubles qui y étaient assujettis, entre les mains des enfants, pour l'acquittement des dettes de leur père.

Comme celui de la femme, le douaire des enfants est assujetti au paiement des charges foncières et des rentes constituées, à la condition qu'elles soient antérieures au mariage ; comme lui, il est affranchi des dettes mobilières, quelle que soit l'époque où elles ont été contractées. Il y a cependant quelques différences résultant de ce que le douaire des enfants porte sur la propriété des biens qui y sont soumis. Ainsi, les enfants sont tenus des devoirs de fief et des profits féodaux qui s'y rattachent, puisque ce sont des charges qui incombent au propriétaire. En second lieu, le temps pendant lequel ils sont chargés des rentes n'est pas limité, comme pour la

veuve, puisque leur droit a une durée indéfinie, tandis que celui de la douairière étant un usufruit, s'éteint à sa mort.

Dans certaines coutumes, le douaire des enfants n'était qu'un usufruit ; on suivait alors pour lui les mêmes règles de contribution aux dettes que pour celui de la veuve.

§ 2. — Droit d'aînesse.

Les coutumes, même les plus concises sur la question de la contribution aux dettes, ne manquent pas de régler les rapports de celle-ci avec le droit d'aînesse. Si l'on parcourt les ouvrages des commentateurs, on est frappé de l'importance qu'ils attachent à la contribution de l'aîné aux dettes et charges héréditaires ; beaucoup s'étendent plus longuement sur ce sujet que sur le principe général de partage des dettes. Cela provient de ce que le droit d'aînesse, qui joua d'abord un grand rôle dans l'organisation féodale, resta très en faveur, par suite des idées nobiliaires, pendant toute la durée de l'ancien régime.

Si le droit d'aînesse se rencontre dans toutes les coutumes, il s'en faut qu'il soit régi partout par les mêmes principes ; il y a des divergences presque sur tous les points. Ainsi, l'avantage accordé à l'aîné est plus ou moins étendu, les cas d'application du droit d'aînesse sont plus ou moins nombreux suivant les coutumes et la question de la contribution aux dettes n'échappe pas à

cette diversité. Des deux faits que nous venons de signaler : abondance de renseignements et variété des coutumes, il résulte que nous devons nous arrêter plus longuement sur cette exception aux règles de répartition du passif que sur les précédentes.

Pour bien se rendre compte de la portée de cette exception il est indispensable de donner d'abord une notion sommaire du droit d'aînesse dans les coutumes rédigées. C'est le seul moyen de comprendre comment elles envisageaient le droit d'aînesse et par là d'expliquer leurs solutions en matière de contribution aux dettes.

A. *Notion sommaire sur le droit d'aînesse.* — Le droit d'aînesse a pour origine l'indivisibilité du fief dans l'intérêt de la société féodale. Cette indivisibilité subsista toujours pour les fiefs de dignité, mais l'aîné devait une récompense aux puînés (1). Quant aux fiefs non titrés, l'indivisibilité fit place au droit d'aînesse.

Les règles du droit d'aînesse sont donc spéciales aux successions nobles. En principe, pour savoir si une succession présente ce caractère, il faut s'attacher à la nature des biens : il y a succession noble toutes les fois qu'il s'agit de fiefs ou d'alleux nobles, quelle que soit la qualité des héritiers. Mais ce principe n'est pas absolu. Il y a des coutumes qui étendent les règles des successions nobles, et notamment le droit d'aînesse à tous les biens sans distinction ; telles sont celles de Boulenois,

(1) Lebrun, *Successions*, I, II, 1, § 70.

Ponthieu, Maine et Anjou (1). La Coutume du Grand Perche fait de même lorsque les héritiers sont nobles ; à l'inverse, celles d'Angoumois, Marche, Berry, Nivernais et Bourbonnais (2) n'appliquent, même aux fiefs, les règles des biens nobles, que si les héritiers sont nobles.

Le droit d'aînesse n'appartenait, en principe, qu'à l'aîné mâle en ligne directe. Au XIII^e siècle on l'accordait également à la fille aînée lorsqu'il n'y avait pas d'héritiers mâles. Quelques coutumes maintiennent cette décision ; ces mêmes coutumes admettent, contrairement au droit commun, le droit d'aînesse même en ligne collatérale ; ce sont des coutumes du Nord ou de l'Ouest (3), c'est-à-dire la plupart de celles qui adoptent le système angevin et qui sont les plus attachées aux considérations nobiliaires.

En quoi consistait le privilège fait à l'aîné ? Il comprenait, en principe, deux éléments (4) : le préciput et la part avantageuse. Le préciput consistait dans le principal manoir, auquel certaines coutumes ajoutaient un peu de terre autour de ce manoir, ce que l'on appelait « pourpris », « entour » ou « vol du chapon ». L'aîné

(1) Boulenois (art. 62) ; Ponthieu (art. 1^{er}) ; Maine (art. 280) ; Anjou (art. 273).

(2) Angoumois (art. 87) ; Marche (art. 215) ; Berry (art. 31) ; Nivernais (chap. XXXV, art. 1^{er}) ; Bourbonnais (art. 301).

(3) Boulenois, Ponthieu, Artois, Amiens, Péronne, Clermont-en-Beauvaisis, Anjou, Maine, Touraine, Poitou, Angoumois.

(4) Nous ne parlons que des droits utiles, les droits honorifiques ne concernant pas le droit successoral.

avait droit, en règle générale, à prendre son préciput dans la succession de chacun de ses ascendants ; cependant quelques coutumes ne lui donnaient qu'un seul manoir dans l'ensemble des deux successions de ses père et mère, à son choix. Le préciput était, dans quelques régions, la seule faveur accordée à l'aîné ; mais la plupart des coutumes y ajoutaient une part avantageuse dans les autres biens de la succession. La quotité de cette part variait suivant les coutumes et, dans certaines d'entre elles, suivant que l'héritier était noble ou roturier. En règle générale, et notamment à Paris, elle ne portait que sur les biens nobles et s'élevait aux deux tiers de ces biens s'il n'y avait qu'un puîné ou une fille, à la moitié s'il y en avait plusieurs. Mais la part avantageuse de l'aîné est plus considérable dans certaines coutumes, surtout du Nord et de l'Ouest ; il en est qui la donnent dans tous les biens, nobles ou roturiers (1) et même dans les meubles (2) ; parfois même les puînés n'ont leur part qu'en usufruit (3).

Lorsque le droit d'aînesse existait en ligne collatérale, il était souvent encore plus considérable qu'en ligne directe, parfois même absolu. Ainsi les Coutumes de Boulenois, Ponthieu, Artois et Amiens donnent tout à l'aîné. Cependant en Maine et Anjou les puînés prennent

(1) Ponthieu, art. 1^{er}.

(2) Bretagne, art. 541.

(3) Anjou, art. 22.

alors leur part en propriété ; ici il y a donc, au contraire, réduction de la part de l'aîné.

En présence de toutes ces variétés dans les coutumes, il est bien difficile de les diviser en groupes nettement caractérisés. Cependant, si l'on s'en tient aux traits généraux, on peut remarquer qu'elles partent de deux principes différents. Pour les unes, le privilège accordé à l'aîné est un préciput qui doit être affranchi des dettes ; c'est le système de la Coutume de Paris et de la majorité des coutumes. Pour les autres, au contraire, tantôt l'aîné est considéré comme seul héritier et par suite supporte seul les dettes ; tantôt lui et les puînés sont héritiers quoique à des parts inégales et les dettes se divisent proportionnellement à leur émolument. Dans ce sens sont la plupart des Coutumes de l'Ouest et du Nord ; nous prendrons pour types celles d'Anjou et d'Amiens. Nous allons donc étudier successivement la contribution de l'aîné aux dettes dans la Coutume de Paris et dans celles d'Anjou et d'Amiens.

B. *Contribution de l'aîné aux dettes dans la Coutume de Paris.* — Le principe général de contribution aux dettes dans cette coutume étant que les héritiers les supportent à proportion de leur émolument héréditaire, on devrait, si on l'appliquait à l'aîné, faire l'estimation de son préciput, ajouter cette valeur à celle de la part que l'aîné obtient dans la succession, y compris son avantage, comparer le chiffre ainsi obtenu avec celui de la part qui revient aux puînés et établir le même rapport

entre sa portion de dettes et celle des puînés. Supposons par exemple, qu'une succession ouverte dans la Coutume de Paris soit recueillie par les trois enfants du *de cujus*. Les biens nobles s'élèvent à 100.000 livres et les autres biens à 120.000 livres. L'aîné prend d'abord le principal manoir estimé à 20.000 livres, plus la moitié des autres biens nobles, soit 40.000 livres, plus enfin le tiers des biens roturiers, c'est-à-dire encore 40.000 livres ; au total 100.000 livres. Chacun des puînés obtient la moitié des 40.000 livres de biens nobles laissés par l'aîné, soit 20.000 livres et la moitié de ce qui reste de biens roturiers, soit 40.000 livres ; au total 60.000 livres. Quelle part du passif devrait supporter chacun des enfants ? L'aîné ayant les $\frac{10}{22}$ de l'actif devrait en payer les $\frac{10}{22}$ et chacun des puînés n'obtenant que $\frac{6}{22}$ aurait à sa charge les $\frac{6}{22}$. Ce n'est pas ce que décident la plupart des coutumes. D'après l'article 334 de la Coutume de Paris, « les aînés ne sont tenus des dettes personnelles en plus que les autres cohéritiers pour le regard de leur dite aisnesse ». Ils ne contribuent donc aux dettes avec leurs frères que pour leur part virile ; on considérerait l'article 334 comme visant à la fois par le mot « aisnesse », le préciput et la part avantageuse. Par suite, dans l'exemple cité plus haut, l'aîné ne contribuera que pour un tiers comme ses frères.

Comment s'explique cette faveur accordée à l'aîné ? Elle n'est que la conséquence naturelle des avantages qu'il obtient dans le partage de l'actif et s'explique donc

par les mêmes motifs. Aux origines, c'est le régime féodal qui imposait la conservation de la richesse entre les mains d'un des héritiers dans les familles nobles ; son émiettement entre tous eût diminué la force du groupe féodal qui exigeait des membres puissants, capables de fournir des ressources importantes en hommes et en argent. Plus tard, ce sont les idées nobiliaires, le désir de maintenir les familles dans le rang qu'elles occupaient. Ces deux considérations ne pouvaient être satisfaites que si le partage du passif ne venait pas détruire les effets du privilège accordé à l'aîné dans l'actif.

Pour justifier juridiquement la solution admise, on disait que les avantages accordés à l'aîné constituaient un prélegs (1), ou que l'aîné était assimilable à un légataire universel qui bénéficierait en même temps d'un legs particulier (2). Cela ne faisait aucun doute en ce qui concerne le préciput, mais il y avait plus de difficulté à l'égard de la part avantageuse. Cette expression même de « part avantageuse » semblait indiquer que l'aîné la prenait en qualité d'héritier. Mais si Dumoulin avait conclu en ce sens, Eusèbe de Laurière fit remarquer que, dans l'esprit des coutumes, il fallait distinguer dans la part avantageuse de l'aîné un deuxième préciput constitué par tout ce qui excédait sa part virile, et cette part virile elle-même. Ainsi, dans la Coutume de Paris qui

(1) Ferrière, *Coutume de Paris*, art. 334, glose 3 ; Pothier, *Successions*, chap. V, art. III, § 3.

(2) Lebrun, *Successions*, IV, II, 3, § 2.

accorde à l'aîné les deux tiers des biens nobles lorsqu'il n'y a que deux enfants, un tiers est un nouveau préciput et l'autre tiers la part héréditaire. Ceci admis, la conséquence nécessaire relativement aux dettes était que l'aîné ne devait y contribuer que pour sa part virile. On pouvait, il est vrai, soulever deux objections, l'une au nom du droit romain, l'autre au point de vue de l'équité. Le droit romain veut, en effet, que les héritiers contribuent tous aux dettes proportionnellement à leur émolument héréditaire. Quant à l'équité, elle semble violée puisque l'aîné qui reçoit une plus forte part des biens n'en supporte pas la contre-partie qui est le passif. A cela, Ferrière répond que le droit romain est respecté, puisqu'il dispense le prélegs de la charge des dettes. L'avantage fait à l'aîné n'est pas non plus contraire à l'équité, car il est juste que les aînés soutiennent l'éclat et la splendeur de leur maison (1).

L'article 334 de la Coutume de Paris dit que les aînés ne sont pas tenus « des debtes personnelles ». Par là il faut entendre même les dettes immobilières, notamment les rentes constituées, même assignées sur des fiefs, « car cet assignat spécial n'empêche pas que ces rentes ne soient dettes personnelles du défunt » (2). Ce que la coutume entend opposer à ces dettes personnelles ce sont les charges foncières qui grèvent l'héritage plutôt que la personne. L'aîné est tenu, en effet des servitudes,

(1) Ferrière, *Coutume de Paris*, art. 334, glose 3.

(2) Pothier, *loc. cit.*

rentes foncières et droits seigneuriaux dus par les fiefs qui lui sont attribués ; il en est tenu pour le tout s'il recueille tout le fief, et s'il n'en a qu'une part, proportionnellement à cette part.

On ne doit pas considérer comme dette particulière de l'héritage la dette du prix du fief ; l'aîné n'en supportera que sa part virile. De même s'il a été obligé de faire des procès à l'occasion d'un fief commun, les puînés contribuent également avec l'aîné. Mais si le fief a été vendu par le père avec faculté de réméré, l'aîné ne peut contraindre les puînés ou filles à contribuer au rachat, car il n'y a là qu'une simple faculté. Le prix du rachat doit donc être acquitté par l'aîné en totalité, à moins que les autres frères n'y aient une part, auquel cas, s'ils veulent procéder au rachat, ils y contribueront, mais en proportion de leur part dans le fief et non pas également (1).

Pour l'hypothèque, Lebrun fait une distinction. Si le fief préciput de l'aîné a été acheté par son père grevé d'hypothèque, il n'a pas de recours contre ses cohéritiers « parce que la dette n'est pas de la succession ». Il peut seulement choisir un autre fief comme préciput. Si, au contraire, c'est le père qui a hypothéqué le fief, il faut sous-distinguer : 1^o le père s'est en même temps obligé personnellement, alors ce n'est point une dette de la succession et, si l'aîné s'en acquitte, il n'a pas de recours, mais, comme dans le cas précédent, on lui permet de

(1) Sur ces questions : V. Lamoignon, *Arrêtés*, tit. XLV, art. 44 et suiv.

prendre un autre fief, s'il y en a dans la succession et s'il a ignoré l'hypothèque ; 2^o le *de cujus* a, en même temps, obligé ses autres biens, alors l'aîné a un recours, à moins que l'obligation des autres biens ne soit que subsidiaire.

Si le fief a été donné en antichrèse, la dette ne doit pas être supportée par l'aîné seul ; c'est une dette de la succession à laquelle tous les héritiers doivent contribuer.

Le privilège de l'aîné lui étant accordé intégralement, franc et quitte de toute dette, les puînés se voyaient souvent enlever presque toute leur part ; on protégeait la propriété féodale de l'aîné comme d'autres coutumes protégeaient la propriété immobilière en général. En poussant les choses à l'extrême, il aurait pu arriver que l'aîné emportât presque tout l'actif et que, non seulement ce qui restait aux puînés fût complètement absorbé par les dettes, mais qu'ils fussent obligés d'en payer une partie sur leurs biens propres. Les coutumes, quelque favorables qu'elles aient été pour l'aîné, n'allèrent cependant pas jusque-là. Dans cette hypothèse l'aîné n'emportait pas son préciput franc et quitte, il était obligé d'acquitter tout ce qui excédait la part d'actif des puînés. Autrement dit, ces derniers n'étaient pas tenus des dettes *ultra vires hereditatis*, tant que le préciput et l'avantage de l'aîné n'avaient pas été à leur tour, absorbés par elles.

Les coutumes, dit Pothier, « en accordant un prélegs à l'aîné n'entendent pas le faire *ultra vires hereditatis* », et il compare cette hypothèse à celle d'un prélegs fait

dans les pays de droit écrit, en faveur d'un des héritiers ; si les dettes excédaient l'actif des autres héritiers, celui qui bénéficie du prélegs subirait un retranchement de son avantage. On peut également faire un rapprochement entre cette situation et celle de l'héritier aux meubles dans les coutumes de système angevin. Nous avons vu que ce dernier n'est pas tenu des dettes *ultra vires mobilitium* ; dans les deux cas, les considérations d'équité font fléchir les principes de protection de la propriété féodale ou immobilière (1).

Quelques auteurs, au dire de Pothier, allaient même plus loin, en demandant qu'on réservât aux puînés une légitime égale à la moitié de la part qu'ils auraient eue si les dettes avaient été payées par tous les biens de la succession. Pothier trouve ce sentiment très équitable et estime qu'il doit être suivi en pratique.

Pour le paiement des legs, la contribution entre l'aîné et les puînés se faisait à proportion de l'émolument. On en donnait pour raison que, sans cela, l'égalité requise par la coutume entre enfants serait rompue (2). Mais n'en est-il pas ainsi à l'égard des dettes ? Quoi qu'il en soit, on voit par là combien le droit d'aînesse auquel les auteurs donnent parfois la qualification de « légitime féodale » diffère de la légitime de droit. Cette dernière ne

(1) Il est à remarquer que Pothier raisonne de même dans les deux cas et en employant les mêmes termes. — Cf. le paragraphe 1^{er} de l'art. 2, du chap. v, avec le paragraphe 3 de l'art. 3 du même chapitre.

(2) Espiard sur Lebrun, IV, II, 4, § 13.

se calcule que déduction faite des dettes, mais elle protège les héritiers contre les libéralités du *de cujus* ; c'est tout juste le contraire qui est vrai de la légitime féodale.

Il se pouvait que le *de cujus* eût donné ou légué des fiefs à une fille ou à un puîné. Ces libéralités étaient valables si ces derniers renonçaient à la succession et, naturellement, l'aîné perdait tout droit sur les fiefs qui en faisaient l'objet, mais ils entraient en ligne de compte pour le calcul de la légitime féodale et, si elle était entamée, la libéralité pouvait être réduite. Ainsi, supposons que les fiefs aient une valeur de 120.000 livres et que les enfants soient au nombre de deux. Le *de cujus* a fait un legs de 50.000 livres en fiefs à son fils puîné qui renonce pour s'en tenir à ce legs ; la légitime sera néanmoins de 80.000 livres et le disponible n'étant par conséquent que de 40 000 livres, la libéralité devra être réduite de 10.000 livres.

La dérogation apportée par le droit d'aînesse aux principes de contribution, ne doit pas être étendue au privilège de masculinité par lequel l'héritier mâle exclut la femme, à degré égal, en ligne collatérale, de la succession aux fiefs. Chacun contribuera proportionnellement à son émolument parce que ce n'est pas à titre de préciput que l'héritier mâle recueille les fiefs, mais à titre de succession. De même, si une fille renonce à la succession, comme cela avait lieu fréquemment, en faveur d'un de ses frères (généralement l'aîné), celui-ci recueillant deux

parts d'actif paiera également une double part de passif parce qu'il prend tout à titre de succession.

En un mot, le privilège accordé à l'aîné pour son droit d'aînesse est exceptionnel ; il dérive du caractère de prélegs attribué par les coutumes à son préciput et à sa part avantageuse, et c'est pourquoi nous allons voir que la contribution de l'aîné se fait suivant de tout autres règles dans les coutumes qui envisagent différemment son avantage.

C. Contribution de l'aîné dans la Coutume d'Anjou. — La Coutume d'Anjou est profondément différente de celle de Paris. Elle ne considère plus la part avantageuse comme un prélegs ; l'aîné est véritablement héritier pour le tout. Il est même, en principe, le seul héritier ; par suite, non seulement il ne sera pas affranchi des dettes quant à son droit d'aînesse, mais il en sera, en principe, seul tenu. Il en est de même dans les Coutumes de Maine, Touraine et Loudunois (1).

Dans la Coutume d'Anjou, l'aîné obtient les deux tiers de tous les biens immeubles, nobles ou roturiers, et la totalité des meubles. Le tiers des immeubles qui reste aux puînés ne leur est même pas donné en propriété mais seulement en usufruit, sauf en ligne collatérale.

En ligne directe, les puînés n'ayant qu'un usufruit, ne sont pas considérés comme véritables héritiers ; la Coutume d'Anjou dit qu'ils sont simplement « bienfaiteurs ».

(1) Anjou (art. 235) ; Maine (art. 252) ; Touraine (art. 268 et 274) ; Loudunois (tit. XXVII, art. 14).

On s'explique donc qu'ils ne contribuent pas aux dettes. On pouvait, il est vrai, objecter que, si les usufruitiers ne contribuent pas aux dettes, cependant, en règle générale, le calcul de leur usufruit ne doit se faire qu'après déduction des dettes. Il en est ainsi pour l'usufruit du père ou de la mère (art. 270), du survivant des deux conjoints (art. 283), de la douairière (art. 299), du donataire d'usufruit (art. 326). Mais Pocquet de Livonnière répond que l'article 235 constitue pour les puînés une dérogation expresse à ce principe général (1). Par conséquent, en ligne directe, si les puînés mâles sont réduits à une part infime en usufruit, ils l'obtiennent du moins garantie contre les charges héréditaires de toute sorte, car l'article 235 vise aussi bien les legs que les dettes et les dettes immobilières, comme les rentes constituées, que les dettes mobilières ; l'aîné « doit faire et accomplir l'obsequé, funéraille et testament du décédé, payer ses dettes personnelles et tous ses arrérages de rentes et devoirs. »

En ligne collatérale, les puînés obtiennent, avons-nous dit, leur part d'immeubles en propriété et il en est de même des filles en ligne directe (2). Aussi les puînés en ligne collatérale, et les filles, toujours, sont considérés comme véritables héritiers tenus de contribuer aux dettes. Toutefois, il faut remarquer qu'il ne s'agit que

(1) Pocquet de Livonnière, sur l'art. 235 de la Coutume d'Anjou.

(2) *Coutume d'Anjou*, art. 235 : « ... sauf ès successions collatérales auxquelles ils succèdent, avec les filles par héritage ».

des dettes immobilières puisque, dans ces coutumes les héritiers aux immeubles ne contribuent qu'à cette espèce de dettes; or les puînés ne reçoivent que des immeubles. Entre eux et l'aîné la répartition des dettes immobilières se fait en proportion de leur émolument, et il faut même comprendre dans l'émolument de l'aîné les biens meubles auxquels il succède seul, puisque nous savons que l'héritier aux meubles doit contribuer aux dettes immobilières sur ce qui lui reste de meubles après acquittement des dettes mobilières. Mais Pocquet de Livonnière nous dit que les puînés ne contribuent jamais à ces dernières dettes, sauf en cas d'insuffisance des meubles. Tout cela n'est que l'application du droit commun.

L'aîné avait un moyen de se décharger des dettes mobilières, c'était de renoncer aux meubles ; il devait alors les faire vendre, en appelant à la vente les filles ou leurs maris. Le produit de la vente sert à payer les dettes ; s'il est insuffisant, le surplus sera payé par l'aîné et les filles proportionnellement à leur part dans les fiefs, mais les puînés qui n'ont qu'un usufruit en sont toujours affranchis en ligne directe. Au contraire, en ligne collatérale, ils devaient être appelés à la vente et, s'il y avait un reliquat de passif mobilier, ils y contribuaient proportionnellement à leur émolument. « Tout cela, dit Lebrun, roule sur cette différence entre la ligne directe et la ligne collatérale, qu'en directe, les puînés ne sont pas héritiers, mais simples bénéficiaires, au lieu qu'en collatérale ils sont héritiers propriétaires (1). »

(1) *Successions*, IV, II, 3, § 2.

La Coutume d'Anjou admettait le droit d'aînesse même entre roturiers (1), mais dans ce cas elle ne donnait à l'aîné que les deux tiers des fiefs « tombés en tierce foi », sans autre préciput ni avantage. On considérait alors ce droit comme un préciput et il était affranchi des dettes ; l'aîné n'en payait que sa part virile.

En somme, on voit que, sauf dans cette dernière hypothèse, l'avantage de l'aîné ne constitue pas une exception véritable aux règles normales de contribution. Il n'y a qu'une application de deux principes généraux de la Coutume d'Anjou : 1^o que les meubles sont chargés des dettes mobilières et les immeubles des dettes immobilières ; 2^o que les usufruitiers ne contribuent pas aux dettes. Le premier principe explique que l'aîné, recueillant tous les meubles, paie les dettes mobilières, et que les dettes immobilières se divisent, en ligne collatérale, entre lui et les puînés, chacun succédant à une partie des immeubles en propriété. Le deuxième justifie l'exonération des puînés en ligne directe puisqu'ils ne sont qu'usufruitiers.

D. Contribution de l'aîné dans la Coutume d'Amiens.

— Un certain nombre de coutumes du Nord, parmi lesquelles la Coutume d'Amiens, n'accordent à l'aîné, comme la Coutume de Paris, qu'une part plus forte dans les fiefs ; à Amiens, les $\frac{4}{5}$ en ligne directe et la totalité en ligne collatérale. Mais, contrairement à la Coutume de Paris,

(1) Art. 255.

la contribution aux dettes se fait à proportion de l'émolument. « Le dit quint est tenu aux charges et dettes de la succession *pro rata* de l'émolument tant seulement » (art. 80). On voulait éviter que le quint des puînés ne fût absorbé par les dettes et qu'ils fussent ainsi frustrés complètement de la succession de leurs parents, ce qui serait injuste et contre toute équité (1). On faisait remarquer que, si l'aîné se trouvait chargé de plus de dettes que dans la Coutume de Paris, c'est que sa part avantageuse était très élevée.

Certains auteurs pensaient que l'article 80 de la Coutume d'Amiens ne devait s'appliquer que s'il n'y avait ni meubles ni rotures et en ligne directe seulement ; ils citaient un arrêt du 7 septembre 1704, en ce sens (2). Dans le cas contraire, la contribution se serait faite d'après les parts héréditaires, c'est-à-dire également entre l'aîné et ses frères et sœurs. Ces auteurs donnaient pour raison que le droit d'aînesse n'existe « qu'ès biens féodaux et non roturiers ».

Mais la plupart des commentateurs de la Coutume d'Amiens pensent que l'article 80 doit s'appliquer dans tous les cas. Ricard fait observer qu'il ne distingue pas entre la ligne directe et la ligne collatérale, ni entre les fiefs et les meubles et rotures, « qu'il est fort étrange

(1) De Heu, *Coutumier de Picardie*, sur l'art. 80 de la Coutume d'Amiens.

(2) Ricard, sur l'art. 80 de la Coutume d'Amiens ; Brodeau sur le même article, dans la *Coutumier général* de Bourdot de Richebourg.

qu'un arpent de roture fasse qu'un fief de cent mille écus se partage contre la disposition de la coutume pour ce qui est du paiement des dettes ». « Il ajoute que les puînés « sont déjà assez désavantagés en cette coutume sans introduire encore contre eux une interprétation qui détruit le sens de cet article » ; qu'enfin l'aîné ne prend pas les quatre quints par préciput mais comme part héréditaire. C'était également l'opinion de de Heu et Dufresne (1). L'aîné et les puînés contribueront donc dans tous les cas proportionnellement à leur émolument, aux dettes immobilières et à tout ce qui subsistera des dettes mobilières après épuisement des meubles, conformément aux principes ordinaires.

On voit qu'au fond, la Coutume d'Amiens ne diffère pas sensiblement de celle d'Anjou ; les divergences proviennent du partage de l'actif. Dans la Coutume d'Anjou, l'aîné en ligne directe est seul héritier ; dans celle d'Amiens, les puînés ayant toujours leur part en propriété (2), le sont également. De plus, la Coutume d'Anjou donne tous les meubles à l'aîné, tandis que celle d'Amiens les divise également entre tous les enfants (art. 82). Mais, dans toutes deux l'aîné prend sa part avantageuse à titre d'héritier et dans toutes deux aussi, il contribue aux dettes conformément aux règles ordinaires

(1) V. les commentaires de ces auteurs sur l'art. 80 de la Coutume d'Amiens, dans le *Coutumier de Picardie*.

(2) Ceci n'est vrai d'ailleurs que depuis la réformation des coutumes ; auparavant les puînés n'avaient qu'un usufruit. — Comp. l'article 71 de la Nouvelle Coutume et l'art. 39 de l'ancienne.

qui sont, nous l'avons vu, les mêmes dans les deux coutumes. Ce n'est donc que dans la Coutume de Paris et celles qui adoptent son système quant au droit d'ainesse qu'il y a vraiment une exception aux principes de contribution aux dettes quant à la part avantageuse.

Mais il ne faut pas oublier que les Coutumes d'Anjou et d'Amiens, comme celle de Paris, accordent à l'ainé comme préciput le principal manoir et celui-ci ayant partout la même nature de prélegs, est recueilli par l'ainé franc et quitte de toute charge. Pour lui, l'exception est générale.

III. — Exceptions conventionnelles et testamentaires.

Les règles de contribution posées par les coutumes étaient-elles impératives, ou bien pouvait-on y déroger ? Pour répondre à cette question il faut distinguer suivant que l'on envisage la convention créatrice de l'obligation, le testament et les conventions entre héritiers.

§ 1. — Convention entre le créancier et le débiteur.

Au moment du contrat qui donne naissance à une dette, les parties peuvent convenir qu'elle ne se divisera pas entre les héritiers du débiteur et que, par conséquent, le créancier pourra s'adresser à l'un d'entre eux pour le tout ; mais cette indivisibilité conventionnelle n'empêche pas, nous l'avons vu, la contribution définitive de se faire conformément à la coutume ; il y a là un avantage pour

le créancier, mais qui ne produira aucun effet sur les rapports des cohéritiers entre eux. Si les parties avaient dit en termes exprès que la dette resterait définitivement à la charge de l'un des héritiers, qui n'aurait aucun recours contre les autres il semble que cette clause serait valable puisque l'ancien droit validait les pactes sur successions futures faits avec le consentement de la personne de la succession de qui il s'agissait. C'est du reste une hypothèse peu pratique.

§ 2. — Testament.

La validité des dérogations apportées par testament aux principes coutumiers de contribution dépendait d'abord de la qualité des successeurs qu'elles visaient.

1° Entre légataires, le *de cujus* est libre de répartir les *dettes* à son gré. Il peut les mettre toutes à la charge d'un seul des légataires universels ou même d'un légataire particulier. Il en est de même à l'égard des *legs* ; il peut par exemple mettre un legs particulier à la charge d'un autre légataire particulier, expressément ou tacitement. La raison en est évidente ; le *de cujus* étant absolument libre de faire ou de ne pas faire de legs, l'est à plus forte raison, de diminuer ou d'augmenter la part qu'il a accordée à chacun.

2° Entre légataires et héritiers, la liberté du testateur est limitée par l'obligation de ne pas entamer la réserve. Ainsi, il ne peut exonérer le légataire universel de payer les legs puisque cette disposition réduit les héritiers à

leur réserve ; cela est également vrai pour les dettes car dispenser un successeur de payer des dettes, cela équivaut à lui faire un legs égal à leur valeur. En revanche, pourvu que la réserve reste intacte, le *de cujus* peut déroger à sa guise aux règles coutumières ; ainsi il peut imposer toutes les dettes au légataire universel.

3° Entre héritiers, la question est plus complexe. Il faut distinguer suivant le système admis par les coutumes sur la question du rapport des libéralités. Il est évident, en effet, ainsi que nous l'avons déjà dit, que faire à un héritier un legs de 5.000 livres ou diminuer de 5.000 livres la part de dettes qu'il devrait supporter, sont deux choses équivalentes. Or, au sujet du rapport, les coutumes se divisaient en trois groupes principaux :

a) Quelques-unes, dites coutumes de « préciput », admettaient les libéralités avec dispense de rapport, corrélativement avec la qualité d'héritier ; on pouvait être à la fois héritier et légataire. Il était donc possible de modifier librement, sauf à ne pas porter atteinte à la réserve, la répartition des charges héréditaires. La plupart de ces coutumes étaient situées dans le Centre : Berry, Bourbonnais, Nivernais, etc.

b) La majorité des coutumes étaient de « simple égalité ». Elles permettaient les libéralités faites avec dispense de rapport, à un héritier, mais celui-ci devait opter entre sa qualité d'héritier et celle de légataire, d'où le nom donné parfois à ces coutumes, de coutumes « d'option ». L'héritier devait, ou rapporter la libéralité, ou

renoncer à la succession pour s'en tenir à son legs. Cela produisait, quant à la contribution aux dettes, les conséquences suivantes : le testateur ne pouvait pas mettre à la charge exclusive d'un ou plusieurs de ses héritiers une dette ou un legs quelconque « quand même il aurait ordonné expressément qu'il ne voulait point que les autres en fussent tenus..., car ce serait un vrai avantage que ceux qui ne seraient pas chargés du legs auraient au-dessus de celui qui en serait chargé, s'ils n'étaient point obligés d'y contribuer avec lui » (1). Pothier signale cependant une exception à cette règle : « Lorsque le défunt a laissé différents héritiers à diverses espèces de biens et qu'il a chargé de la prestation de quelque legs les héritiers à une certaine espèce de biens nommément, les héritiers aux autres espèces de biens ne seront point tenus desdits legs. » Il était donc possible de mettre à la charge exclusive des héritiers aux meubles et acquêts ou des héritiers aux propres un legs déterminé. Pothier n'en donne pas la raison ; c'est une nouvelle application de l'idée que les héritiers à des espèces de biens différentes ne sont pas vraiment cohéritiers.

Quoi qu'il en soit, cette exception était limitée aux legs et ne s'étendait pas aux dettes. Lebrun dit, en effet, expressément que « le testateur ne peut ordonner que ses dettes seront supportées par les héritiers aux propres, alors même qu'elles ne dépasseraient pas le quint

(1) Pothier, *Successions*, V, II, § 1.

total dont il peut disposer » (1), et le motif qu'il donne, à savoir que ce serait un véritable prélegs, lequel n'est permis que dans les coutumes qui le disent expressément, s'applique également aux héritiers aux meubles et acquêts. Le *de cuius* ne pouvait donc dispenser un héritier de sa contribution à une dette ou à un legs que si cet héritier renonçait à la succession pour s'en tenir à un legs. Ce système était celui de la Coutume de Paris, et représentait le droit commun.

c) Enfin, quelques coutumes de l'Ouest : Maine, Anjou, Touraine, dites « d'égalité parfaite », appliquaient de façon absolument rigoureuse le principe de l'égalité dans les partages ; nul ne pouvait avantager un de ses héritiers au détriment des autres, par un moyen quelconque. Même en renonçant à la succession, un héritier ne pouvait se dispenser de rapporter les libéralités qu'il avait reçues. On voulait éviter par là les mécontentements entre les enfants, mais cela rendait impossible de favoriser celui des héritiers qui le méritait par ses qualités, ou qu'une infirmité plaçait dans une situation inférieure quant aux moyens d'existence. Au point de vue des dettes, il en résultait qu'il n'y avait aucune possibilité de modifier les règles de la coutume relatives à la contribution.

§ 3. — Conventions entre héritiers.

Quel que fût le système adopté par une coutume quant aux dérogations testamentaires, la liberté la plus absolue

(1) Lebrun, *Successions*, IV, II, 3, §§ 71 et 72.

était laissée aux héritiers et autres successeurs tenus aux dettes, pour régler entre eux la contribution définitive. Ils pouvaient, à la condition d'être tous d'accord sur ce point, apporter toutes modifications qui leur convenaient aux règles coutumières. Cela pouvait être souvent fort utile, soit pour éviter de morceler un héritage, soit pour mettre le service d'une rente à la charge d'un des successeurs. Ces arrangements ne pouvaient léser personne, étant faits d'un commun accord et moyennant des concessions réciproques.

CHAPITRE V

LA CONTRIBUTION AUX DETTES DANS LE DROIT INTERMÉDIAIRE

La Révolution française ne pouvait laisser subsister les règles de contribution de l'ancien droit. Elles présentaient, en effet, deux caractères tout à fait contraires à l'esprit nouveau : leur diversité et leurs tendances aristocratiques.

La variété des coutumes était, nous l'avons vu, poussée à l'extrême. A côté des trois systèmes principaux que nous avons étudiés, il y avait, sans parler du droit écrit qui s'appliquait dans le Midi, une infinité de divergences secondaires. Or, jamais plus qu'au xviii^e siècle, on n'avait été porté vers l'unité, d'abord par suite de la tendance dégagée par les philosophes, à ramener toutes choses à la plus grande simplicité possible, ensuite pour satisfaire à l'esprit d'égalité qui voulait que tous fussent régis par les mêmes lois.

Ce même esprit d'égalité que la Révolution devait pousser à ses extrêmes limites, devait entraîner la disparition de tout ce qui présentait un caractère aristocratique, c'est-à-dire, en premier lieu, des privilèges résultant des règles de la succession noble et spécialement du droit d'aînesse, ensuite, de tout ce qui tendait à rompre

l'égalité des partages, comme les distinctions en propres et acquêts, biens paternels et maternels. Par suite, les principes de contribution aux dettes, qui dérivaien dans bien des cas de ces privilèges et de ces distinctions, devaient se trouver profondément modifiés.

Il ne faut pas, toutefois, exagérer l'influence des idées révolutionnaires sur les changements accomplis dans le domaine des institutions successorales. En ce qui concerne l'unité de législation, il y avait longtemps qu'elle était réclamée. Les inconvénients pratiques résultant des divergences des coutumes appelaient une réforme. Déjà au xvi^e siècle, Dumoulin avait fait une tentative en ce sens, et au siècle suivant, Lamoignon essaya d'y parvenir quoique sans succès, au moins pour le ressort de son Parlement.

Même la tendance à l'égalité qui est d'ailleurs au fond de tout cœur humain, avait déjà fait des progrès sensibles en ce qui concerne la contribution aux dettes héréditaires, au cours de l'ancien régime. On était parvenu à transformer le système primitif dans le sens de l'équité et à faire admettre comme système de droit commun celui de Paris, le plus égalitaire de tous, si égalitaire que la Révolution n'eut, en somme, qu'à le généraliser.

L'influence de la Révolution s'exerça donc moins, sur ce point, dans le domaine des idées que dans celui de leur application. A la faveur du bouleversement social qui se produisait, il devint plus facile de réaliser les réformes projetées depuis longtemps.

Aucune des lois révolutionnaires ne vise directement les dettes héréditaires ; elles n'en apportent pas moins des changements profonds dans leur répartition entre cohéritiers par contre-coup des réformes relatives à la dévolution des biens. Celles qui nous intéressent sont : sous la Constituante, la loi du 7 avril 1791, qui supprime les privilèges successoraux ; sous la Convention, la loi du 17 nivôse an II réglementant toute la matière des successions, qui fait disparaître les distinctions basées sur la nature ou l'origine des biens et, par suite, des dettes et interdit au testateur d'avantager un des héritiers ; enfin, sous le Consulat, la loi du 4 germinal an VIII, qui abroge cette dernière disposition de la loi de nivôse.

§ 1. — Loi du 8 avril 1791.

L'article 1^{er} de cette loi décide : « Toute inégalité ci-devant résultant, entre héritiers *ab intestat*, des qualités d'aîné ou de puîné, de la distinction des sexes ou des exclusions coutumières, soit en ligne directe, soit en ligne collatérale, est abolie. Tous héritiers en égal degré succéderont par portions égales aux biens qui leur sont déférés par la loi : le partage se fera de même par portions égales dans chaque souche, dans le cas où la représentation est admise. »

L'abolition du privilège de masculinité ne modifie en rien les règles de contribution aux dettes puisque nous avons vu que le droit commun lui était applicable ; la part de fiefs que recevaient les mâles en ligne collatérale est dé-

sormais réduite, puisque les femmes vont y prendre une part égale, mais la part des dettes qu'ils supportaient se trouvera réduite en proportion ; les principes restent donc les mêmes. Il en est autrement de la suppression du droit d'aînesse. L'exception qui en résultait pour l'aîné quant à son préciput et, dans certaines coutumes, quant à sa part avantageuse est désormais abolie.

Les privilèges accordés à l'aîné heurtaient trop le sentiment égalitaire pour pouvoir être maintenus ; aussi leur abrogation fut-elle le premier changement apporté par la Révolution au régime successoral. La Constituante n'alla pas plus loin ; elle laissa notamment subsister les distinctions entre les biens d'après leur origine et leur nature, avec leurs corollaires quant aux dettes.

§ 2. — Loi du 17 nivôse an II.

La Convention, au contraire, opéra une refonte complète de la législation successorale par la célèbre loi du 17 nivôse an II. Ce qui caractérise cette loi, c'est qu'elle pousse à l'extrême le principe de l'égalité entre héritiers. Bien qu'elle ne vise en aucun de ses articles, d'une façon expresse, la question des dettes, elle remanie profondément les principes de contribution de l'ancien droit à un double point de vue : 1° elle supprime toute distinction entre les biens et, par suite, entre les dettes, d'après leur origine ou leur nature ; 2° elle généralise la prohibition de modifier les règles du partage, conformément aux coutumes d'égalité parfaite (1).

(1) On peut ajouter qu'elle supprimait l'institution contractuelle.

Le premier changement résulte de l'article 62 : « La loi ne reconnaît aucune différence dans la nature des biens ou dans leur origine pour en régler la transmission. » Par là se trouvent abrogées, relativement à la dévolution héréditaire, les distinctions en meubles et immeubles, propres et acquêts, biens paternels et biens maternels. Dans les régions qui adoptaient pour le partage des dettes le système parisien, l'article 62 de la loi de nivôse n'entraîne, sur ce point, aucun changement. Mais il n'en va pas de même dans les pays de système angevin ou auvergnat. Il va sans dire, en effet, que les distinctions entre les dettes correspondant à celles que la loi supprime entre les biens, tombent en même temps que ces dernières. En Anjou, par exemple, il n'y a plus désormais d'héritiers aux meubles et d'héritiers aux immeubles ; tous les biens se trouvent confondus ; les dettes le sont nécessairement aussi. De même, en Auvergne, il n'y a plus lieu de distinguer entre les dettes paternelles et les dettes maternelles, puisqu'il n'y a plus d'héritiers aux biens paternels et d'héritiers aux biens maternels.

Comment se fera alors la contribution aux dettes ? La loi n'en parle pas, mais il est évident qu'il n'y a plus désormais partout qu'un seul système possible, c'est le partage à proportion de l'émolument, autrement dit, celui de la Coutume de Paris. Le but que se sont proposé les auteurs de la loi de nivôse en accomplissant cette réforme, c'est évidemment de donner satisfaction au sentiment

égalitaire. Ils ne se préoccupent plus de conserver le rang des familles en protégeant la fortune immobilière ; tout au contraire, en morcelant les héritages, ils veulent briser la force des anciennes familles aristocratiques. Mais en modifiant les règles de la dévolution héréditaire, ils modifiaient nécessairement celles de la contribution aux dettes.

La loi de nivôse réalisa donc l'unité en matière de contribution aux dettes, comme conséquence de celle qu'elle établissait relativement à la dévolution héréditaire. C'est là que réside la grande transformation opérée par la Convention, mais elle ne créa pas de système original, elle se borna à généraliser celui qui était déjà le droit commun, le système de Paris, qui correspondait le mieux aux tendances égalitaires.

On ne peut sur ce point que louer la réforme accomplie par la loi de nivôse. L'uniformité était ici un bienfait comme pour l'ensemble de la législation et le système sur lequel elle se faisait était simple et équitable. Mais on ne saurait en dire autant de la deuxième réforme introduite par cette loi et qui édicte l'impossibilité pour le testateur de modifier les règles légales. Aux termes de l'article 9 : « Les enfants, descendants et héritiers en ligne collatérale ne pourront, même en renonçant, se dispenser de rapporter ce qu'ils auront eu à titre gratuit par l'effet des donations que leur auront faites leurs ascendants ou leurs parens collatéraux, le 14 juillet 1789 ou depuis. » On le voit, c'est le système des coutumes d'égalité par-

faite que choisit le législateur révolutionnaire pour le généraliser. En se montrant aussi rigoureux, on voulait empêcher les testateurs de rétablir, par une manifestation de volonté expresse, les inégalités abrogées par la Révolution et notamment le droit d'aînesse. La conséquence relative aux dettes était qu'il n'était pas possible de diminuer ou d'augmenter par un moyen quelconque la part contributoire de l'un des héritiers. Nous ne reviendrons pas ici sur les critiques qu'on pouvait adresser à une telle solution. Mais la loi de nivôse en aggravait encore la rigueur par sa disposition finale qui la faisait rétroagir jusqu'au 14 juillet 1789. On sait combien de ruines résultèrent de cette violation d'un des principes fondamentaux du droit. Aussi cet effet rétroactif fut-il abrogé dès le 3 vendémiaire an IV.

§ 3. — Loi du 4 germinal an VIII.

La disposition même de la loi de nivôse sur le rapport des libéralités ne subsista pas beaucoup plus longtemps. Les inconvénients résultant de son esprit d'égalité trop absolu ne tardèrent pas à se faire sentir et une loi du 4 germinal an VIII vint la modifier sur ce point. D'après l'article 5 de cette nouvelle loi, « les libéralités autorisées par la présente loi pourront être faites au profit des enfans ou autres successibles du disposant sans qu'ils soient sujets au rapport ». C'est donc désormais le système des coutumes de préciput qui régit la question du rapport. On rejette celui des coutumes de simple égalité

comme ne donnant pas assez de liberté au testateur, tandis que la loi de nivôse l'avait écarté pour le motif diamétralement opposé. Un testateur peut donc, à la condition de le dire expressément, faire à un de ses héritiers des libéralités dispensées de rapport et celui-ci peut les conserver en même temps que sa qualité d'héritier. Par suite, le testateur peut aussi modifier dans la plus large mesure les règles de contribution aux charges successorales.

La législation intermédiaire sur cette question est restée la base de notre droit actuel ; elle est passée presque intacte dans le Code civil. Et en effet, si on laisse de côté les exagérations provoquées par l'esprit révolutionnaire, on ne pouvait que consacrer ses solutions rationnelles et équitables.

CHAPITRE VI

LA CONTRIBUTION AUX DETTES DANS LE CODE CIVIL

Les principes, issus de la législation intermédiaire, sur lesquels repose la contribution aux dettes dans le Code civil sont au nombre de deux : 1° les dettes *stricto sensu* et les charges sont, en règle générale, réparties de la même manière entre tous les contribuables tels que nous les avons définis au chapitre premier ; — 2° cette répartition se fait en proportion de l'émolument que chacun tire de la succession en qualité d'héritier ou de successeur à titre universel.

C'est donc un système très simple que celui du Code civil. Les distinctions multiples que faisait l'ancien droit d'après l'origine ou la nature des dettes, ou d'après la qualité des héritiers, supprimées par le droit révolutionnaire, n'ont pas été rétablies. Elles n'étaient plus conformes à l'esprit moderne ; la Restauration elle-même ne put faire revivre le droit d'aînesse et l'égalité resta le principe du partage entre les enfants, pour les dettes comme pour les biens.

Le système de contribution établi par la loi de nivôse et maintenu par le Code n'est, comme nous l'avons dit,

que la généralisation de celui de la Coutume de Paris qui était déjà, sous l'ancien régime, le droit commun. Or nous savons que celui-ci n'était autre que le système romain. Cette vérité paraissait, dans le droit coutumier, un peu obscurcie par le fait de la différence entre le droit romain et le droit français quant au partage de l'actif. Le Code civil ayant rejeté, sur ce dernier point, les règles coutumières, pour adopter celles du droit romain, il apparaît aujourd'hui clairement que c'est la source romaine qui l'a emporté sur la germanique et la féodale.

Il faut maintenant examiner comment se fait l'application des principes que nous avons posés plus haut. Bien que les charges héréditaires soient, en principe, soumises aux mêmes règles que les dettes, il existe, relativement aux legs, des différences importantes ; d'où la nécessité d'étudier séparément la contribution aux dettes et charges en général et la contribution aux legs. De plus, il faut rechercher si les règles légales ne comportent pas de dérogations, soit prévues par la loi elle-même, soit provenant de la volonté du *de cujus* ou de ses héritiers. Nous étudierons donc successivement :

1° La contribution aux dettes et aux charges autres que les legs ;

2° La contribution aux legs ;

3° Les dérogations légales ou conventionnelles aux principes de contribution.

**I. — Contribution aux dettes et charges
autres que les legs.**

Le Code civil règle cette question dans les articles 870 et 871 relatifs, le premier à la contribution des cohéritiers, le second à celle des légataires à titre universel.

§ 1^{er}. — Héritiers.

D'après l'article 870 : « Les cohéritiers contribuent entre eux au paiement des dettes et charges de la succession, chacun dans la proportion de ce qu'il y prend. » On a justement critiqué les termes de cet article. Pris à la lettre, il renferme, en effet, une inexactitude. Il semblerait dire que tout l'actif recueilli par l'héritier dans la succession, à quelque titre que ce soit, doit entrer en ligne de compte pour le calcul de sa part de dettes ; or il n'en est pas ainsi. Supposons qu'une succession de 100.000 francs soit dévolue à deux héritiers au même degré. L'un d'eux est, en même temps, légataire par préciput de 20.000 francs ; il « prend » donc en tout 60.000 francs, tandis que son cohéritier n'en prend que 40.000. Cependant il est certain que les dettes se partageront par moitié, tandis que, d'après les termes de l'article 870, le premier devrait en payer les $\frac{3}{5}$ et l'autre $\frac{2}{5}$ seulement. Le sens véritable de cet article est précisé par l'article suivant, d'après lequel « le légataire particulier n'est pas tenu des dettes et charges ». Il n'y a aucun doute sur ce point ; la doctrine et la jurisprudence sont

d'accord pour décider que le fait qu'un legs particulier est attribué à un héritier, ne modifie en rien les principes relatifs à cette sorte de legs ; il reste donc exempt de contribution (1). Pour être exact, l'article 870 aurait dû dire que chaque héritier contribue aux dettes en proportion de ce qu'il prend à titre d'héritier. L'expression qu'il emploie s'explique par le fait qu'il reproduit, en termes un peu rajeunis, l'article 334 de la Coutume de Paris. Dans l'ancien droit, la dévolution héréditaire étant basée sur des distinctions d'après la nature des biens, il fallait faire une ventilation pour savoir quelle était la valeur des biens recueillis par un héritier. Aujourd'hui qu'il n'en est plus ainsi, on peut dire que, lorsqu'il n'y a que des héritiers légitimes, chacun contribue proportionnellement à sa part héréditaire.

Ce principe de contribution s'applique dans tous les cas, même si les héritiers succèdent pour des parts inégales ; par exemple dans le cas de l'article 751 où un frère du *de cuius*, en concours avec son père recueille les trois quarts de la succession, il contribuera aux dettes pour les trois quarts et le père pour un quart. De même, s'il y a représentation, les représentants paient, à eux tous, une part égale à celle qu'eût supportée le représenté, c'est-à-dire proportionnelle à sa part d'actif.

(1) Bastia, 8 février 1837, D. 37.2.104, S. 37.2.447. — Duranton, VII, n° 425 ; Massé et Vergé, II, p. 427, § 405, note 6 ; Demolombe, XVII, nos 17 et 18 ; Laurent, XI, n° 77 ; Huc, V, n° 394 ; Baudry-Lacantinerie et Wahl, III, n° 3932 ; Planiol, III, n° 2067.

Il sera toujours facile, entre cohéritiers, de connaître la part des dettes que chacun devra supporter, puisque la part d'actif à laquelle il faut la proportionner est déterminée par la loi et toujours égale à une quotité de la succession. Si, dans le partage de l'actif, un héritier se trouve lésé, il n'en sera pas moins tenu de la même portion de dettes. Ainsi, supposons que l'héritier qui doit obtenir un quart de la succession ne recueille, en fait, qu'un cinquième par suite d'une fausse évaluation des biens mis dans son lot, il devra néanmoins payer un quart de dettes. Les mots « ce qu'il y prend » ne signifient pas que la proportionnalité doit être un résultat arithmétiquement vrai (1).

§ 2. — Légataires universels et à titre universel.

L'article 871 est relatif aux légataires à titre universel : « Le légataire à titre universel contribue avec les héritiers au prorata de son émolument, mais le légataire particulier n'est pas tenu des dettes et charges, sauf toutefois l'action hypothécaire sur l'immeuble légué. » Comme celle du précédent, la rédaction de cet article laisse beaucoup à désirer. Tout d'abord, il ne parle que du légataire à titre universel. Nul doute, cependant, que le légataire universel ne contribue également aux dettes, et suivant le même principe que le légataire à titre universel ; la raison suffit pour conduire à cette solution. Le Code civil emploie ici le langage des anciens auteurs

(1) Cass., 4 juin 1904, S. 05.1.444.

qui désignaient sous le nom de legs à titre universel tout legs autre que le legs particulier. Comme dans l'ancien droit et malgré l'introduction d'une distinction nouvelle, tous les legs d'une universalité ou d'une quote-part d'universalité doivent être traités de la même manière (1).

De plus, que signifient les mots : « au prorata de son émolument » ? Il est certain tout d'abord que, comme l'expression « ce qu'il prend », de l'article précédent, il faut les compléter en ajoutant « à titre universel ». Si un légataire à titre universel est en même temps bénéficiaire d'un legs particulier, il ne contribuera pas aux dettes pour tout son émolument ; son legs particulier en sera exclu, sinon on violerait la dernière disposition de ce même article 871 qui décide que le légataire particulier n'est pas tenu des dettes. Ce point ne fait pas de difficulté. Mais on a soutenu que le législateur, en employant ici une expression différente de celle de l'article 870, avait voulu soumettre la contribution du légataire à titre universel à d'autres règles que celles auxquelles il assujettit l'héritier du sang. Par « émolument », le Code entendrait parler ici uniquement de l'avantage qu'il retire de la succession, de son actif net, de sorte que, si un légataire universel ou à titre universel est grevé d'un legs particulier, on devrait déduire du montant de son actif la valeur de ce legs particulier et c'est seulement d'après le surplus de son univer-

(1) Demolombe, XVII, n° 34 ; Fuzier-Herman, art. 871, n° 1 ; Baudry-Lacantinerie et Wahl, III, n° 3933 ; Planiol, III, n° 2770.

sel que se calculerait sa part contributoire (1). Soit une succession de 120.000 francs échue à trois légataires à titre universel, appelés chacun pour un tiers ; l'un d'eux est grevé d'un legs particulier de 10.000 francs. On soutient que ce dernier, ne recueillant en définitive que 30.000 francs, ne doit pas contribuer aux dettes pour un tiers, mais seulement pour les $\frac{3}{11}$.

En réalité, la différence que l'on prétend établir entre les héritiers et les légataires à titre universel ne repose sur aucun fondement. En raison, on ne voit pas pourquoi l'un serait traité plus favorablement que l'autre ; s'il y avait une préférence à établir, elle devrait plutôt être du côté de l'héritier que de celui d'un légataire auquel le *de cuius* était libre de ne rien laisser. Quant à la terminologie différente des deux articles, elle s'explique par une recherche de style ; les rédacteurs du Code n'ont pas voulu employer les mêmes mots dans deux articles consécutifs (2). D'ailleurs les termes de l'article 870 pourraient aussi bien être interprétés dans le même sens. Ce que « prend » l'héritier, pourrait-on dire, c'est seulement son actif net après paiement des charges qui lui sont im-

(1) Toullier, IV, n° 520 ; Duranton, VII, n° 433 ; Troplong, IV, n° 1858 ; Demante, III, n° 205.

(2) C'est en ce sens que décident la jurisprudence et la majorité de la doctrine.— V. Cass., 13 août 1851, S. 51.1.657 ; Chabot, *Successions*, II, sur l'art. 871 ; Duvergier sur Toullier, IV, n° 520, note ; Nicias Gaillard, *Revue critique*, 1852, p. 355 ; Laurent, XI, n° 78 ; Demolombe, XVII, n° 32 ; Aubry et Rau, VII, p. 501, § 783, note 11 ; Baudry-Lacantinerie et Wahl, III, n° 3933.

posées. La question existe donc pour l'héritier comme pour le légataire. Aussi la Cour de cassation a-t-elle eu à la trancher relativement à un héritier par un arrêt du 30 avril 1884 (1). Il s'agissait d'une succession à laquelle était appelé un héritier qui se trouvait réduit aux immeubles par l'effet d'un legs de tous les meubles et qui était, en même temps, chargé de certains legs particuliers d'immeubles. Son pourvoi qui s'appuyait sur les termes de l'article 870, fut rejeté : « Attendu, dit la Cour, que l'héritier est tenu, dans ses rapports avec les légataires à titre universel, de contribuer à chacune des dettes et charges de l'hérédité dans la proportion de la quote-part qu'il est appelé à recueillir dans l'actif héréditaire, c'est-à-dire dans la proportion de ce qu'il prend à titre d'héritier. » Et, en effet, dès que l'on interprète ainsi l'article 870 pour le cas où l'héritier bénéficie d'un legs particulier, on doit faire de même pour l'hypothèse inverse où il est, au contraire, chargé d'un legs particulier. D'ailleurs, la solution que nous rejetons conduirait à faire supporter indirectement aux autres héritiers ou légataires à titre universel une charge que le testateur a entendu n'imposer qu'à un seul d'entre eux (2). En un mot, l'héritier ou le légataire à titre universel contribuent aux dettes pour tout ce qu'ils prennent à titre d'héritier ou

(1) S. 84.1.281, D. 85.1.373.

(2) V. en ce sens : Chabot, II, sur l'art. 870 ; Duranton, VII, n° 425 ; Massé et Vergé sur Zachariæ, II, p. 427, § 405, note 6 ; Demolombe, XVII, n° 30, et la note du *Sirey* sous l'arrêt cité.

de successeur à titre universel, mais rien que pour ce qu'ils recueillent en cette qualité.

De l'arrêt cité plus haut, il résulte encore, ce qui, du reste, est universellement admis, qu'il n'y a aucune distinction à faire entre les dettes mobilières et immobilières. Le légataire à titre universel des meubles contribuera aux dettes immobilières et le légataire à titre universel des immeubles, aux dettes mobilières, proportionnellement à la valeur du legs (1). Dans ces hypothèses, le legs ne portant pas sur une quote-part de la succession, il sera nécessaire de procéder à une ventilation pour déterminer la part contributoire de chacun.

§ 3. — Successeurs à titre particulier.

Les successeurs à titre particulier sont, en principe, affranchis du passif héréditaire. Toutefois cette règle comporte, comme nous l'avons vu au chapitre premier, quelques exceptions.

La première concerne les successeurs anomaux. L'article 351 du Code civil, le seul qui prévoie expressément l'obligation aux dettes d'un successeur anormal, l'adoptant, est muet sur le point de savoir comment se fera sa contribution. Mais, de même que nous avons tiré de la nature de leur droit, cette conséquence que les autres successeurs anomaux sont également tenus des dettes, de même ici, nous pouvons dire qu'étant appelés en qua-

(1) Duranton, IX, n° 213 ; Demante, IV, n° 155 *bis* ; Demolombe, XXI, n° 600 ; Aubry et Rau, VII, § 723.

lité d'héritiers, ils doivent contribuer aux dettes de la même manière que les autres héritiers, c'est-à-dire proportionnellement à leur émolument [héréditaire. L'article 870, qui ne fait aucune distinction entre les héritiers, leur est applicable ; on ne voit pas d'ailleurs, pour eux, d'autre mode de contribution possible. — Les successeurs anomaux ne recueillant jamais une quote-part de la succession, mais seulement des biens particuliers, force sera donc, pour déterminer leur part contributoire, de recourir à une ventilation de leur actif.

En second lieu, nous avons dit que les légataires particuliers eux-mêmes pouvaient indirectement contribuer aux dettes, parce que, si l'actif net est insuffisant à acquitter ces legs, ils seront réduits au marc le franc. Ainsi, supposons que le testateur laisse 100.000 francs de biens et 10.000 francs de dettes ; il a légué à titre universel la moitié de ses biens et a fait, de plus, deux legs particuliers, l'un de 30.000, l'autre de 20.000 francs. L'actif net n'étant que de 90.000 francs, le légataire à titre universel de la moitié aura 45.000 francs. Comme il ne restera qu'une somme égale pour les legs particuliers, ils devront être réduits à ce chiffre ; celui de 30.000 francs supportera les $\frac{3}{5}$ de la réduction et celui de 20.000 les $\frac{2}{5}$, de sorte qu'ils obtiendront respectivement 27.000 et 18.000 francs. On voit que cela revient à faire contribuer aux dettes chacun des légataires, proportionnellement à son émolument. C'est cette hypothèse que prévoit l'article 1024 du Code civil : « Le légataire à titre particulier ne sera point

tenu des dettes de la succession, sauf la réduction du legs... »

§ 4. — Usufruitiers.

Il faut mettre à part, en raison de la nature toute spéciale de leur droit, les personnes qui succèdent à un usufruit. Leur contribution aux dettes est régie par l'article 612 : « L'usufruitier, ou universel, ou à titre universel doit contribuer avec le propriétaire au paiement des dettes ainsi qu'il suit : On estime la valeur du fonds sujet à usufruit (1) ; on fixe ensuite la contribution aux dettes à raison de cette valeur. Si l'usufruitier veut avancer la somme pour laquelle le fonds doit contribuer, le capital lui est restitué à la fin de l'usufruit, sans aucun intérêt. Si l'usufruitier ne veut pas faire cette avance, le propriétaire a le choix, ou de payer cette somme, et dans ce cas, l'usufruitier lui tient compte des intérêts pendant la durée de l'usufruit, ou de faire vendre jusqu'à due concurrence une portion des biens soumis à l'usufruit. » On voit d'abord que la contribution de l'usufruitier présente un caractère tout à fait spécial, en ce qu'elle ne porte que sur les intérêts des dettes et non pas sur le capital. Cela est fort rationnel ; en effet, les intérêts se prennent sur les revenus des biens, dont précisément l'usufruitier a la

(1) Cette estimation n'est pas nécessaire lorsque l'usufruit porte sur tous les biens ou une quote-part des biens de la succession, mais seulement lorsqu'il frappe tous les meubles, tous les immeubles ou une quote-part des uns ou des autres.

jouissance. Le capital, au contraire, ne peut être mis à la charge que de la propriété ; on ne saurait obliger l'usufruitier à faire en une seule fois le débours d'une somme considérable, alors que l'avantage qu'il tire des biens ne lui arrive que par fragments périodiques.

La disposition de l'article 612 présente une autre particularité : elle n'impose pas un mode de contribution invariable. Après avoir fixé la part de dettes que doit supporter le fonds, les intéressés ont le choix entre trois procédés : 1° l'usufruitier fait l'avance du capital de la somme ; il paie les créanciers et le nu propriétaire lui rembourse sa dépense à la fin de l'usufruit ; 2° l'usufruitier se refusant à faire cette avance, le propriétaire désintéresse les créanciers et l'usufruitier lui sert les intérêts du capital dépensé, pendant la durée de l'usufruit ; 3° le nu propriétaire fait vendre une partie du fonds, jusqu'à concurrence de la valeur de la contribution imposée à ce fonds et, par là, tout est réglé définitivement. Les trois procédés aboutissent au même résultat : faire payer le capital au nu propriétaire, les intérêts à l'usufruitier ; le législateur a voulu rendre aussi peu onéreuse que possible aux deux parties l'exécution de la dette.

A qui appartient le choix entre ces trois partis ? Du texte même de l'article 612, il résulte que c'est, en principe, à l'usufruitier ; il peut imposer au propriétaire le premier mode de contribution et il agira ainsi toutes les fois que la dette sera onéreuse. Si par exemple l'intérêt est élevé, il aura avantage à payer les créanciers soit en

empruntant à un taux moindre la somme nécessaire, soit en réalisant une valeur qui ne lui rapporte qu'un revenu inférieur. Si l'usufruitier ne veut ou ne peut pas user de cette faculté, c'est alors au nu propriétaire qu'est donné le choix entre les deux derniers partis ; il prendra le second si la dette est productive d'un revenu élevé et adoptera le troisième dans le cas contraire ou s'il peut vendre à des conditions rémunératrices.

Le Code civil a donc rejeté la solution généralement admise dans l'ancien droit, qui imposait à l'usufruitier le paiement d'une part variable du capital de la dette (1).

La contribution aux dettes de l'usufruitier se fait sans difficulté, conformément à l'article 612 dans le cas de l'article 754 et lorsqu'il s'agit d'un légataire d'usufruit. On peut se demander s'il doit en être de même pour le conjoint survivant qui recueille l'usufruit d'une quote-part des biens du prédécédé, conformément à la loi du 9 mars 1891. La loi ne dit pas de quelle manière se fera sa contribution, mais il ne peut subsister aucun doute si l'on se réfère aux travaux préparatoires. A la séance de la Chambre du 26 février 1889 (2), M. Taudière défendit un amendement tendant à ce que l'on inscrivit dans la loi le mode de contribution de l'usufruit du conjoint, soit qu'on lui appliquât l'article 612, soit que l'on adoptât une autre solution. Quant à lui, il préférait écarter l'article 612 et le remplacer par une contribution en

(1) V. *suprà*, ch. III, sect. II, § 2.

(2) *Journal officiel* du 27 février 1889, p. 449 ; D. 91.4.22, note 9.

capital, qui aurait varié suivant l'âge de l'usufruitier. C'était, on le voit, à peu près le système de l'ancien droit. Le rapporteur, M. Piou, répondit qu'il n'était nullement nécessaire d'insérer dans la loi une disposition expresse sur ce point qui était tranché par l'article 612 lequel « édicte un principe général en matière d'usufruit », et qui s'était toujours appliqué sans difficulté aux nombreuses dispositions testamentaires en usufruit faites en faveur d'un conjoint. M. Taudière retira alors son amendement. Il est donc certain que l'article 612 est applicable au conjoint survivant.

On peut concevoir un doute plus sérieux à l'égard de l'usufruit des droits d'auteur, conféré également au conjoint survivant, par la loi du 14 juillet 1866, sur les œuvres littéraires ou artistiques du prédécédé. Nous avons vu, à la fin du chapitre premier, les difficultés que soulevait la question de savoir si cet usufruit spécial devait contribuer aux dettes. Ayant admis l'affirmative, il faut nous demander maintenant comment se fera cette contribution. Le jugement du tribunal civil de la Seine, que nous avons cité (1), se borne à dire que les droits conférés par cette loi ont pour corollaire nécessaire l'obligation de payer « dans la mesure et en proportion de l'émolument qu'ils procurent », les dettes contractées par l'auteur défunt. Comme le fait observer M. Boistel dans sa note sous cet article, cela semblerait signifier

(1) 28 février 1900, D. 03.2.489.

que l'on doit « estimer la valeur de l'usufruit et faire contribuer l'époux en capital proportionnellement à la valeur de cette estimation comparée à l'ensemble de la succession ». Cette solution serait tout à fait arbitraire ; elle établirait, pour le cas qui nous occupe, un mode de contribution de l'usufruitier tout à fait exceptionnel. En l'absence de texte formel, il nous semble préférable de décider avec M. Boistel que l'on appliquera l'article 612 qui contient le principe général en cette matière.

Les règles que nous venons d'exposer ne s'appliquent pas seulement aux dettes proprement dites, mais encore aux charges autres que les legs. L'article 870 dit expressément : « Les cohéritiers contribuent entre eux aux dettes et charges... » L'article 871 emploie le même terme : « Le légataire particulier n'est pas tenu des dettes et charges... » Bien que ce soient là des obligations qui naissent seulement en la personne des héritiers, elles les concernent tous et, par suite, ils doivent tous y contribuer dans la même proportion qu'aux dettes proprement dites. Il en sera ainsi notamment des frais de partage, d'inventaire et de liquidation de la succession. Les héritiers réservataires eux-mêmes ne sont pas plus protégés contre ces charges que contre les dettes ; et, en effet, comme le dit la Cour de cassation dans un arrêt (1), les frais de partage et d'inventaire sont faits dans un intérêt commun ; de même, les frais de liquidation sont aussi néces-

(1) 29 juillet 1861, D. 62.1.288, S. 62.1.716.

saires à l'héritier qu'au légataire puisqu'ils servent à déterminer l'étendue de la réserve et à faire réduire, s'il y a lieu, les libéralités qui y portent atteinte.

II. — Contribution aux legs.

En principe, les personnes qui sont tenues du passif, contribuent aux legs dans la même proportion qu'aux autres charges. En effet, les articles 870 et 871, qui posent la règle générale de contribution, visent également les dettes et les charges sans distinction. On peut aussi tirer argument de l'article 1017 : « Les héritiers du testateur, ou autres débiteurs d'un legs, seront personnellement tenus de l'acquitter, chacun au prorata de la part et portion dont ils profiteront dans la succession. » Cet article a en vue l'obligation aux legs, mais il n'y a aucun motif d'y déroger quant à la contribution. Par suite, les legs doivent être acquittés par les contribuables proportionnellement à la part que chacun prend à titre d'héritier ou de successeur à titre universel. Si, par exemple, il n'y a aucun héritier, et que le testateur ait institué deux légataires universels, chacun d'eux aura la moitié de l'actif et paiera la moitié des legs particuliers. De même, s'il y a deux légataires à titre universel appelés chacun à un quart de la succession et que la moitié dont le testateur n'a pas disposé soit recueillie par un neveu, chaque légataire à titre universel contribuera aux legs particuliers pour un quart et l'héritier pour la moitié.

Cependant, nous avons vu que, déjà dans l'ancien droit, la contribution aux legs se trouvait réduite pour certains héritiers que l'on voulait protéger contre les libéralités excessives du *de cujus* : les réservataires et les légitimaires. Aux uns et aux autres, on garantissait, pour des motifs d'ailleurs très différents, une partie des biens de la succession, contre ces libéralités. Le Code civil ayant fusionné, sous le nom de réserve, les deux institutions de la réserve et de la légitime, une situation semblable se présente dans notre droit actuel. Il en résulte que les principes généraux de contribution posés par les articles 870 et 871, ne reçoivent complète satisfaction que lorsqu'il n'y a pas d'héritiers réservataires. Dans le cas contraire, nous sommes en présence de règles exceptionnelles qui nous amènent à distinguer deux hypothèses : 1° le disponible n'est pas épuisé par les libéralités ; 2° le disponible est insuffisant pour acquitter toutes les libéralités. Nous y ajouterons le cas où il y a un institué contractuel.

§ 1. — Le disponible n'est pas épuisé par les libéralités.

Ce cas est prévu par l'article 1013 du Code civil : « Lorsque le testateur n'aura disposé que d'une quotité de la portion disponible, et qu'il l'aura fait à titre universel, ce légataire sera tenu d'acquitter les legs particuliers par contribution avec les héritiers naturels. » Ce texte ne dit pas sur quelles bases devra se faire cette contribution. Le réservataire contribuera-t-il en proportion de toute sa

part, y compris sa réserve, ou seulement en proportion de ce qu'il retient de la quotité disponible ? Nous avons vu que la question était déjà agitée dans l'ancien droit ; le Code ne l'ayant pas tranchée, les controverses ont continué dans la doctrine. Quelques auteurs soutiennent que l'héritier ne doit contribuer que proportionnellement à sa part dans la quotité disponible parce que, disent-ils, les legs ne sont dus que par la quotité disponible (1). Mais l'opinion dominante est que l'on doit considérer tout ce que recueille le réservataire à titre d'héritier, y compris sa réserve. Et en effet, il n'a pas à se plaindre tant que sa réserve n'est pas entamée ; le législateur a voulu lui assurer une partie de la succession, mais dès qu'elle reste intacte, il n'y a pas de raison pour qu'elle n'entre pas en ligne de compte pour le calcul de sa part contributoire. C'est au même titre, celui d'héritier, que le réservataire recueille tout ce qui lui est dévolu, réserve et portion du disponible (2).

Ainsi, supposons une succession de 60.000 francs échue à un fils du *de cujus* ; le testateur a légué à titre universel le tiers de ses biens, soit 20.000 francs et a fait, en outre, pour 12.000 francs de legs particuliers. La réserve est de 30.000 francs ; l'héritier étant appelé à en

(1) Bugnet, sur Pothier, *Successions*, V, III, § 6, note ; Colmet de Santerre, IV, n° 156 bis ; Marcadé, sur l'art. 1013, n° 2 ; Mourlon, II, p. 369.

(2) En ce sens : Demolombe, XXI, n° 606 ; Aubry et Rau, VII, § 723, p. 502 et 503 ; Baudry-Lacantinerie et Colin, II, nos 2418 et 2419 ; Planiol, III, n° 2781.

recueillir 40.000 devra contribuer aux legs particuliers pour les deux tiers, soit 8.000 francs et le légataire pour un tiers seulement : 4.000 francs, tandis que d'après l'opinion contraire, la proportion, dans notre exemple, eût été exactement inverse.

§ 2. — Les libéralités excèdent la quotité disponible.

Ici, le réservataire est complètement exonéré des legs puisque ceux-ci ne peuvent entamer la réserve. Il en sera ainsi toutes les fois qu'il y aura, soit un légataire universel, soit des légataires à titre universel appelés à des libéralités de valeur supérieure à celle du disponible. Comment se fera alors la contribution aux legs particuliers ? Le légataire universel devra-t-il les supporter tous, comme dans l'ancien droit ? Il y a, sur ce point, dans le Code civil, deux dispositions qui semblent contradictoires, ce sont les articles 926 et 1009. — Art. 926 : « Lorsque les dispositions testamentaires excéderont soit la quotité disponible, soit la portion de cette quotité qui resterait après avoir déduit la valeur des donations entre vifs, la réduction sera faite au marc le franc, sans aucune distinction entre les legs universels et les legs particuliers. » — Art. 1009 : « Le légataire universel qui sera en concours avec un héritier auquel la loi réserve une quotité des biens, sera tenu des dettes et charges de la succession du testateur, personnellement pour sa part et portion, et hypothécairement pour le tout, et il sera tenu d'acquitter tous les legs, sauf le cas de réduction, ainsi

qu'il est expliqué aux articles 926 et 927. » Ainsi, tandis que ce dernier semble imposer au legs universel l'obligation d'acquitter tous les legs particuliers, dût-il être complètement épuisé, l'article 926 veut qu'ils soient tous réduits au marc le franc.

Pour essayer de les concilier, les auteurs ont imaginé les explications les plus ingénieuses. Duranton a soutenu que l'article 1009 avait pour but d'écarter la quarte Falcidie du droit romain, grâce à laquelle le légataire universel retenait le quart de ce qu'il aurait obtenu s'il n'y avait pas eu de legs particulier (1). Pour Demante, ce même article vise le cas d'un legs de la quotité disponible, que cet auteur considère comme étant universel. Dans cette hypothèse on est bien en présence d'un légataire universel qui doit acquitter tous les legs particuliers sans leur faire subir de réduction puisque lui-même n'en subit pas (2). C'est aller chercher fort loin des explications bien improbables. En réalité, l'apparente contradiction des articles 1009 et 926 disparaît si l'on considère que le premier envisage les rapports du réservataire avec le légataire universel. Il veut établir une opposition entre ces deux successeurs ; le premier étant complètement affranchi des legs, c'est sur le second qu'en retombe la charge. Mais, quant aux rapports entre le légataire universel et les légataires particuliers, cet article ne s'en occupe pas, il se borne à renvoyer aux articles 926 et

(1) Duranton, VIII, n° 363.

(2) Demante, IV, n° 64 bis, I.

927. Il dit que le légataire universel supporte tous les legs, il ne dit pas qu'il les supporte en totalité ; la mesure dans laquelle ce légataire en est tenu est déterminée par l'article 926 (1).

Ainsi, d'après l'article 926, le Code décide, contrairement à l'ancien droit, que le légataire universel n'acquittera pas en totalité les legs particuliers, tous seront réduits au marc le franc. Le projet de Code civil maintenait la règle ancienne, mais en rétablissant, au profit du légataire universel, la quarte Falcidie. Cette idée fut abandonnée, la réduction de tous les legs au marc le franc ayant paru plus conforme aux intentions du testateur.

Il n'y a aucune exception à faire ; la règle de l'article 926 s'applique même aux legs de corps certains. On pourrait, il est vrai, objecter, comme le faisait autrefois Pothier, que le légataire de corps certain devient propriétaire de son legs dès le jour du décès du *de cujus* et que, par suite, il doit pouvoir en revendiquer l'objet ; n'étant pas simple créancier, mais propriétaire, il devrait être payé avant tous les autres légataires. Mais cela n'est vrai que pour la partie de son legs qui lui restera après réduction ; c'est seulement pour cette partie qu'il devient propriétaire ; le reste appartient au réservataire (2).

(1) Aubry et Rau, VIII, § 722 ; Planiol, III, n° 2768 ; Baudry-Lacantinerie et Colin, II, n° 2378 ; Cass., 19 janvier 1853, S. 5.31.65.

(2) Demante, IV, 64 bis II ; Baudry-Lacantinerie et Colin, I, n° 970 ; Paris, 23 juin 1851, S. 51.2.408, D. 51.2.100.

Pour opérer la réduction, on procède de la façon suivante : on recherche d'abord ce que chaque légataire aurait obtenu s'il n'y avait pas eu de réservataires, ensuite quelle est la somme qui manque à ces derniers pour parfaire leur réserve ; enfin on prélève cette somme sur le montant de chaque legs, proportionnellement à sa valeur (1). De cette façon de procéder il résulte que le légataire universel n'obtiendra rien dans le cas où, même en l'absence d'héritiers à réserve, les legs particuliers eussent absorbé toute la succession.

Ainsi, soit une succession de 100.000 francs. Le *de cujus* qui laisse un fils, a fait un legs universel de son patrimoine et deux legs particuliers de 10.000 francs chacun. Si tout était disponible, chaque légataire particulier recevrait 10.000 francs et le légataire universel, 80.000. Mais la réserve est de 50.000 francs ; on prélèvera sur le legs universel les $\frac{8}{10}$ de cette somme, c'est-à-dire 40.000 francs et sur chaque legs particulier $\frac{1}{10}$, soit 5.000 francs. Le légataire universel gardera donc, dans cet exemple, la moitié de son legs. Supposons, au contraire, que les legs particuliers soient de 50.000 francs chacun. Même en l'absence de réservataire, le legs universel se serait trouvé réduit à zéro ; la présence d'un fils du *de cujus* ne modifiera en rien cette situation ; pour lui constituer sa réserve on réduira de 25.000 francs chaque legs particulier et le légataire universel restera privé de tout émolument.

(1) Baudry-Lacantinerie et Colin, I, n° 973.

L'hypothèse où il n'y a pas de réservataire, mais où les legs particuliers dépassent le montant de l'actif doit être assimilée à celle de l'article 926 ; la réduction se fera également au marc le franc. Il y a, en effet, identité de motifs dans les deux cas. C'est en ce sens que paraît fixée la jurisprudence (1), après avoir, dans quelques arrêts, affirmé que, dans le cas d'insuffisance d'actif, les legs de corps certains devaient être acquittés avant ceux de genre et de sommes d'argent.

§ 3. — Il y a un institué contractuel.

Dans cette hypothèse, il y a d'abord un point certain, c'est que l'institué ne contribuera pas aux legs. En effet, aux termes de l'article 1083 du Code civil, « l'instituant ne pourra plus disposer, à titre gratuit, des objets compris dans la donation, si ce n'est pour sommes modiques, à titre de récompense ou autrement ». Protégé contre les aliénations à titre gratuit et non contre les aliénations à titre onéreux, l'institué contractuel est exactement dans la situation d'un réservataire. Dans le cas où l'institution ne porte que sur une fraction aliquote du patrimoine de l'instituant, ou sur certains biens déterminés, il reste libre de disposer à titre gratuit de ses autres biens mais l'institué ne contribuera pas à l'exécution de ces libéralités. Lorsque l'institué recueille en même temps

(1) Cass., 25 novembre 1861, S. 62.1.49, D. 61.1.457 et 18 juin 1860, S. 62.1.923, D. 62.1.442. — V. Baudry-Lacantinerie et Colin, I, n° 972. Dans le même sens : Demante, IV, 64 *bis*, II.

d'autres biens du *de cujus*, à titre universel, il doit comme le réservataire qui se trouve dans la même situation, contribuer aux legs en proportion de tout ce qu'il obtient, y compris les biens faisant partie de l'institution.

Une question fort discutée en doctrine et en jurisprudence est celle de savoir si, lorsqu'il y a en présence de l'institué contractuel des légataires particuliers et un légataire universel, ce dernier peut faire réduire les legs particuliers conformément à l'article 926, ou s'il doit les acquitter intégralement. En faveur de cette dernière solution, on dit que le principe général est que le légataire universel doit acquitter tous les legs particuliers (art. 1009, C. civ.), que l'article 926 y déroge dans le cas où il y a un héritier réservataire, mais que, constituant une exception, il doit être interprété strictement (1). En réalité, ainsi que nous l'avons vu, l'article 926 n'est pas une exception par rapport à l'article 1009. Ce dernier envisage la situation faite au légataire universel lorsque les libéralités excèdent la quotité disponible, par opposition à celle du réservataire. L'article 926 indique de quelle manière se fera, dans la même hypothèse, la contribution entre le légataire universel et les légataires particuliers ; il n'est donc pas plus exceptionnel que l'article 1009. En revanche, nous avons vu que la situation de l'institué contractuel était exactement la même que celle du réservataire. On doit donc, pour des motifs identiques, donner

(1) Aix, 16 juillet 1870, S. 72.2.193, D. 72.2.81. — Dans le même sens : Laurent, XIV, n° 110 ; Baudry-Lacantinerie et Colin, n° 2380.

ici la même solution que dans l'hypothèse expressément prévue par l'article 926 (1).

III. — Exceptions aux règles de contribution.

Les règles du Code civil sur la contribution aux dettes et charges comportent-elles des dérogations ? Dans l'ancien droit, nous avons vu de nombreuses exceptions aux principes coutumiers ; il faut nous demander ce qu'elles sont devenues dans le droit actuel et s'il en existe de nouvelles. Nous rechercherons tout d'abord les exceptions légales et ensuite celles qui dérivent de la volonté du *de cuius* ou de ses héritiers.

§ 1. — Exceptions légales.

Les exceptions établies par l'ancien droit en faveur de certains successeurs ont toutes disparu de notre droit. Il ne saurait, en effet, être question du droit d'aînesse, supprimé par la Révolution. Le douaire a été remplacé par l'usufruit du conjoint survivant, et la garde par la jouissance légale des parents légitimes sur les biens de leurs enfants mineurs ; mais ces deux usufruits sont soumis aux règles ordinaires des usufruits, c'est-à-dire à l'article 612 du Code civil. On pourrait, il est vrai, considérer l'article 612 comme établissant une exception aux

(1) Trib. civ. Marseille, 18 janvier 1870, S. 72.2.193, D. 72.2.81. — En ce sens : Demolombe, XXIII, n° 309 ; Aubry et Rau, VII, § 723, p. 497, note 3.

principes normaux de contribution puisqu'il crée pour l'usufruitier universel ou à titre universel des règles spéciales, mais, au fond, c'est bien la contribution à proportion de l'émolument qui résulte de l'article 612. L'émolument de l'usufruitier est un revenu ; c'est également un revenu qui est mis à sa charge et il est proportionnel à la valeur de celui dont bénéficie cet usufruitier, puisqu'il est calculé d'après l'estimation des biens grevés de l'usufruit.

Quant aux exceptions dérivant de la nature des charges, elles concernaient, dans l'ancien droit, ainsi que nous l'avons vu, les dettes indivisibles, les dettes et legs de corps certains, et les charges foncières. Pour les dettes indivisibles et de corps certains, la contribution est réglée par l'article 1221. Après avoir dit, dans son premier alinéa, que ces deux sortes de dettes constituaient des exceptions à la division du passif entre les cohéritiers, dans leurs rapports avec les créanciers, l'alinéa 2 nous indique que ces exceptions ne concernent que l'obligation et non pas la contribution ; il accorde, en effet, à l'héritier qui a dû payer plus que sa part, un recours contre les autres. Par là, le Code ne fait que généraliser la solution qu'appliquait déjà l'ancien droit entre véritables cohéritiers, succédant à des biens de même nature. C'était seulement, en effet, entre héritiers à des biens d'espèces différentes, et par suite de l'idée qu'il y avait deux successions, l'une aux meubles et acquêts, et l'autre aux propres, que l'ancien droit laissait sans recours

celui qui avait payé la dette indivisible ou de corps certain. Cette distinction entre les biens n'existant plus en droit actuel, il n'y avait aucune raison de maintenir les exceptions qui en résultaient quant à la contribution.

L'article 1221 donne la même solution à l'égard des dettes hypothécaires. Sur ce point, l'ancien droit lui-même n'admettait aucune exception aux règles de répartition du passif ; le détenteur de l'immeuble hypothéqué, que le créancier contraignait à payer la totalité de la dette, pouvait toujours recourir contre ses cohéritiers. Et en effet, si l'hypothèque est indivisible, l'obligation qu'elle garantit ne l'est pas. Elle est établie dans l'intérêt du créancier et il n'y a aucun motif de déroger pour elle aux rapports ordinaires entre cohéritiers. Pourtant, pendant les travaux préparatoires du Code civil, à la discussion au Conseil d'Etat, Tronchet avait proposé que le légataire d'un immeuble hypothéqué fût seul et définitivement chargé de la dette garantie par cet immeuble : « Le testateur, disait-il, est censé avoir légué la chose dans l'état où elle se trouvait. L'hypothèque spéciale est comme une charge foncière inhérente à l'immeuble et qui le diminue. La perte doit naturellement tomber sur le légataire, car si l'immeuble était grevé avant le testament, le testateur l'a su, si depuis, le testateur l'a voulu. » Mais Bigot-Préameneu répondit que l'hypothèque ne pouvait être assimilée aux charges foncières, qu'elle ne diminuait pas l'immeuble mais en faisait le gage d'une

dette. Tronchet se rendit à ces observations et l'article fut adopté (1).

Restent les charges foncières. Pour les servitudes, il suffit de répéter ce que nous avons dit à leur sujet, relativement à l'ancien droit, à savoir, que ce sont des droits réels qui diminuent la valeur du fonds et que les règles de contribution ne les concernent pas.

La rente foncière subsiste dans le droit actuel si l'on entend par là une rente due en échange de l'aliénation d'un immeuble, mais son caractère a été complètement transformé par le Code civil. Non seulement elle n'est plus, comme autrefois, un droit réel, mais elle a perdu, ainsi que la rente constituée, son caractère immobilier ; l'article 529 du Code civil, alinéa 2, ne fait aucune distinction : « sont meubles par la détermination de la loi, les rentes perpétuelles ou viagères ». Par suite, la dette d'une rente foncière n'est plus qu'une dette ordinaire de sommes d'argent, soumise aux principes généraux de contribution.

Il y a eu cependant quelque doute à l'égard d'une rente foncière dont l'objet était une prestation en nature de grains. La Cour de Nîmes, dans un arrêt du 17 juin 1856 (2), a estimé qu'une telle rente constituait une charge de la jouissance de l'immeuble grevé, à tel point que le légataire de l'usufruit de tous les immeubles et, par suite, de l'immeuble assujéti à la rente, devait seul la suppor-

(1) Fenet, *Travaux préparatoires du Code Civil*, XII, p. 78.

(2) D. 37, 2, 429.

ter, alors même que le *de cujus* aurait, par testament, affranchi ce légataire de toute contribution aux dettes de la succession. Le motif invoqué par cet arrêt est que le paiement de la rente serait impossible pour tout autre que le détenteur de l'immeuble puisqu'il consiste en denrées à percevoir sur cet immeuble. La Cour ajoute que le paiement de ces rentes constituées en nature est une condition de la jouissance des biens qui y sont assujettis, qu'elles diminuent les fruits ou revenus, et qu'on ne saurait admettre que la testatrice, en léguant à son mari l'usufruit de ses biens immeubles, ait entendu lui léguer une jouissance plus étendue que celle qu'elle pouvait avoir elle-même.

Ecartons tout d'abord ce dernier argument ; il pourrait être invoqué de même pour le paiement d'une rente en argent, et cependant on n'a jamais soutenu que dans ce dernier cas il dût y avoir exception à la contribution. Quant au premier motif, l'impossibilité de fait qui existe à ce que le service de la rente soit effectué par un autre que le détenteur de l'immeuble, on peut y répondre que cela ne saurait faire obstacle à ce que l'héritier ou légataire qui succède à l'immeuble, soit indemnisé par ses cohéritiers. La situation est ici la même que lorsqu'on est en présence d'une dette indivisible. Si, par exemple, un héritier succède à un immeuble sur lequel le *de cujus* s'est obligé à constituer une servitude, cet héritier est le seul qui puisse exécuter l'obligation et cependant l'article 1221 lui donne un recours contre ses cohéritiers.

D'ailleurs, les articles 529 et 530 du Code civil sont conçus en termes généraux et ne font aucune distinction entre les rentes ; elles doivent donc toutes être assujetties aux mêmes règles de contribution (1).

Quant aux droits de mutation, ils n'ont plus, comme les anciens droits seigneuriaux, le caractère de droits réels. Néanmoins ce sont, encore aujourd'hui, des charges particulières à chaque successeur et qui échappent à la contribution. Chacun est tenu des droits afférents à la part qu'il recueille ; or ils ne sont pas proportionnels à cette part, ce sont des droits progressifs (2). Le législateur a jugé équitable de les fixer à un taux d'autant plus élevé que la part recueillie est plus grande et le degré de parenté avec le *de cujus* plus éloigné. Aussi leur liquidation est-elle faite « sur la part recueillie par chaque ayant droit » et non sur l'ensemble de la succession. Le but visé par la loi serait manqué si les successeurs plus frappés que d'autres pouvaient recourir contre ceux-ci pour établir la même proportion entre tous. — Ce qui précède est également vrai des droits d'enregistrement (C. civ., art. 1016, al. 2). C'est à peu près la seule exception légale admise par le Code civil aux règles ordinaires de contribution. On pourrait y ajouter les legs en tant qu'ils dérogent aux dispositions des articles 870 et 871, mais l'importance de cette exception est telle qu'on peut considérer le Code civil comme établissant deux princi-

(1) V. Dalloz, *Jurispr. génér.*, 2^e éd., V^o Biens, nos 195 et suiv.

(2) Loi du 5 février 1901, art. 2.

pes de contribution, l'un pour les dettes et charges en général, l'autre pour les legs.

**§ 2. — Exceptions résultant de la volonté du de cujus
ou de ses héritiers.**

Deux points ne font aucune difficulté. Le premier, c'est que les héritiers peuvent, comme autrefois, modifier à leur gré, sans aucune restriction, la répartition des charges successorales. Le second, c'est qu'à l'inverse, une personne qui contracte une obligation ne peut pas mettre dans l'acte une clause d'après laquelle un de ses successeurs en serait seul et définitivement chargé. L'article 1221-4° prévoit, en effet, le cas où un héritier est seul chargé par le titre de l'exécution de l'obligation, mais l'alinéa 2 du même article lui donne un recours contre ses cohéritiers, et cette disposition est impérative car sa violation constituerait un pacte sur succession future, par conséquent atteint de nullité absolue (1) (C. civ., art. 1130). Du reste, en pratique, on ne songe pas à introduire une telle clause dans un contrat ; elle ne procurerait aucun avantage au créancier, et quant au débiteur, s'il veut modifier les règles légales de contribution entre ses héritiers, il n'a qu'à le faire dans son testament.

Il est, en effet, permis de déroger par testament aux principes de contribution. Le législateur n'a eu en vue, en les établissant, que de suppléer au défaut de manifes-

(1) Planiol, III, n° 2075.

tation de volonté des particuliers ; ils n'ont donc pas un caractère impératif. Toutefois la liberté du testateur n'est pas absolue ; elle est limitée par l'obligation de respecter la réserve des héritiers. La situation est donc bien différente suivant qu'il y a ou non des héritiers réservataires.

a) Quand il n'y a pas de réservataires, la plus grande latitude est laissée au testateur pour régler le sort du passif de sa succession. Comme dans l'ancien droit, il peut exonérer complètement de la contribution un légataire universel, ou bien, à l'inverse, mettre à sa charge la totalité d'une dette, voire même le passif entier. Il peut imposer une dette, même à un successeur qui est légalement exempt de toute contribution, par exemple à un légataire particulier, et il est, en effet, fréquent, de voir un legs particulier à la charge d'un autre legs de même nature (1). Nous en avons donné la raison : étant libre de ne rien laisser aux personnes dont il s'agit, le testateur l'est naturellement de réduire les avantages qu'il leur accorde de son plein gré.

Ce n'est pas seulement, comme dans le droit commun coutumier, un légataire que le testateur peut avantager dans la contribution aux dettes ; il a la même liberté en ce qui concerne les héritiers. Nous avons vu, en effet, que la loi du 4 germinal an VIII avait adopté, quant au

(1) Cass., 7 juillet 1886, S. 88.1.455, et 10 janvier 1903, D. 03.1.47.48, S. 03.1.128.

rapport, le système des coutumes de préciput, et le Code a maintenu cette solution dans l'article 843.

La manifestation de volonté du *de cuius* peut être expresse ou tacite. Par exemple, le legs à titre universel de tous les immeubles sera tacitement chargé d'acquitter tous les legs particuliers portant sur des biens de même espèce. Cependant, cela n'est vrai que si le legs a pour objet un corps certain ; s'il s'agit de choses déterminées seulement dans leur genre, il ne semble pas que l'on puisse supposer que le testateur a entendu les mettre à la charge exclusive du successeur à titre universel qui recueille les biens de même nature ; à plus forte raison, en serait-il de même pour un legs de somme d'argent. Ce sont là, en effet, des choses qu'il est aussi facile aux uns qu'aux autres d'acquitter, et qui se divisent aisément entre tous.

Si les libéralités faites par le *de cuius* dépassent l'actif de la succession, il faut également s'en rapporter à la volonté du testateur pour décider quels legs doivent être acquittés de préférence. La règle de l'article 926 ne s'applique, en effet, que dans le silence du testateur (C. civ., art. 927). Dans ce cas toutefois, il y a des divergences sur le point de savoir si l'on doit se contenter d'une manifestation de volonté tacite. Quelques auteurs ont soutenu que l'on devait déduire, du caractère même de certains legs, l'intention du *de cuius* qu'ils soient acquittés de préférence à tous les autres (1). Il en serait ainsi pour

(1) Toullier, V, n° 459 ; Troplong, II, n° 4048.

le legs d'une pension alimentaire, surtout lorsqu'elle n'est pas considérable, eu égard à la fortune du testateur et à celle du légataire, ou encore pour un legs rémunérateur ; de même, il a été jugé que les legs de corps certain devaient être payés avant les autres (1). Mais, en général, les auteurs et la jurisprudence sont d'accord pour exiger une déclaration expresse de volonté. (2) Les termes de l'article 927 sont, en effet, formels : « Néanmoins, dans tous les cas où le testateur aura expressément déclaré qu'il entend que tel legs soit acquitté de préférence aux autres, cette préférence aura lieu. » Il ne faudrait pourtant pas aller trop loin ; les expressions dont se sert l'article 927 n'ont rien de sacramentel, et le testateur peut en employer d'autres pour manifester son intention. Il suffit qu'il se serve de termes précis, ne laissant subsister aucun doute.

b) En présence d'héritiers réservataires, le testateur ne peut déroger aux règles légales de contribution qu'autant qu'elles ne portent pas atteinte à la réserve. Le but de la réserve, qui est de protéger les héritiers en ligne directe contre les libéralités du *de cujus*, ne serait pas atteint si celui-ci pouvait, en augmentant leur part con-

(1) Paris, 25 février 1836 ; Dalloz, *Jurisp. gén.*, V^o Dispos. entre vifs, 3909-1^o.

(2) Duranton, VIII, n^o 365 ; Marcadé, III, n^o 618 ; Demolombe, XIX, n^o 562 ; Laurent, XII, n^o 181 ; Baudry-Lacantinerie et Colin, I, n^o 976. — V. pour les legs de corps certains : Orléans, 7 avril 1848, D. 51.2.99 ; Paris, 23 janvier 1851, D. 51.2.100. V. aussi d'autres exemples dans Dalloz, *Code civil annoté*, sur l'art. 927.

tributoire dans le passif, obtenir le même résultat que par le moyen de donations ou de legs.

Supposons, par exemple, qu'une succession de 60.000 francs soit dévolue à trois enfants légitimes ; chacun d'eux obtient 20.000 francs. Mais le testateur a fait un legs de 12.000 francs qu'il a mis à la charge exclusive de l'un de ses enfants. Celui-ci pourra néanmoins obliger ses cohéritiers à en acquitter une partie. En effet, la quotité disponible étant de 15.000 francs, la réserve de chacun des enfants est également de 15.000 francs. Celui qui est grevé du legs n'obtiendrait, s'il l'acquittait entièrement, que 8.000 francs ; il a donc le droit de limiter sa part contributoire à 5.000 francs et ses frères paieront par moitié les 7.000 francs restants.

Cela n'est pas seulement vrai des legs, mais aussi des dettes. Une personne peut évidemment contracter autant de dettes qu'il lui plaira ; elles passeront à ses héritiers dont la réserve se trouvera réduite puisqu'elle ne se calcule que sur l'actif net. Mais le *de cujus* ne peut imposer à l'un une part plus forte que celle des autres que dans la mesure de l'actif qu'il obtiendrait normalement en sus de sa réserve. Ainsi, dans l'exemple précédent, si nous supposons qu'au lieu d'un legs de 12.000 francs, il s'agisse de 12.000 francs de dettes, l'actif net se trouve réduit à 48.000 francs, le quart disponible est de 12.000 francs, la part de chaque héritier s'élève à 16.000 francs et sa réserve à 12.000. Le testateur ne peut imposer à l'un d'entre eux plus de 4.000 francs de dettes. Et en effet, s'il

le chargeait de la totalité, ce ne serait plus une dette qu'il lui ferait acquitter, mais un véritable legs de 8.000 francs au profit des deux autres. En un mot, quand un testateur déroge aux règles de la contribution aux dettes entre ses héritiers réservataires, en augmentant la part de l'un d'eux, il faut distinguer dans celle-ci deux éléments : sa part normale de dettes, que l'on doit déduire de la masse pour le calcul de la réserve, et un legs au profit des autres, constitué par le surplus, et qui ne doit rester à sa charge que s'il ne porte pas atteinte à la réserve.

CHAPITRE VII

RECOURS ENTRE LES CONTRIBUABLES

Si les règles de l'obligation aux dettes et charges coïncidaient exactement avec celles de la contribution, autrement dit, si les créanciers ne pouvaient jamais poursuivre un des contribuables que pour la part qu'il doit définitivement supporter, tout serait fini dès que le créancier aurait exercé contre chacun d'eux les actions qui lui appartiennent. Mais il n'en est rien ; l'obligation n'est jamais inférieure à la contribution mais elle lui est parfois supérieure. Le créancier peut, dans plusieurs hypothèses, poursuivre un des successeurs tenus aux dettes pour une part plus élevée que celle pour laquelle il doit contribuer, souvent même pour la totalité de la dette (1). Ce successeur pourra alors se retourner contre les autres afin de se faire rembourser tout ce qu'il a dû payer au delà de sa part.

C'est ce recours, qui constitue, pour ainsi dire, la sanction des règles de contribution, qu'il nous reste à exa-

(1) Il peut aussi poursuivre parfois un non-contribuable, et celui-ci a également recours contre ceux qui doivent supporter la dette, mais ce recours, étranger aux rapports entre cohéritiers, sort des limites que nous nous sommes tracées ; il concerne l'obligation aux dettes et non la contribution.

miner. Nous indiquerons d'abord dans quels cas ce recours a lieu, ensuite quelles sont les actions par lesquelles il s'exerce ; enfin nous verrons comment la loi permet de l'éviter lorsqu'il s'agit de rentes.

§ 1. — Cas où il y a lieu à recours.

Ces cas sont les suivants :

1° D'après l'article 873, les héritiers sont tenus des dettes envers les créanciers « pour leur part et portion virile ». Il en était certainement ainsi dans l'ancien droit (1). C'était absolument nécessaire à une époque où les biens se partageaient entre les héritiers, d'après leur nature, les meubles et acquêts d'une part, les propres, d'autre part, allant à des héritiers différents. Pour ne pas obliger les créanciers à attendre la fin d'une liquidation qui pouvait être fort longue, la dette se divisait provisoirement entre les héritiers par portions égales. Il semble qu'il en soit de même en droit actuel, étant donnés les termes précis de l'article 873 qui reproduit ceux de l'ancien droit (2). Cependant, la question est controversée. Pour certains auteurs, il y a ici un lapsus du législateur qui a mis « viriles » pour « héréditaires ». Il y aurait néanmoins, même dans cette opinion, divergence entre l'obligation et la contribution si l'on admet que les créanciers peuvent poursuivre les héritiers saisis dans la mesure de

(1) Pothier, *Successions*, V, III, § 1 ; Lebrun, *Successions*, IV, II, 1, n° 5.

(2) Planiol, III, n° 2073.

la part dont ils sont saisis, comme représentant le défunt, sauf leur recours contre les successeurs non saisis. Toutefois ce point même est controversé (1).

2° Le même article 873 prévoit également le cas d'une dette hypothécaire. Si l'un des héritiers est détenteur de l'immeuble hypothéqué, il pourra être poursuivi pour le tout sauf son recours contre les autres.

3° Il y a encore inégalité entre l'obligation et la contribution dans les hypothèses énumérées par l'article 1221 : dette hypothécaire déjà signalée, dette de corps certain, dette mise par le titre à la charge exclusive d'un des héritiers, enfin dette indivisible. Dans tous ces cas la loi donne à celui qui a payé la totalité, un recours contre ses cohéritiers.

§ 2. — Actions par lesquelles s'exerce le recours.

Quelle que soit la cause du recours, le contribuable qui l'exerce a le choix entre trois moyens : l'action en garantie, les actions du créancier, qu'il obtient par la subrogation légale, enfin l'action de gestion d'affaires.

1° L'action en garantie appartient à l'héritier en vertu du partage. Les copartageants se doivent la garantie des troubles et évictions qu'ils peuvent subir (C. civ., art. 884). Or l'héritier qui est obligé de payer plus que sa part contributoire est troublé dans sa possession et il est évincé de la valeur de tout ce qui excède ce qu'il doit

(1) Pour cette controverse : V. Baudry-Lacantinerie et Wahl, III, n° 3951, et les auteurs qu'ils citent.

supporter dans le passif. Si, par exemple, il est détenteur d'un immeuble hypothéqué, ce qui l'oblige à payer 20.000 francs, alors qu'il ne doit contribuer que pour 10.000, il est évincé de 10.000 francs. Cette action en garantie était déjà accordée à l'héritier dans l'ancien droit (1), et ce n'était que l'application de principes romains.

Le recours exercé par l'action en garantie se divise entre tous les copartageants, en proportion de leurs parts héréditaires (C. civ., art. 885). S'il en était autrement, celui qui paierait davantage se trouverait, à son tour, évincé. Cependant, lorsque parmi les cohéritiers il se trouve un insolvable, « la portion dont il est tenu doit être également répartie entre le garanti et tous les cohéritiers solvables » (C. civ., art. 885). Ajoutons que cette action permet à celui qui l'exerce de bénéficier du privilège du copartageant, sur les immeubles de la succession (C. civ., art. 2103-3°).

2° Le contribuable qui a payé au delà de sa part peut, en second lieu, agir contre ses cohéritiers au moyen des actions qui appartenaient au créancier qu'il a désintéressé. En effet, en vertu de l'article 1251 du Code civil « la subrogation a lieu de plein droit... 3° au profit de celui qui, étant tenu avec d'autres ou pour d'autres, au paiement de la dette, avait intérêt de l'acquitter ». Or le cohéritier dont il s'agit était tenu « avec d'autres » et « pour d'autres ».

(1) *Coutume de Paris*, art. 333 ; Pothier, *Successions*, V, art. 4.

Cette disposition du Code civil constitue une nouveauté. Dans l'ancien droit, la personne tenue avec d'autres ou pour d'autres, qui payait le créancier, pouvait se faire subroger aux droits de ce dernier, mais la subrogation ne se produisait pas de plein droit ; elle devait être demandée. Dumoulin avait cependant soutenu l'opinion contraire parce que, disait-il, le cohéritier qui paie la totalité de la dette, doit toujours être présumé n'avoir payé qu'à la charge de cette subrogation, personne ne pouvant être présumé négliger ses droits et y renoncer. Mais l'avis de Dumoulin ne prévalut pas. On objecta que le droit, pour l'héritier, de se faire subroger « consistant dans une simple faculté... dont il peut user ou ne pas user, il ne suffit pas qu'il ne soit pas présumé avoir renoncé à son droit, il faut qu'il paraisse avoir usé de cette faculté, ce qui ne paraît pas, s'il ne l'a point déclaré » (1).

Le Code civil a donc rejeté la solution généralement admise dans l'ancien droit et adopté celle de Dumoulin : la subrogation a lieu de plein droit. L'avantage que peut trouver l'héritier à exercer son recours au moyen des actions du créancier, c'est que, par là, il bénéficie des privilèges et hypothèques qui appartenaient à ce dernier et constituaient les accessoires de sa créance. Cet avantage n'est pas bien considérable, étant donné que l'action en garantie est elle-même munie d'un privilège, celui du copartageant ; pour que l'héritier ait intérêt à se

(1) Pothier, *Successions*, V, iv, et *Obligations*, n° 280 ; Renusson, *Traité des subrogations*, ch. VII, n° 68 et ch. IX, n° 7.

servir de la subrogation, il faut supposer que celui du créancier est préférable, vient à un meilleur rang de classement.

Il semblerait que l'action donnée à l'héritier par suite de la subrogation ait sur l'action en garantie une autre supériorité, celle de lui permettre de poursuivre pour le tout, comme eût pu le faire le créancier, un des cohéritiers. C'est là, en effet, le résultat normal de la subrogation. Mais l'article 875 y déroge dans notre hypothèse : « Le cohéritier ou successeur à titre universel, qui, par l'effet de l'hypothèque, a payé au delà de sa part dans la dette commune, n'a de recours contre les autres cohéritiers ou successeurs à titre universel, que pour la part que chacun d'eux doit personnellement en supporter, même dans le cas où le cohéritier qui a payé la dette se serait fait subroger aux droits des créanciers. » Il en résulte que l'héritier doit diviser son recours contre les autres et ne demander à chacun que sa part contributoire. C'était déjà la solution de l'ancien droit (1) et elle se justifie par une double raison. Tout d'abord, une raison pratique : on veut éviter une série d'actions récursoires entre les héritiers. Si celui qui a payé le créancier pouvait demander le tout, sa part déduite, à un de ses cohéritiers, celui-ci pourrait faire de même contre un troisième et ainsi de suite. Il y a ensuite une raison juridique, c'est que les héritiers sont tenus à se garantir réciproque-

(1) Lebrun, IV, II, 3, n° 20 ; Pothier, *Coutume d'Orléans*, art. 358.

ment contre le trouble et l'éviction ; en demandant à un cohéritier plus que sa part contributoire, le poursuivant lui ferait subir une éviction, contrairement à la règle : « qui doit garantir ne peut évincer ».

L'article 875 présente un membre de phrase assez obscur : « même dans le cas où le cohéritier qui a payé la dette se serait fait subroger aux droits des créanciers ». Or nous avons dit que, conformément à l'article 1251-3°, celui qui a payé étant tenu avec d'autres ou pour d'autres obtenait la subrogation de plein droit. La plupart des auteurs expliquent cette apparente contradiction en disant que l'article 875 signifie que la subrogation conventionnelle que se ferait consentir l'héritier, ne saurait produire plus d'effets que la subrogation légale (1). Il semble cependant plus probable qu'il y a là une réminiscence de l'ancien droit où la subrogation n'avait pas lieu de plein droit (2). Bien que l'article 875 ne vise que le cas d'une dette hypothécaire, il n'est pas douteux que sa disposition ne s'applique à tous les cas où un héritier a payé plus que sa part contributoire.

Une question controversée est celle de savoir si la division de l'action doit également avoir lieu lorsqu'un des héritiers est, en même temps, non plus détenteur de l'immeuble hypothéqué, mais créancier hypothécaire du *de*

(1) Laurent, XI, n° 85 ; Aubry et Rau, VI, p. 681, note 5 ; Baudry-Lacantinerie et Wahl, III, n° 3976.

(2) Planiol, III, p. 614, note 2.

cujus et, par suite, de la succession (1). Dans l'ancien droit, malgré quelques décisions contraires, on répondait par l'affirmative parce qu'en devenant héritier, ce créancier entraînait « en une espèce de société avec ses cohéritiers » (2) et que la garantie réciproque que se doivent les cohéritiers s'opposait à une action *in solidum* (3). Devant le silence du Code, quelques auteurs modernes ont soutenu que l'héritier agissant, non à ce titre, mais en qualité de créancier devait être traité comme créancier et que d'ailleurs l'article 875 étant une exception par rapport au droit commun de la subrogation, devait être interprété strictement (4). Mais l'opinion qui prévaut est que, conformément à l'ancien droit, ce créancier ne peut demander à chaque contribuable que sa part définitive, car, étant héritier, il est tenu à la garantie envers ses cohéritiers et, s'il poursuivait l'un d'entre eux pour le tout, celui-ci aurait, à son tour, un recours contre les autres, de sorte que le circuit d'actions que veut éviter l'article 875 se produirait nécessairement. En un mot les motifs de cet article se retrouvant dans cette hypothèse, il doit s'y appliquer (5).

(1) La question se pose dans les mêmes termes, pour l'héritier qui est, en même temps légataire par préciput d'un immeuble hypothéqué.

(2) Lebrun, IV, II, 1, n° 43.

(3) Pothier, *Coutume d'Orléans*, art. 358.

(4) Chabot, art. 875, n° 5 ; Duranton, VII, n° 89 ; Toullier, IV, n° 558, note 1 ; Huc, V, n° 401. — Pour la jurisprudence : V. Toulouse, 2 août 1833, Dalloz, *Jurisp. gén.*, V° *Successions*, n° 1365.

(5) Demolombe, XVII, n° 81 ; Aubry et Rau, VI, § 637, note 7.

Si, parmi les contribuables, il y a un insolvable, sa part, aux termes de l'article 876 du Code civil, « est répartie sur tous les autres, au marc le franc ». Bien que cet article ne prévoie que le cas où la dette était hypothécaire, il en est de même, quelle que soit la cause qui a obligé un ou plusieurs des autres contribuables à payer la totalité de la dette. Mais il en serait autrement s'il s'agissait d'une dette purement chirographaire et divisible, qu'un héritier aurait payée sans y être contraint ; il supporterait seul les conséquences de l'insolvabilité de son cohéritier.

L'article 876 se justifie aisément. L'équité veut que tout le poids de l'insolvabilité de l'un des contribuables ne retombe pas sur celui qui a payé la dette parce qu'il y était contraint ; il était obligé envers le créancier à acquitter la totalité de cette dette, mais, dans ses rapports avec ses cohéritiers, il doit être traité sur le pied d'égalité.

Bien que l'article 876 ne fasse aucune distinction, on est d'accord pour reconnaître qu'il ne s'appliquera que si l'insolvabilité était antérieure au paiement. Sinon, l'héritier qui a payé est en faute de n'avoir pas exercé son recours en temps utile et, par suite, il supportera seul les conséquences de l'insolvabilité survenue depuis (1).

p. 682 ; Demante et Colmet de Santerre, III, n° 216 *bis*, II et III ; Laurent, XI, n° 82 ; Baudry-Lacantinerie et Wahl, III, n° 3977.

(1) Aubry et Rau, VI, § 637, note 6, p. 681 ; Demolombe, XVII, n° 78 ; Baudry-Lacantinerie et Wahl, III, n° 3976.

3° Le contribuable qui a payé au delà de sa part, a encore une troisième action : l'action de gestion d'affaires, en vertu des articles 1372 et 1375 du Code civil (1). Mais elle ne présentera pas grande utilité pour l'héritier qui a payé le tout parce qu'il y était obligé, car elle se divise, comme les précédentes, entre tous les contribuables et elle est, de plus, dépourvue de toute garantie hypothécaire.

Au contraire, elle est la seule qui appartienne à celui qui a désintéressé volontairement le créancier et qui ne peut exercer ni l'action en garantie puisqu'il n'a pas été évincé, ni l'action résultant de la subrogation puisqu'il ne remplit pas les conditions de l'article 1351 (2).

§ 3. — Règles spéciales aux rentes.

Par ce qui précède, on voit que les actions en recours soulèvent de nombreuses difficultés ; de plus, elles occasionnent des frais. Pour éviter d'exercer ces actions, les cohéritiers emploient fréquemment dans les partages divers procédés ; par exemple, on donnera à celui qui reçoit dans son lot l'immeuble hypothéqué, une part d'actif plus considérable, moyennant quoi il restera définitivement chargé de la totalité de la dette que cet immeuble garantit.

Nous savons, en effet, que toute liberté est laissée aux héritiers quant à ces conventions, mais elles ne sont

(1) Huc, V, n° 401 ; Baudry-Lacantinerie et Wahl, III, n° 3970.

(2) Planiol, III, p. 614, note 1.

possibles que s'ils sont tous d'accord. Il y a cependant un cas où la volonté d'un seul suffit à obliger les autres à supprimer les recours au moyen de deux procédés admis spécialement par la loi ; c'est lorsqu'il s'agit d'une rente à payer à un tiers et garantie par une hypothèque. Dans cette hypothèse les inconvénients des recours seraient particulièrement sensibles puisque l'héritier détenteur de l'immeuble hypothéqué pourrait à chaque paiement d'arrérages, c'est-à-dire périodiquement, exercer une action récursoire contre ses cohéritiers. C'est pour éviter ce résultat que la loi permet, par l'article 877 du Code civil, à chaque cohéritier d'imposer aux autres l'un des procédés suivants : 1° rembourser la rente ; 2° mettre l'immeuble hypothéqué dans le lot d'un seul des héritiers en l'y faisant figurer pour une valeur diminuée de celle de la rente.

Suivant les cas, on emploiera l'un ou l'autre. Le premier n'est possible que si la rente est rachetable, le second ne l'est que si l'hypothèque est spéciale. Si on use de ce dernier, l'héritier qui reçoit l'immeuble, ayant obtenu un dédommagement, devra effectuer le service de la rente sans recours possible et garantir les autres contre l'action du crédi-rentier.

De notre étude il ressort que le droit français actuel est le résultat de la lutte entre deux courants contraires, issus l'un du droit germanique, l'autre du droit romain.

Le droit germanique visait surtout à conserver la pro-

priété foncière, et c'est pourquoi il faisait supporter les dettes par les meubles seuls. Le but qu'il poursuivait était, du reste, un but social ; il voulait consolider la fortune des familles, parce que, de leur prospérité dépendait celle de la société tout entière. Renforcé par les usages féodaux, il régit toute la France coutumière aux origines de notre droit. Mais, à mesure que la souveraineté se reconstituait et que l'Etat, devenant plus fort, sentait moins la nécessité de s'appuyer sur des familles puissantes, les idées d'équité et d'égalité, que rien ne venait plus contrecarrer, devenaient plus intenses et, fortifiées par l'autorité du droit romain, engageaient contre les usages en vigueur, le duel qui devait se terminer par leur triomphe définitif.

Leur succès ne fut cependant complet qu'à la faveur de la Révolution. Jusque-là, les idées nobiliaires et aristocratiques les tinrent en échec dans une partie de la France. Le Code civil, tout en réagissant, comme nous l'avons vu, contre ce que l'égalitarisme de l'époque intermédiaire avait eu d'excessif, consacra les solutions romaines. On ne saurait aujourd'hui en admettre d'autres étant données les tendances modernes ; aussi les principes qui régissent le droit français sur cette matière sont-ils d'une application générale dans les législations étrangères (1).

(1) Il est cependant à noter qu'en Angleterre les immeubles ont continué jusqu'en 1833, à être affranchis des dettes. (V. J. Williams, *Real property*, p. 79 et suiv.)

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION	1
 CHAPITRE PREMIER. — Le passif héréditaire et les personnes qui en sont chargées	
I. — <i>Le passif héréditaire</i>	9
§ 1. — Les dettes héréditaires.	10
§ 2. — Les charges héréditaires	15
II. — <i>Quelles personnes sont tenues du passif héréditaire</i>	18
§ 1. — Ancien droit.	18
§ 2. — Droit actuel	27
 CHAPITRE II. — La contribution aux dettes dans le droit français primitif.	
I. — <i>La contribution aux dettes au XIII^e siècle</i>	36
§ 1. — La contribution aux dettes d'après les Coutumiers	37
§ 2. — Comment s'explique le système primitif de contribution.	43
§ 3. — Dérogations conventionnelles.	50
II. — <i>Origines du système primitif de contribution</i>	53
§ 1. — Droit romain.	54
§ 2. — Droit germanique.	60
§ 3. — Droit féodal	64
III. — <i>Etat de la question de contribution aux XIV^e et XV^e siècles</i>	68
 CHAPITRE III. — La contribution aux dettes dans les coutumes rédigées.	
I. — <i>Système angevin</i>	72

§ 1. — Notion générale et origines.	72
§ 2. — Application du principe.	77
§ 3. — Critique du système angevin.	87
§ 4. — Système voisin de celui d'Anjou.	89
II. — <i>Système parisien</i>	90
§ 1. — Le principe et ses origines.	91
§ 2. — Application du système parisien	99
§ 3. — Critique du système parisien	111
III. — <i>Système auvergnat</i>	113
§ 1. — Le principe et ses origines.	114
§ 2. — Commentaire de la coutume d'Auvergne. . . .	117
§ 3. — Critique du système auvergnat	122
IV. — <i>Coutumes muettes et conflit de coutumes</i>	123
§ 1. — Système de droit commun	124
§ 2. — Conflit de coutumes.	128
CHAPITRE IV. — Les exceptions aux principes de contribution dans le droit coutumier .	134
I. — <i>Exceptions dérivant de la nature des charges</i>	135
§ 1. — Dettes indivisibles	135
§ 2. — Dettes de corps certains	141
§ 3. — Charges foncières	145
II. — <i>Exceptions relatives à certains héritiers</i>	150
§ 1. — Douaire	151
§ 2. — Droit d'ainesse.	155
III. — <i>Exceptions conventionnelles et testamentaires</i>	173
§ 1. — Conventions entre le créancier et le débiteur . .	173
§ 2. — Testament.	174
§ 3. — Conventions entre héritiers	177
CHAPITRE V. — La contribution aux dettes dans le droit intermédiaire.	179
§ 1. — Loi du 8 avril 1791.	181
§ 2. — Loi du 17 nivôse an II	182
§ 3. — Loi du 4 germinal an VIII.	185

CHAPITRE VI. — **La contribution aux dettes dans le Code civil.** 187

I. — *Contribution aux dettes et charges autres que les legs* 189

§ 1. — Héritiers 189

§ 2. — Légataires universels et à titre universel. 191

§ 3. — Successeurs à titre particulier 195

§ 4. — Usufruitiers. 197

II. — *Contribution aux legs.* 202

§ 1. — Le disponible n'est pas épuisé par les libéralités. 203

§ 2. — Les libéralités excèdent la quotité disponible. 205

§ 3. — Il y a un institué contractuel. 209

III. — *Exceptions aux règles de contribution* 211

§ 1. — Exceptions légales 211

§ 2. — Exceptions résultant de la volonté du *de cujus* ou de ses héritiers 217

CHAPITRE VII. — **Recours entre les contribuables** 223

§ 1. — Cas où il y a lieu à recours 224

§ 2. — Actions par lesquelles s'exerce le recours. 225

§ 3. — Règles spéciales aux rentes. 232

Vu :

Le Président de la Thèse,

E. CHÉNON.

Vu.

Le Doyen,

Ch. LYON-CAEN.

Vu et permis d'imprimer :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,

L. LIARD.

Imp. J. Thevenot, Saint-Dizier (Haute-Marne).

